

Cahiers du mouvement ouvrier

Michel Barbe : Le mystère de Louise Michel élucidé

**Lénine : "Le gouvernement de coalition
ou les marins" (1^{er} novembre 1917)**

Michel Gandilhon : La CNT, les ouvriers, Taylor

**Michel Barbe et Lucien Perron :
Khrouchtchev, pages ignorées**

**J.-M. Schiappa : Les eaux troubles
du "socialisme français"**

C
E
R
M
T
R
I



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

- Michel Barbe : Le mystère
des trois derniers mois de Louise Michel
enfin levé p. 5
- Georges Hoffmann :
Jaurès et la “rupture avec le capitalisme” p. 15
- Ryszard Rauba :
Rosa Luxemburg et Karl Marx (1903) p. 19
- Pierre Roy :
Le congrès international de la Libre Pensée
à Rome, en 1904 p. 25
- Lénine : Intervention au comité de Petrograd,
le 1^{er} novembre 1917 p. 35
- Christian Rakovsky :
“*Les dangers professionnels du pouvoir*” p. 39
- Christian Coudène :
Willy Münzenberg est-il un “artiste en révolution” ? p. 53
- Martemian Rioutine :
Staline et la crise du parti p. 63
- Michel Gandilhon :
La CNT, les ouvriers, Taylor p. 75
- Michel Barbe et Lucien Perron :
Nikita Khrouchtchev : pages méconnues p. 83
- Jean-Marc Schiappa :
Les eaux troubles du “socialisme français” p. 93
- Chronique des falsifications p. 103
- Notes de lecture p. 109

EN 1900, DANS SON DÉBAT AVEC JULES GUESDE, JAURÈS ÉVOQUE LA *“LUTTE INCESSANTE DU SALARIÉ QUI VEUT ÉLEVER SON SALAIRE ET DU CAPITALISTE QUI VEUT LE RÉDUIRE, DU SALARIÉ QUI VEUT AFFIRMER SA LIBERTÉ ET DU CAPITALISTE QUI VEUT LE TENIR DANS SA DÉPENDANCE. VOILÀ DONC LE PREMIER ÉLÉMENT DE LA LUTTE DE CLASSE. LA CONDITION DE FAIT QUI LE FONDE, QUI LE DÉTERMINE, C’EST LE SYSTÈME DE LA PROPRIÉTÉ CAPITALISTE, DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE.”*

JAURÈS AJOUTE : *“POUR QU’IL Y AIT VRAIMENT LUTTE DE CLASSE, POUR QUE TOUT LE PROLÉTARIAT ORGANISÉ ENTRE EN BATAILLE CONTRE LE CAPITALISME, IL NE SUFFIT PAS QU’IL Y AIT ANTAGONISME DES INTÉRÊTS ENTRE LES CAPITALISTES ET LES SALARIÉS, IL FAUT QUE LES SALARIÉS ESPÈRENT, EN VERTU DES LOIS MÊMES DE L’ÉVOLUTION HISTORIQUE, L’AVÈNEMENT D’UN ORDRE NOUVEAU DANS LEQUEL LA PROPRIÉTÉ CESSANT D’ÊTRE MONOPOLEUSE, CESSANT D’ÊTRE PARTICULIÈRE ET PRIVÉE, DEVIENDRA SOCIALE.”*

*(Jaurès et Guesde. Les deux méthodes.
Editions de la Liberté, 1945, p. 6)*

Le CERMTRI dispose de collections pas tout à fait complètes de l'hebdomadaire *La Vérité* des années 1956, 1957 et 1958. Il peut en céder à ceux que cet hebdomadaire — alors régulièrement saisi par la justice pour son opposition à la guerre coloniale en Algérie — intéresse pour la somme de 7 euros (port compris) par groupe de 14 numéros (il y a en gros 45 numéros disponibles par an).

“CACHER AUX ENFANTS LA LUTTE DES CLASSES QUI S’EST DEVELOPPEE, SOUS DES FORMES DIVERSES, TOUT AU LONG DE L’HISTOIRE, ET QUI PREND FORME AUJOURD’HUI DANS LA LUTTE DU CAPITALISME ET DU PROLETARIAT, CE SERAIT SUPPRIMER POUR EUX UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE L’HISTOIRE HUMAINE”

(JEAN JAURES, *La Revue des maîtres*, revue de l’enseignement primaire, 25 octobre 1908)

Consultez le blog “l’histoire défigurée, la géographie manipulée”

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 128 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **30 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

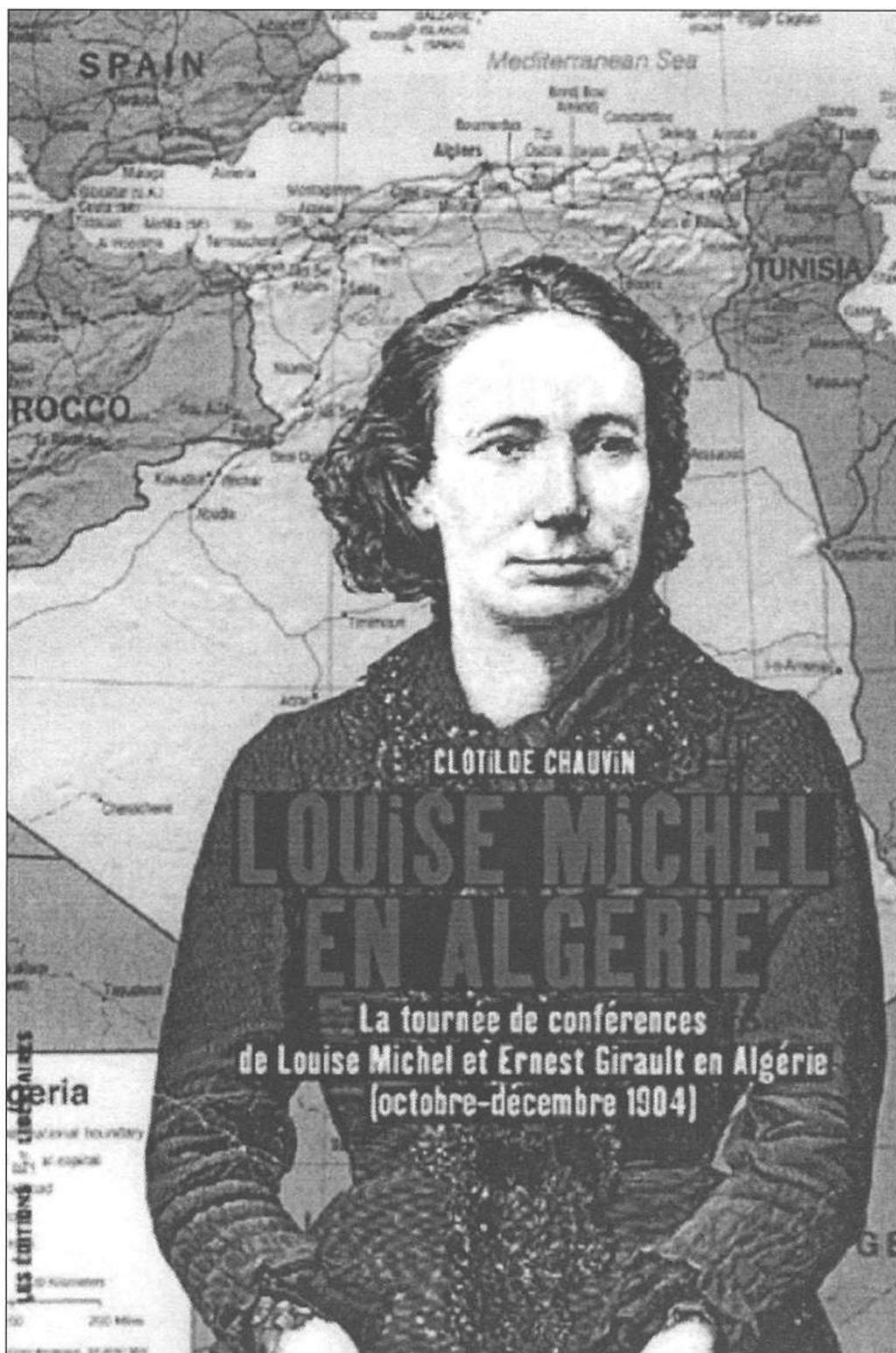
.....

Chèques à l’ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Michel Barbe :
Le mystère
des trois derniers mois
de Louise Michel
enfin levé



Louise Michel en Algérie

**Clotilde Chauvin. Editions libertaires,
2007. 162 pages, 15 euros.**

Questions

Où et comment Louise Michel a-t-elle vécu les trois derniers mois, octobre, novembre et décembre, de sa vie, avant de venir mourir à Marseille le 9 janvier 1905 ? Tous ses biographes font l'impasse sur ce "petit trimestre" pourtant si éclairant pour apprécier une face de son activité militante : l'anticolonialisme ! Pourquoi ce "blanc historique" incompréhensible dans une chronologie que les historiens et les militants ne cessent de passer au crible depuis sa naissance, avec la colonisation de l'Algérie, en 1830 ? D'autant que la police, à ses trousses, n'a laissé aucun rapport sur cette fin de 1904. Rien dans les archives. Du moins, n'en trouve-t-on pas trace. Etonnant ! Exemple sur Internet, les trois pages "*La vie de Louise Michel*" présentent un vide après le 20 mai 1904 : "*Décidément infatigable, Louise Michel prononce une conférence aux Sociétés savantes et reprend sa tournée.*" Autre exemple, le recueil de textes, édités en 2005, centenaire de sa mort, *Louise Michel, exil en Nouvelle-Calédonie. Textes rassemblés et présentés par Emilie Cappella (Magellan & Cie)* se termine par une pirouette muette, page 140 : "*Après plusieurs rechutes qui interrompent son tour de France de conférencière, elle ar-*

rive malade à Marseille le 5 janvier 1905 et rend l'âme dans les bras de Charlotte Vauvelle (1) le 9." Pas un mot sur l'Algérie dont elle revenait.

Réponse

En 157 pages publiées aux Editions libertaires, Clotilde Chauvin, professeur d'histoire, archiviste-documentaliste au CRDP de Marseille, a comblé le vide et levé le voile en retrouvant et rajoutant le chaînon manquant dans son livre *Louise Michel en Algérie*, sous-titré "*La tournée de conférences de Louise Michel et Ernest Girault en Algérie (octobre-décembre 1904)*". Clotilde Chauvin restitue toute la dimension de cet ultime combat anticolonialiste. "*Je tenterai donc, en explorant la presse de l'époque et le précieux témoignage de Girault, de rajouter un maillon à la chaîne des biographes*" (p. 48).

Son livre est à lire en parallèle avec celui d'Ernest Girault, qu'elle fait rééditer en 2007 : *Une Colonie d'enfer*, terrible réquisitoire contre le colonialisme français en Algérie.

(1) Sa fidèle accompagnatrice et femme de confiance.

Contextes comparés : 1904-1905 et 2005 : un siècle pour en finir avec la “Colonie d’enfer”

1904-1905 : Octobre 1904 : visite en Algérie de Chaumié, ministre de l’Instruction publique, qui critique “*les malsaines propagandes de l’internationalisme*” (*Le Temps*, cité p. 40). Septembre 1904 : congrès mondial des libres-penseurs à Rome. 9 décembre 1905 : vote de la loi de séparation des Eglises et de l’Etat. 9 janvier 1905, obsèques de Louise Michel. “Dimanche rouge” à Saint-Pétersbourg, ouverture de la révolution en Russie. 13 octobre 1905 : premier soviet de députés ouvriers à Saint-Pétersbourg. Avril 1905 à Paris : les courants socialistes regroupés proclament la SFIO. 1905 : Alfred Dreyfus, déclaré “non coupable”. Mais la braise de “l’Affaire” est toujours brûlante : son dénouement juridique traîne en longueur.

2005 : Un siècle après, 25 février, loi évoquant “*le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord*”. Clotilde Chauvin rappelle l’article 4, qui provoque une levée de boucliers dans le pays. L’Université, les enseignants et, plus particulièrement visée, la profession des professeurs d’histoire-géographie, conduite par l’APHG, lancent une pétition nationale qui exige le retrait d’un texte provocateur inacceptable : “*Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l’histoire et aux sacrifices des combattants de l’armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit*” (*Journal officiel* du 24 février 2005, loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés). La pétition rencontre un vif succès. Le chef de l’Etat est contraint au recul. La phrase litigieuse est retirée, le texte est modifié.

Un siècle auparavant, le brûlot d’Ernest Girault, *Une Colonie d’enfer*, ré-

pondait par avance par un réquisitoire sans appel aux prétentions méprisables de ce colonialisme défunt : « *Sur ce sol qui pourrait être un paradis terrestre, on n’entend que gémissements et plaintes, on ne rencontre que misère et douleur, on n’assiste qu’à des brutalités et qu’à des tortures. Il coule, de chaque côté de l’Atlas, assez de pleurs et de sang pour humecter tout le sable du désert. Le colon exploite un prolétariat sans défense et sans organisation : les administrateurs des communes mixtes, ces exécrables tyrans de la grande colonie républicaine, y spolient des populations apeurées et craintives avec la complicité des caïds devenus les valets des vainqueurs, pendant que des “juifs”, catholiques et sémites, écument impitoyablement toute cette société africaine. Voilà ce qui s’appelle coloniser. Et pour couronner l’œuvre, le glaive de chaque soudard, le sabre des commandants de bureaux arabes est devenu l’épée de Damoclès suspendue au-dessus de chaque être humain que le malheur, la défaite ou l’aventure ont conduit dans la Rome infime de ces modernes Nérons. Tout un peuple croit à la grandeur coloniale de l’Algérie. Il faut en rabattre. Pour si stupéfiantes qu’apparaîtront ces pages révélatrices, elles seront encore bien au-dessous de la vérité. Les crimes, le vol, l’usure, le pillage, la concussion, la prostitution et le viol ont engendré là-bas comme une norme ethnique et sociale (...)* » (pp. 14 et 15).

2005, au CRDP de Marseille : cent ans après sa mort

Clotilde Chauvin mobilisa son énergie pour mettre en chantier une magnifique exposition intitulée “Louise Michel, encre rouge et drapeau noir...” (26 avril au 25 mai 2005), destinée aux élèves des lycées et collèges de l’académie d’Aix-Marseille. Marseille n’est-il pas ce creuset social où se croisent les héritiers de toutes les conquêtes coloniales passées, ceux de la décolonisation : Maghrébins, Africains, Malgaches,

Comoriens, Vietnamiens ? Cette exposition à la gloire de Louise Michel l'anti-colonialiste fut pleinement celle de ceux qui combattirent toutes ces "colonies d'enfer" dans tout "l'empire colonial".

Complément d'enquête

Etonnée par ce qu'elle découvrit, ou plutôt par ce qu'elle ne trouva pas, Clotilde Chauvin mena l'enquête. Rien ou presque rien dans les archives à Paris, Marseille, Aix-en-Provence, Alger : décevant ! Même les rapports de police, d'ordinaire si prolixes concernant la communarde, sont inexistantes ou introuvables ! La "densité" humaine et politique intense de cette "tourné" en Algérie avec de tels orateurs ne laissait curieusement aucune trace. Comme si cet "épisode" de sa vie avait été effacé pour mieux le rayer des mémoires vivantes ! La lecture d'*Une Colonie d'enfer*, journal de bord d'Ernest Girault, est inséparable de la lecture du livre de Clotilde Chauvin. Dès 2007, en même temps que le sien, elle fit rééditer celui de Girault aux Editions libertaires. La presse locale algérienne relaya le silence des archives... et de la presse nationale. *"L'exploitation de la presse constitue la majeure partie des sources de cet essai : en France, mais surtout en Algérie. En effet, la presse de l'Algérie coloniale se fit l'écho de la tournée de conférences soit en relatant l'événement, soit en prêtant ses colonnes à la voix de Louise Michel..."* (p. 54).

La presse a réalisé un travail d'information correct, favorable ou non aux thèmes abordés par les deux anarchistes. Leur venue est souvent annoncée avec le plan de leurs interventions. Clotilde Chauvin en énumère avec précision la liste. La tournée répondait à une famine de débats parmi les enseignants, les fonctionnaires et parfois quelques "burnous". L'affaire Dreyfus, la séparation des Eglises et de l'Etat, l'armée, la religion, la guerre russo-japonaise, le communisme et l'anarchie, la loi ou la révolution, Jésus... étaient au menu des conférences-débat.

Alors, pourquoi cette tournée en Algérie ?

Quelles raisons impérieuses poussaient Louise Michel, vieille et fatiguée (elle a 74 ans et relevait d'une congestion pulmonaire lors de sa précédente tournée à Toulon, qui faillit l'emporter), à s'engager dans cette aventure risquée et périlleuse ? Louise Michel réalisait une promesse faite en Nouvelle-Calédonie aux Kabyles, déportés comme elle et ceux de la Commune, conséquence de l'écrasement de la première insurrection du peuple algérien au printemps 1871. L'histoire a conservé leur mémoire en Nouvelle-Calédonie : leurs descendants y forment encore aujourd'hui une petite communauté vivante.

Insurrection kabyle de 1871-1873 ? Clotilde Chauvin pose trois questions

L'auteur pointe du doigt les historiens, les auteurs de programmes scolaires et les éditeurs de manuels d'histoire par un questionnement qui frise la légitime impertinence : « 1871 : Commune de Paris et, à partir de 1873, déportation des communards au bagne de Nouvelle-Calédonie. Cette page de l'histoire de France reléguée à la marge des programmes et réduite à la portion congrue dans les manuels scolaires est malgré tout effleurée deux fois dans la scolarité secondaire des élèves du second degré (4^e et 1^{re}). Qui, en revanche, a croisé dans sa scolarité l'insurrection de Kabylie (mars 1871) sauvagement réprimée ? Qui a eu connaissance de la déportation des insurgés algériens (à l'instar des communards) en Nouvelle-Calédonie ? Qui se doute que l'amnistie de 1880, censée s'appliquer à l'ensemble des déportés de Nouvelle-Calédonie, ne concerna in fine que les Français de France ? (...) Louise Michel, déportée n° 1, côtoya les Arabes déportés, ces "Algériens du Pacifique", pour re-

prendre l'expression de Mehdi Lallaoui. Elle les apprécia et leur promit un voyage dans leur pays » (avant-propos, p. 11).

Aux origines de l'insurrection kabyle : quelle réalité sociale de l'Algérie, pièce maîtresse et fleuron béni de l'empire colonial français depuis 1830 ?

L'insurrection de mars 1871, au moment où éclate la révolution à Paris, dans la foulée de la défaite de 1870 qui affaiblit la place de la France dans sa colonie, est tout sauf un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle n'étonne que les sourds et les aveugles. Dans *L'Accumulation du capital*, Rosa Luxemburg avait agité le chiffon rouge en livrant la clé de ce faux mystère. « Le 30 juin 1873, le député Humbert, rapporteur de la commission pour le règlement de la situation agricole en Algérie, déclara à une séance de la Chambre : "Le projet de loi que nous proposons à votre étude n'est rien d'autre que le couronnement de l'édifice dont le fondement a été posé par une série d'ordonnances, de décrets, de lois et de senatus-consultes, qui tous ensemble, et chacun en particulier, poursuivent le même but : l'établissement de la propriété privée chez les Arabes." (...) Il fallait détruire la propriété collective surtout pour abattre la puissance des familles arabes comme organisations sociales, et briser ainsi la résistance opiniâtre contre la domination française ; cette résistance se manifestait, malgré la supériorité de la puissance militaire française, par de constantes insurrections de tribus, ce qui entraînait un état de guerre permanent dans la colonie (...). Le senatus-consulte du 22 avril 1863 a cette (...) signification : "L'établissement de la propriété privée, l'installation de colons français au milieu des tribus arabes... (qui) seront les moyens les plus sûrs

pour accélérer le processus de dissolution des tribus". »

La révolutionnaire ajoute : "Seule la Troisième République, régime officiel de la bourgeoisie, a trouvé le courage et le cynisme d'aller droit au but et d'attaquer le problème de front, sans s'embarasser de démarches préliminaires. En 1873, l'Assemblée élabora une loi dont le but avoué était le partage immédiat des terres des 700 tribus arabes en parcelles individuelles, l'introduction de la propriété privée par la force (...). A la fin des années 1860, l'Europe fut alarmée par les cris de détresse de l'Algérie, où quarante ans de domination française se traduisaient par la famine collective et par un taux de mortalité extraordinairement élevé parmi les Arabes" (Maspéro, 1967, tome II, pp. 50 à 58).

Qu'est-ce que l'Algérie ? Une colonie de la République, dirigée depuis Paris, ou la "patrie" particulière des colons, gérée indirectement par eux à Alger ?

Pour le document Internet "*La résistance d'El Mokrani (1871)*" (données extraites du CDROM *Histoire de l'Algérie*, édité par le ministère des Moudjahidines), la plus importante des mesures adoptées par Paris est celle du transfert aux colons eux-mêmes de l'administration civile de la colonie jusque-là tenue par les militaires. L'armée appliquait de façon administrative directe et "légale" la gestion de l'Algérie. Cette méthode ne convenait pas aux colons. La priorité de l'armée était le maintien de l'ordre par une stabilisation acceptable des rapports avec les "indigènes". S'entendre avec les caïds pour contenir la révolte était la conception du pouvoir. Elle impliquait un minimum de respect des lois et règlements adoptés par l'Assemblée nationale. Celle des colons, en revanche, visait

uniquement à l'accaparement des meilleures terres, à la spoliation, au vol, à la soumission et l'humiliation des populations autochtones. Dans ce contexte de violence permanente et de non-droit, le colonisé craignait le militaire. Il haïssait le colon. Pour le militaire, des "indigènes" à pacifier. Pour le colon, des "sauvages" dangereux à mater. *"L'Algérie a connu une situation de troubles suite à la chute en 1870 du régime militaire qui s'était appuyé sur les bureaux arabes, lesquels, dans une sorte de défi lancé aux colons, avaient tenté de rapprocher les affaires des indigènes musulmans de l'administration coloniale. Cette politique fut contestée par les colons (car elle) servait plus — selon eux — les intérêts des indigènes que les leurs, même si c'est pour une part infime. Partant de ce principe, l'administration civile avait pris la relève et fut chargée par les colons de transformer l'Algérie en patrie des colons, d'accaparer les biens des indigènes et de renvoyer ces derniers vers des régions tout justes bonnes pour y séjourner (...). Le renversement du régime (le passage de l'Empire à la République) mis en place en France a eu en effet sur la situation intérieure en Algérie, caractérisée par la montée en puissance des colons à travers l'influence exercée par eux sur le gouvernement de Paris et l'appel fait aux autorités en Algérie ; situation inacceptable par le chef de Majana, le bachaga Mohamed El Mokrani" (CDROM Histoire de l'Algérie).*

Détruire l'influence sociale et politique d'El Mokrani

Pour cet objectif politique, il fallait diminuer l'influence du bachaga El Hadj Mohamed El Mokrani, qui fédérait l'esprit de résistance aux Français. *"Les autorités coloniales, n'ayant aucune confiance en El Mokrani, avaient procédé à la création d'une commune mixte à Bordj Bou Arreridj, à la tête de laquelle avait été nommé l'officier Olivier. El Mokrani a jugé que cette mesure portait atteinte à son influence politique dans la*

région, puisqu'il devenait ainsi un simple membre au sein du conseil municipal de la ville de Bou Arreridj (sans n'avoir plus aucun) poids à opposer à la force des colons en matière de représentativité (...). Il s'empressa donc de présenter sa démission de sa fonction de bachaga (...). Elle fut refusée (...). Cette attitude constitua également une autre cause du déclenchement de la résistance, car elle était perçue comme une atteinte à sa dignité (...). C'est le décret du 24 octobre 1873 (qui donnait le pouvoir réel aux colons) qui renforça El Mokrani dans sa conviction que cela allait accroître les souffrances endurées par le peuple algérien du fait des colons et des juifs naturalisés français aux termes du décret de naturalisation promulgué par Crémieux, lui-même juif (...). C'est la politique raciste appliquée par la nouvelle administration à l'égard des Algériens employés dans la réalisation de la route reliant Alger à Constantine qui fut le facteur (déclenchant) de l'insurrection" (CDROM Histoire de l'Algérie).

La trahison, les jalousies, la division interne aux armées arabes parvenues à encercler des villes tenues par l'armée française assurèrent la défaite de l'insurrection, qui déposa les armes. El Mokrani, en fuite, fut pris, condamné à mort, et sa peine commuée en déportation en Nouvelle-Calédonie. *"Après la révolte de Grande Kabylie (1872-1876), cinquante-neuf Kabyles sont embarqués sur le Calvados pour la Nouvelle-Calédonie. Ils arrivent le 18 janvier 1875, rejoints trois plus tard par une centaine de leurs camarades. Le règlement interdisait les rapports entre insurgés de Paris et insurgés d'Algérie, mais nul n'en tenait compte et leurs relations ne se limitaient pas au commerce de fromages de chèvre" (p. 113, Louise Michel, Exil en Nouvelle-Calédonie). Voici comment elle raconte l'arrivée des Kabyles : "Un matin, dans les premiers temps de la déportation, nous vîmes arriver dans leurs grands burnous blancs des Arabes déportés pour s'être soulevés contre l'oppression (...). Hélas, il en est qui sont toujours en Calédonie et n'en sortiront probablement jamais ! L'un des rares qui sont revenus, El Mokrani, étant venu*

à l'enterrement de Victor Hugo, vint à Saint-Lazare, où j'étais alors (2), et croyait pouvoir me parler ; mais n'étant pas muni d'une permission, cela fut impossible" (Louise Michel, *La Commune. Histoire et souvenirs*. Recueil de textes p. 114).

Le voyage en Algérie avec Louise Michel et Ernest Girault. Trois femmes, trois militantes féministes, devaient se retrouver

Louise Michel, Mathilde Mauté de Fleurville et Isabelle Eberhardt, trois femmes qui se connaissaient, féministes et anarchistes, trouvaient là, en Algérie, une occasion de se retrouver.

C'est d'abord Mathilde Mauté de Fleurville, sa vieille amie, ex-épouse du sulfureux Verlaine, cette amie qu'elle n'avait plus revue depuis 17 ans. Mathilde l'hébergea et la choya à Alger, où elle s'était installée, et l'aida à rédiger ses mémoires sur la Commune.

Louise avait été son institutrice à Paris. Que de souvenirs communs ! Le père de Mathilde, délégué cantonal de l'Instruction publique, appréciait les qualités pédagogiques de la jeune "sous-maîtresse" de sa fille. Elle accompagnait souvent ses élèves à l'église Notre-Dame de Clignancourt, où elle croisait la jeune Mathilde.

C'est par un ami commun du père que Verlaine rencontra la jeune merveille. C'est le coup de foudre. Du moins le croit-il. L'épouser ? Patience. Il faut attendre qu'elle ait seize ans. Jeune et naïve, "elle aime les poètes" et il est... poète. Elle aime donc Verlaine, qui lui fait une cour épistolaire assidue "en attendant". Le mariage, un peu précipité par la guerre pour échapper à la mobilisation des célibataires dans un Empire en perdition, est décidé en août 1870.

Louise Michel, elle aussi poète qui correspondait avec Victor Hugo, invitée

furtive à la cérémonie, se faufila dans la sacristie de l'église N.-D. de Clignancourt, où elle lui remit une épître en vers...

Mathilde incita son mari à s'engager dans la Garde nationale. Il y fut attaché de presse chargé de la censure des journaux. Puis, sous la Commune, se reconnaissant socialiste, il se rangea aux côtés des insurgés. Mais, très peu guerrier, effrayé par la tournure des événements, il se cacha chez des amis dès l'entrée des versaillais dans Paris... Plus un "retrait" qu'une trahison.

Il se réfugia à Bruxelles, avec Rimbaud, pour échapper aux versaillais, dans le milieu fébrile, bavard et enfumé des communards fuyant les pelotons. En vain, Mathilde — autant pour le regagner que pour l'éloigner du jeune "rival" — tenta le tout pour le tout. Elle lui proposa la Nouvelle-Calédonie. Là-bas, explique-t-elle, se trouvent exilés les illustres révolutionnaires Louise Michel et Rochefort, pourquoi ne pas aller s'y installer un certain temps avec leur fils Georges ? Verlaine pourrait y écrire à l'aise son livre sur la Commune... Echec ! La barque des Verlaine prend l'eau. Aucune écope ne pouvait plus empêcher le bateau ivre de leurs amours de couler sous les coups d'un Verlaine brutal, ivrogne et débauché.

Pour échapper à la police qui piste les communards, les amants choisissent la fuite en Angleterre.

Dans ce contexte sulfureux, en 1874, Verlaine tenta une dernière fois sa chance : reconquérir Mathilde sans lâcher Rimbaud. "Green" est le poème qu'il lui envoie et que les lycéens apprennent : "Voici des fruits, des fleurs, des feuilles et des branches. Et puis voici mon cœur qui ne bat que pour vous (...)."

Echec et mat : c'est le divorce en 1875 (source Internet. *Rimbaud. Avec les communards*. Jean-Baptiste Baronian). Plus tard, Mathilde s'en alla s'installer à Alger, où Louise la retrouva.

(2) Elle est incarcérée pour six ans à la prison Saint-Lazare depuis le 1^{er} avril 1883 pour sa participation à la manifestation des chômeurs du 9 mars.

La rencontre impossible avec Si Mahmoud, la belle Isabelle Eberhardt

Aucune rencontre, en revanche, avec la journaliste libertaire et féministe Isabelle Eberhardt, appelée “*la Séverine musulmane*” par comparaison avec la Séverine française “*et connue en Algérie sous le nom de Si Mahmoud, (qui) était un ardent défenseur du peuple musulman*” (Clotilde Chauvin précise ici dans une note de bas de page 43 que “*Séverine : alias Caroline Rémy (1855-1929), est journaliste libertaire, féministe et militante de la Ligue des droits de l’homme. Elle collabore au Cri du peuple de Jules Vallès, prend énergiquement la défense de Dreyfus (...). Elle prononcera l’oraison funèbre de Louise Michel lors des funérailles parisiennes.*”

Au désespoir de Louise et d’Ernest, Isabelle venait de mourir, noyée dans la crue soudaine d’un oued aux confins algéro-marocains, à Aïn-Seffra. La maison où elle séjournait, construite en torchis dans le lit de l’oued, avait été emportée par les flots. Elle ignorait la géographie du régime incontrôlable des oueds aux crues imprévisibles. Journaliste-écrivain connue, elle effectuait un reportage pour couvrir les conflits qui se répétaient au sud du Figuig, invitée par son ami Lyautey. Ernest Girault devait l’y rejoindre seul, Louise Michel, trop fatiguée, retournant chez Mathilde.

Isabelle Eberhardt avait défrayé la chronique dans les milieux féministes et libertaires. Originaire d’une famille russo-helvétique, attirée par le désert, elle avait effectué à 20 ans un premier voyage en Algérie. Elle s’habillait en homme, sous le burnous, et pratiquait l’arabe et l’islam.

En 1899, elle participa à une rébellion des Algériens contre les Français. Pour échapper à la police, elle quitta l’Algérie pour Genève. Cette anticolonialiste, anarchiste, dreyfusarde, vivait de sa plume, auteur de nombreuses publications *Ecrits sur le sable*.

Le circuit de Louise Michel et Ernest Girault. Une tournée en deux temps

D’abord ensemble, Louise, avec sa fidèle Charlotte Vauvelle et Ernest, accompagné des gros muscles dissuasifs de Laouer, d’Alger à Mascara, s’arrêtent dans les villes reliées par le récent chemin de fer qui roulait à la moyenne de 30 km/heure. Quelques lignes tirées d’*Une Colonie d’enfer*.

Chapitre 4, “*Vers l’avenir*”, il écrit : “*Cependant que la prostitution, l’alcoolisme, le jeu, l’usure, le fanatisme et l’ignorance règnent sur la ville entière, Alger possède (...) quelques éléments vigoureux et sains (...). Les uns sont à la Bourse du travail (...) les autres à la Maison du peuple (...). S’y rassemblent : l’Université populaire et la rédaction d’une vaillante petite feuille, La Pensée libre (...). Quelques professeurs, ceux qui ont compris le rôle de l’enseignement scientifique et véritablement laïque, se dévouent à de nombreuses et intéressantes conférences données chaque semaine (...). C’est lui — le professeur Cat — qui, pendant l’affaire Dreyfus, entouré de quelques socialistes et libertaires, sut tenir tête aux meutes antisémites de Max Régis. Professeur d’histoire, il ne craignit ni le blâme ni la révocation et fonda La Pensée libre, que ses jeunes élèves et amis continuent à publier.*”

“*Nous donnâmes, Louise Michel et moi, huit conférences à Alger : deux à l’Athénée, deux à la Maison du peuple, deux à la Bourse du travail et deux à Mustapha. Les sujets furent très divers ; mais ceux qui attirèrent le plus de monde et soulevèrent le plus de protestations furent les sujets antimilitaristes et anti-religieux.*”

Cependant, si nos deux propagandistes débattaient de façon passionnée avec des assemblées parfois fortes de quatre cents personnes, il arrivait que le camarade Laouer donnât du muscle pour faire respecter la liberté de parole... Clo-

tilde Chauvin, quant à elle, épluchant *Le Libertaire* de décembre 1904, énumère la liste des villes visitées : Alger, Mustapha, Bellecourt, Hussein-Dey, Maison-Carrée, Tizi-Ouzou, Sétif, Constantine, Blida, Mostaganem, Relizane, Mascara et Cherchell. *L'Indépendant de Mostaganem* (20 novembre 1904) rend compte de la précédente conférence : lieu : Mostaganem, salle publique de la Loge. Titre : “*Louise Michel à Mostaganem*”. Public : foule compacte, public nombreux – 400 personnes : “(...) *Le soir, à la grande salle des fêtes de la Loge, nous eûmes un public charmant. 400 auditeurs écoutèrent très silencieusement la conférence.*” Thèmes : armée, Eglise, propriété (pp. 55 à 57). *L'Indépendant, Echo de Constantine*, quant à lui, rend compte du succès de celle du 10 novembre : “*Les élèves de l'école normale sont particulièrement enthousiastes. A notre deuxième conférence, presque tous étaient présents.*” Thèmes abordés : guerre au militarisme et aux religions (p. 66).

L'Internationale, cette “peste” importée en Algérie par Louise Michel et Ernest Girault, explique le silence des biographies de Louise Michel

D'un côté, les autorités de la République affirmaient pleinement la présence française dans ce fleuron de l'Empire. C'était une sorte de revanche sur la défaite de 1870. La Prusse victorieuse ne parvenait pas à tirer de ses succès militaires et politiques un profit colonial pour elle-même. Le partage du monde profitait plus au vaincu qu'au vainqueur. L'échec de ses visées sur le Maroc manifestait cette marginalisation de l'impérialisme allemand au moment de la course

aux colonies. Le président de la République, Emile Loubet, avait visité l'Algérie en 1903, allant en train jusqu'à Tizi-Ouzou, capitale de la Kabylie. Chaumié, ministre de l'Instruction publique, exaltant les bienfaits de la colonisation, source de civilisation, le suivit en 1904 alors que Louise Michel et Ernest Girault effectuaient leur propre tournée de propagande antimilitariste, anticolonialiste et anticléricale. Cette proximité conflictuelle conduisit le ministre à “*critiquer sévèrement l'internationalisme, qu'il qualifie de délétère*” (p. 39). Un article publié le 30 octobre par *La Pensée libre* donne la clé de ce silence. Cité par Clotilde Chauvin (p. 59), à la question “*Pourquoi avons-nous rencontré tant d'embûches, d'adversaires et de mauvais vouloir ?*”, Ernest Girault répond : “*(...) C'est parce que La Marsa (le bateau qui les conduisit de Marseille à Alger) a apporté, avec nous, la peste à Alger (...). Quelle est donc la nature de cette peste, quels microbes pathogènes contenaient nos valises, quel virus était renfermé dans nos bagages ? L'Internationale !*”

Ce silence n'a été rompu qu'en 2007, un siècle presque après la tournée de Louise Michel en Algérie. Elle n'a pu faire rééditer le livre d'Ernest Girault, pour la première fois, qu'en 2007 ! Grâce à l'activité pédagogique de Clotilde Chauvin, le tabou de l'anticolonialisme commence à être levé dans les manuels scolaires.

Il a donc fallu au peuple algérien un siècle de luttes et de résistances, dont huit ans de guerre d'indépendance, “révolution” pour lui, pour en finir avec cette “colonie d'enfer” !

Michel Barbe

(Rappelé six mois en Algérie en 1957 par le gouvernement socialiste SFIO de Guy Mollet pour maintenir l'Algérie française contre le droit du peuple algérien à décider lui-même de son avenir. En Kabylie, au col de Tirourda, dans une unité fixe de transmissions VHF.)

**Georges
Hoffmann :
Jaurès
et la “rupture
avec le capitalisme”**

En 1898, Jaurès donne un article à la revue internationale *Cosmopolis*, intitulé *“Le socialisme français”*. Sa lecture montre à l’évidence que, pour Jaurès, cette expression désigne le parti socialiste français, c’est-à-dire le socialisme en France, et non un socialisme spécifique. La preuve en est qu’il écrit dans cet article : *“Les salariés ne peuvent vraiment améliorer leur condition et s’élever à l’état d’hommes libres qu’en arrachant à la classe capitaliste la propriété des moyens de production et en en faisant la propriété commune de la nation et des producteurs. Or cette propriété capitaliste, cette propriété de classe est gardée par toutes les forces de l’Etat capitaliste, des gouvernements de classe. Contre les ouvriers, contre des paysans qui voudraient retenir pour eux-mêmes le produit de leur travail et revendiquer les richesses créées par eux, le capital est armé de toutes les lois, de tous les juges, de tous les soldats (...). Les mois et les années de prison, les amendes, les canons et les fusils sont au service de la légalité spoliatrice. C’est la propriété qui donne le pouvoir à la classe capitaliste et c’est le pouvoir qui lui conserve sa propriété. Il faut briser ce cercle en conquérant le pouvoir, et par lui la propriété”* (Jaurès, *“Rallumer tous les soleils”*, p. 306).

On aurait peine à déceler une divergence entre ces lignes et la conclusion du *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels. Certes, Jaurès affirme plusieurs fois que certaines pages du *Manifeste* ont vieilli, mais sur la question centrale de la propriété privée des moyens de production, on voit qu’il dit la même chose, et, comme les deux auteurs du *Manifeste*, ne sépare pas cette question de celle du pouvoir.



"Socialiser les moyens de production et d'échange"

JEAN JAURÈS, "le socialiste idéal", comme vient de le titrer un magazine en grosses manchettes (1), a évolué au cours de sa vie politique, du républicanisme sincère au socialisme, jusqu'à devenir le dirigeant incontestable du parti socialiste de 1905 à 1914.

Lorsqu'il représentait ce parti à l'Internationale, à Amsterdam, aux côtés en particulier de Rosa Luxemburg, Trotsky et Lénine, il apparaissait à ces derniers comme le socialiste réformiste le plus avéré. Lénine dira de lui qu'il était "pour un socialisme de boutiquier" (2), ce qui était non seulement méprisant, mais de plus assez juste, au moins à un certain moment de l'évolution politique de Jaurès.

En effet, si Jaurès pense au départ que la conquête, l'accumulation progressive des réformes favorables aux travailleurs et à la démocratie "nous verra un jour insensiblement entrer dans le socialisme", il va progressivement évoluer à l'approche de la guerre et du fait de la discussion qui se mène dans l'Internationale ouvrière.

Il va par exemple dire : "Dans l'état présent de l'Europe, il n'est plus permis d'espérer sans aveuglement et d'annoncer sans trahison l'installation pacifique du socialisme ! Le peuple qui, le premier, entrera dans le socialisme, verra se ruer contre lui tous les réactionnaires affolés. Il serait perdu s'il n'était pas

prêt lui-même à saisir le fer, à répondre aux obus par des obus, pour donner le temps à la classe ouvrière des autres pays de s'organiser et de se soulever à son tour."

Cette évolution accompagne, bien entendu, son étude historique de la Révolution française où il défend les jacobins, et pour la première fois pour un historien, Robespierre (3), lequel dut bien défendre la nation révolutionnaire. Cette évolution provient aussi de la discussion internationale, où Jaurès s'associera à l'amendement déposé par Rosa Luxemburg, Lénine et Martov au Congrès de Stuttgart de 1907 : "Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, les socialistes ont pour tâche de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste."

Ainsi l'évolution de Jaurès l'amenait-elle, précisément pour rester fidèle à la défense des acquis sociaux, pour rester

(1) Preuve en est que la grande distribution s'empare à nouveau du personnage, mais à quelles fins ? Un socialiste idéal pour un média autorisé serait-il celui qui a pu être célébré jusque par ses assassins ?

(2) Plus précisément, Jaurès estimait être "un paysan instruit".

(3) Bien qu'il n'ait pas eu en main alors les documents prouvant la vénalité de Danton, et que Albert Mathiez publiera par la suite.

fidèle aux conquêtes démocratiques, à se battre pour *“la chute de la domination capitaliste”*.

Bien entendu, le chef du parti de 1905 avait adopté sans problème, ce qui fut l'alpha et l'oméga commun à tout le parti socialiste du boulevard de Strasbourg (4), sa déclaration de principes fondatrice : *“(Les socialistes) affirment leur désir commun de fonder un parti de lutte de classe qui, même lorsqu'il utilise au profit des travailleurs les conflits secondaires des possédants (...), reste toujours un parti d'opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument.”*

Et encore : *“Le Parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste.”*

Ajoutons que Jaurès, dont on a mis tant en avant les divergences avec le marxisme, était un propagandiste convaincu de la loi de la valeur de Marx, c'est-à-dire de l'explication scientifique de l'exploitation capitaliste des ouvriers. Sur cette question fondamentale, il affirmait : *“Le profit du capital suppose un système social particulier, et qui ne peut être que transitoire. Que demain, par une révolution ouvrière, la propriété des moyens de production soit transférée des individus à la nation, la communauté sociale organisant la production déterminera les rapports de valeur des différents produits par la quantité de travail nécessaire à les produire, l'élément du profit sera éliminé de la valeur”* (5).

Et il ajoute, toujours autour de la problématique lancinante de la guerre de l'époque : *“La racine de la guerre ne sera arrachée que lorsque le capitalisme lui-même aura été déraciné.”*

On voit qu'on est aux antipodes de la politique des soi-disant héritiers du parti socialiste des origines, qui n'ont pour autre horizon ou ambition que la régulation du marché capitaliste (6).

Il faut du reste un singulier culot pour continuer à utiliser le mot socialiste comme un fonds de commerce en prétendant renoncer à la rupture avec le capitalisme au profit de l'intégration dans les rouages de la très bonapartiste et totalement antidémocratique république du *“coup d'Etat permanent”* !

Il faut un singulier culot pour remplacer le drapeau rouge de Jaurès par celui de l'Union européenne, zone de dérégulation généralisée et contre-réformiste, de capitalisme sauvage, de concurrence libre et non faussée.

Tout à fait aux antipodes de la politique jauresienne !

Mais tout ce qui existe est digne de périr disait le vieil Hegel. Y compris le capitalisme...

Georges Hoffmann

(4) Le Congrès du Globe de 1905, qui unifia le parti qui prendra le nom de Parti socialiste, avec pour sous-titre *“Section française de l'Internationale ouvrière”*, aura lieu salle du Globe, à Paris, boulevard de Strasbourg.

(5) Le Parti bolchevique édifiera du reste une statue à l'effigie de Jaurès à Moscou en 1918.

(6) Ce qui représente du reste un vœu pieux, une mission impossible.

**Pages
oubliées**

**Ryszard Rauba :
Rosa Luxemburg
et Karl Marx**

Dans *Réforme ou Révolution*, Rosa Luxemburg s'interroge :
“Grâce à quelle clé magique Marx a-t-il réussi à pénétrer les secrets les plus profonds de tous les phénomènes capitalistes, à résoudre comme en se jouant des problèmes dont les plus grands esprits de l'économie politique bourgeoise, tels que Smith et Ricardo, ne soupçonnaient même pas l'existence ? C'est simplement qu'il a conçu l'économie capitaliste tout entière comme un phénomène historique, dont l'histoire s'étend non seulement derrière elle, comme l'admettait à la rigueur l'économie classique, mais aussi devant elle ; c'est d'avoir considéré non seulement le passé, l'économie féodale, mais aussi l'avenir socialiste. Le secret de la théorie de la valeur chez Marx, de son analyse de l'argent, de sa théorie du capital, du taux de profit, et par conséquent de tout le système économique actuel, est la découverte du caractère éphémère et transitoire de l'économie capitaliste, son effondrement, et par conséquent — cela n'en est que l'aspect complémentaire — le but final socialiste. C'est uniquement parce que Marx considérait l'économie capitaliste en tant que socialiste, c'est-à-dire du point de vue historique, qu'il put en déchiffrer les hiéroglyphes ; c'est parce qu'il se plaçait à un point de vue socialiste, pour analyser scientifiquement la société bourgeoise, qu'il put à son tour donner une base scientifique au socialisme” (Rosa Luxemburg, *Œuvres*, tome I, Maspero, pp. 59-60).
 L'analyse que Ryszard Rauba donne d'un article peu connu de Rosa Luxemburg sur Marx, publié en 1903, se situe dans cette perspective.

Rosa Luxemburg à propos de Karl Marx : une publication de 1903 sortie de l'oubli

LE 14 mars 1903, un article de circonstance parut dans les colonnes du journal social-démocrate allemand *Vorwärts* ("En avant"), en relation avec le 20^e anniversaire de la mort de Karl Marx, sous le titre tout simple "Karl Marx".

Son auteur, Rosa Luxemburg, habitait en Allemagne depuis 1898.

107 ans ont passé depuis. Cependant, le contenu, et en particulier les remarques judicieuses formulées par Rosa Luxemburg, peut amener le lecteur, tant en 1903 qu'aujourd'hui, en 2010, à une réflexion approfondie sur les réalités socio-politiques capitalistes qui nous environnent.

"La classe ouvrière moderne comme catégorie historique"

Dès le début, elle pose la question : que nous a apporté Marx pour le mouvement actuel des travailleurs ? Dans la réponse à sa propre question, elle affirme avec conviction : "*Marx a révélé la classe ouvrière moderne comme catégorie historique, comme classe aux conditions d'existence déterminées historiquement et avec des droits au progrès.*"

Elle a fait remarquer en outre que, "*avant Marx, il existait dans les pays*

capitalistes une masse de journaliers (...) qui cherchaient à tâtons les voies pour sortir de leur situation, mais c'est Marx qui a élevé cette masse de main-d'œuvre au rang de classe en les unissant par une mission historique propre : mission de conquête du pouvoir politique dans le but d'accomplir la révolution politique".

C'est ce qu'elle affirme dès le début de l'article.

Rosa Luxemburg n'a pas manqué de remarquer également que "*seul Marx a réussi à mettre la politique de la classe ouvrière sur le terrain de la lutte des classes consciente, et ainsi sonner le glas de l'ordre social dominant*".

Rosa Luxemburg a déterminé "*la lutte des classes pour la conquête politique du pouvoir*" sous l'appellation de "*pont jeté par Marx entre le mouvement du prolétariat qui se développe spontanément sur le terrain de la société actuelle et le socialisme*".

Comme base du combat de classe, la journaliste de *Vorwärts* a estimé cependant comme importante "*la loi marxiste tendancielle de l'approfondissement des contradictions sociales*". Sous son influence décisive, d'après Rosa Luxemburg, "*le fondement de la démocratie bourgeoise, de la légalité bourgeoise, s'est brisé comme une fine couche de glace, afin d'introduire de plus en plus dans la conscience de la classe ouvrière*

que ses objectifs finaux ne peuvent se réaliser sur ces bases”.

L'enseignement de Marx, selon Rosa Luxemburg, précisait de la même façon l'objectif final à réaliser par la classe ouvrière internationale consciente que “la production capitaliste crée sa propre négation par la nécessité d'un processus naturel”.

“L'expropriation des expropriateurs”

“L'expropriation des expropriateurs”, autrement dit “la révolution socialiste”, doit être le but ultime des “aspirations politiques du prolétariat”.

La classe ouvrière consciente devait percevoir l'enseignement de Karl Marx comme “source de vie et de force”, comme “haute idée du but ultime du socialisme”. Il ne fallait en rejeter ni “les petits intérêts matériels” ni encore moins “le confort de la petite vie quotidienne”.

Se souvenant bien que “le fondement de la politique social-démocrate actuelle est la compréhension matérielle de l'histoire (...) et la théorie marxiste du développement capitaliste”, Rosa Luxemburg ne pouvait pas ne pas se référer à ces deux questions dans sa publication.

D'un côté, elle écrit donc : “Par la découverte que l'histoire de toutes les sociétés précédentes, en dernier ressort, est l'histoire des rapports de production et d'échanges (...), et que le développement de ces derniers sous la domination de la propriété privée se révèle dans ses formes politiques et sociales comme combat de classe, (...) Marx mit au jour le levier le plus important de l'histoire.” D'un autre côté, toutefois, abordant dans son article le fil directeur de “la théorie marxiste du développement capitaliste”, elle écrit que “la découverte des lois du développement capitaliste indique (...) la voie par laquelle la société passe de la période primitive inconsciente (...) à la période de l'histoire consciente, finale, véritablement humaine, quand la volonté de la société et ses actes seront harmonisées pour la première fois, quand l'individu social pourra faire ce qu'il veut, pour la première fois depuis des milliers d'années”.

En relation avec ce qui est écrit plus haut, Rosa Luxemburg a formulé la conclusion essentielle que, grâce à l'enseignement de Marx, “le parti ouvrier est aujourd'hui unifié, il sait de par sa position historique ce qu'il fait, pourquoi il le fait, ce qu'il veut. En cela réside tout le secret de la puissance social-démocrate.” C'est ce que l'auteur du texte souligne avec une fierté plus que perceptible et une grande satisfaction. D'un autre côté, avec la même fierté et la même satisfaction, elle écrit que “par la force morale avec laquelle nous combattons les périls, notre tactique de combat jusqu'aux détails les plus simples, la critique que nous adaptons aux opposants, notre agitation quotidienne à laquelle nous gagnons les masses, toute notre action est pénétrée et éclairée par l'enseignement ouvert par Marx”.

“Ce n'est qu'à partir de Marx et grâce à Marx”

Dans une autre partie de son article, Rosa Luxemburg attire l'attention des lecteurs : “Ce n'est qu'à partir de Marx et grâce à Marx qu'il existe une politique socialiste ouvrière qui est en même temps dans toute l'acceptation du terme une politique révolutionnaire effective.”

Rosa Luxemburg stipule que “la politique du prolétariat dans l'esprit de Marx se distingue de la politique bourgeoise, que la politique bourgeoise est effective du point de vue des profits matériels quotidiens, alors que la politique socialiste est effective du point de vue du développement historique tendanciel”.

Rosa Luxemburg, analysant dans son article de circonstance l'œuvre de Karl Marx, demande à un certain moment : “Qu'est-ce que les enseignements bourgeois peuvent bien objecter à la totalité des enseignements marxistes ?”

“L'accouchement a coûté la vie à sa mère”

Dans sa réponse sans ambiguïté, elle affirme que “la science sociale bourgeoise peut objecter à la théorie marxis-

te uniquement le manque de théories propres, selon l'entendement marxiste, le scepticisme plutôt que la certitude. L'enseignement de Marx est l'enfant des savoirs bourgeois, mais l'accouchement de cet enfant a coûté la vie à sa mère."

C'est ce que remarque Rosa Luxemburg, tirant argument de cette comparaison extrêmement expressive.

Avec ses observations toujours intéressantes et précieuses touchant aux enseignements de Karl Marx, Rosa Luxemburg insère un élément captivant dans la dernière partie de son article.

Elle y affirme notamment que l'enseignement de Marx, *"en transversale historique, revendique sa raison d'être seulement dans un temps délimité. Cet enseignement, en transversale dialectique, porte en soi les germes de sa perte"*, puisqu'*"il est (...) avant tout (...) la délivrance intellectuelle déterminée dans une époque de développement politique et économique (...), époque de transition entre la phase capitaliste de l'histoire et celle du socialisme"*.

C'est ce qu'elle affirme.

Tout à la fin de l'article du 14 mars 1903, Rosa Luxemburg prédit *"que la révolution sociale sera le dernier chapitre du Manifeste communiste"*. Elle trouve approprié dans ce contexte important de se rappeler sur quoi *"repose l'enseignement de Marx"*. Ce rappel, qui se veut une démarche opportune, constitue, de la part de Rosa Luxemburg, une addition suffisamment spécifique des remarques contenues dans son article.

Il est conçu en ces termes : *"L'enseignement de Marx (...) repose (...) sur la connaissance des voies historiques qui, à partir des formes antagonistes de la société, appuyée sur les oppositions de classes, conduit à la société communiste, construite sur la solidarité des intérêts de tous ses membres."*

Aujourd'hui, en 2010, nous continuons à demeurer dans les chaînes de la société fondée sur les oppositions de classes, et la vision marxiste d'une société meilleure, solidaire, dans laquelle elle croyait, pour laquelle elle donna sa vie, n'est toujours pas réalisée.

Ryszard Rauba



Rosa Luxemburg (1871-1919).

**Pierre Roy :
Le congrès
international
de la Libre Pensée
à Rome, en 1904**

“Je pense que la Libre Pensée (...) est un cadre indispensable, aujourd’hui plus que jamais, pour que des militants venus d’origines diverses, que tout opposerait, puissent se rencontrer, travailler ensemble, et surtout élaborer ensemble. Nous avons beaucoup à gagner les uns et les autres à nos confrontations, à condition de nous respecter mutuellement”

(Paul Duthel, congrès de la Fédération nationale de la Libre Pensée à Lézignan, 22-26 août 1995).

“Le triple joug”

L'ÉTUDE des rapports entre le mouvement démocratique et le mouvement ouvrier, depuis les révolutions de 1848 jusqu'à nos jours, mérite d'être poursuivie et approfondie. L'actualité montre que la combinaison entre les deux est plus que jamais à l'ordre du jour et même qu'elle est marquée par un caractère d'urgence évident vu les mesures prises encore récemment par le ministre de l'Intérieur, notamment à la suite du “discours de Grenoble” du président de la République, Nicolas Sarkozy.

Dans cette perspective générale, la récente publication conjointe par la Fédération nationale de la Libre Pensée (FNLP) et Théolib (association protestante libérale) des Actes du congrès international de Rome de la Libre Pensée (1904) fournit une documentation d'une très grande importance sur les rapports entre une composante — et non des moindres — du mouvement démocratique, la Libre Pensée, et le mouvement ouvrier dans ses différentes déclinaisons, syndicale, politique, coopérative.

Cette coédition, qui est la bienvenue, est historique à plus d'un titre.

Elle l'est d'abord et avant tout naturellement par le contenu du livre : 500 pages d'informations, d'exposés, de débats passionnants. Un ensemble documentaire exceptionnel sur l'état d'avancement de la réflexion collective de militants d'origines diverses sur différents

“sujets de société”, comme on dirait maintenant. Ces exposés et leur discussion sont d'une grande aide pour aborder aujourd'hui des sujets analogues en s'inspirant de la méthode alors employée pour proposer des solutions.

Elle l'est aussi parce que la Libre Pensée française d'aujourd'hui renoue ainsi avec une tradition fondatrice qui vit collaborer étroitement des protestants libéraux comme Ferdinand Buisson (dont on sait le rôle majeur qu'il joua pour la laïcité de l'école et la séparation des Eglises et de l'Etat), le courant agnostique, qui, comme chacun sait, reste “sur la réserve”, professe une sorte de scepticisme à l'égard du divin sans trancher tout à fait ni dans un sens ni dans l'autre (tout cela dit très vite, car il existe en ce domaine bien des nuances : entre Anatole France et Jean Jaurès [1], convergences et différences se combinent, et, sous réserve d'une étude plus approfondie, s'entrecroisent probablement de nombreuses façons), et le courant athée, qui n'est pas lui non plus dépourvu de toute une palette de positions, du rationalisme hérité des Lumières au matérialisme historique des marxistes en passant par un idéalisme socialiste de caractère anarchiste, proudhonien, blanquiste, etc.

(1) Nous sommes peut-être imprudents en caractérisant Jaurès d'agnostique. Fut-il athée ou déiste ? Le problème, au demeurant peut-être assez secondaire, n'est pas simple à résoudre. On excusera une éventuelle approximation.

Tous ces courants (qu'on veuille bien excuser notre classification sommaire qui ne prétend pas être une taxinomie scientifique !) constituent la Libre Pensée (2) et le congrès de Rome a été à cet égard un remarquable creuset d'idées où ces différents courants se sont rassemblés pour fonder en raison et sur la base des développements historiques la revendication centrale de la Démocratie évoquée plus haut, à savoir la nécessaire et complète séparation des Eglises et de l'Etat.

Libre Pensée et mouvement ouvrier : il y a un fil noué dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e qui se renoue aujourd'hui. C'est le signe d'une situation nouvelle qui s'est créée dans un domaine où, trop souvent, les religions instituées ont pris l'habitude de "donner le la" en escamotant non seulement la dimension ouvrière des problèmes, reléguant la lutte des classes dans l'empyrée des choses mortes, mais également en dénaturant la question de la Démocratie volontairement confondue par elles avec la *subsidiarité* de l'encycliclique *Rerum Novarum*, base du corporatisme...

Rassembler différents courants sur le terrain de l'anticléricalisme et de la laïcité : là était l'enjeu

On trouvera dans ce livre une quantité considérable de matériaux pour une réflexion sur la place de la Libre Pensée au point de jonction entre ce qui s'appelait alors la Démocratie, souvent écrite avec un "d" majuscule, englobant des mouvements politiques comme les radicaux socialistes (outre le Français Ferdinand Buisson, on peut citer aussi un libéral très à gauche comme le Belge Georges Lorand, etc.), englobant également des personnalités des sciences et des arts (Berthelot, Haeckel), des enseignants du supérieur (Séailles, Renouvier), des professeurs de lycée, beaucoup d'instituteurs et le mouvement ouvrier

représenté par les socialistes d'origines géographiques et idéologiques diverses (citons pour la France : le courant socialiste allemand avec Jean Allemane ; pour l'Espagne : les anarchistes avec Francisco Ferrer ; pour la Belgique : les socialistes avec Léon Furnémont, président de la Fédération internationale de la Libre Pensée, véritable cheville ouvrière de ce congrès).

Les exposés sont d'une haute tenue. Nul doute que les thèses rédigées par Ernest Haeckel figurant de la page 92 à la page 100 ne soient une très intéressante contribution à la constitution d'une philosophie des sciences. Evidemment, pour tel exposé qui traite de la place des missions religieuses dans les colonies de l'époque, on tiendra compte du contexte historique, ce qui ne veut pas dire que, sous d'autres formes, des problèmes de même nature ne se posent pas dans les pays maintenant politiquement indépendants, mais où, on le sait, le passé colonial reste très prégnant.

On est impressionné par la liste des participants (800 Français !), par le nombre de pays représentés (34), par le nombre et la nature des associations qui ont "adhéré" au congrès : depuis le conseil municipal de telle ville française jusqu'aux innombrables loges maçonniques italiennes, dont la liste est dressée

(2) Entendons-nous bien : il n'y a aucune automaticité entre ces positions et la Libre Pensée : tel peut être athée et fort éloigné, voire ennemi de la Libre Pensée, qui a une composante humaniste irréductible. Ne sauraient donc être libres-penseurs les athées et néanmoins racistes comme Nietzsche, Goering, le journaliste anglo-américain Christopher Hitchens ou bien les athées parfaitement étrangers, voire hostiles à la laïcité, comme, par exemple, Michel Onfray... Léon Furnémont, intervenant à Venise au cours d'une véritable tournée de réunions dans toute l'Italie pour préparer le congrès, s'exprime ainsi : « Nous ne voulons de bâillon pour personne ; la Libre Pensée ne dit à personne : "Tais-toi !" mais au contraire, à tous : "Parle !" Pas de dogme, pas de persécution, mais le libre examen et la discussion sur tout, ouverte à tous. » Et plus loin, il déclare sur le point qui nous occupe plus précisément dans cette note : "Mais la bataille de la Libre Pensée ne doit pas se poursuivre seulement contre le clergé : elle doit être dirigée contre tous ceux qui, même ne croyant pas aux prêtres, ni à Dieu, veulent la religion et les prêtres parce qu'ils y trouvent les meilleurs gendarmes. Nous devons lutter contre toutes les institutions coercitives."

au début des Actes (3 pages) ; c'est un catalogue considérable qui atteste de la vitalité de la Libre Pensée, dans chacun des pays partie prenante et dans sa puissante réalité internationale. Lisons la déclaration du conseil général de la Fédération internationale de la Libre Pensée lancée le 1^{er} janvier 1904 :

“La Fédération internationale de la Libre Pensée, dont le siège est à Bruxelles, et qui relie entre les organisations de Libre Pensée les plus importantes du monde entier, a décidé de tenir un grand congrès à Rome, en face du Vatican, les 20, 21 et 22 septembre 1904.

Ce sera le couronnement d'une vaste et vigoureuse propagande de 25 années.

La fédération, en effet, date de 1880. Elle fut fondée à Bruxelles, par des hommes qui, dans la philosophie, la science ou la politique, sont les plus pures gloires de l'humanité : César de Paepe (Belgique), Charles Bradlaugh (Angleterre), D. M. Bennett (Etats-Unis), Wilhelm Liebknecht (Allemagne), Charles Renouvier (France), Clémence Royer (France), Giovanni Bovio (Italie), Herbert Spencer (Angleterre).”

Le texte rappelle les différents lieux des congrès qu'elle a organisés (Londres, Amsterdam, Anvers, Paris, Madrid, Bruxelles, Paris, et le dernier en date, Genève, en 1902). Il poursuit :

« Elle a aussi déterminé, avec le concours des maîtres de la pensée humaine, un immense mouvement d'émancipation intellectuelle et sociale qui arrache tous les peuples à la domination des dogmes et des Eglises.

L'heure lui semble venue d'affirmer, par une manifestation éclatante, la puissance de son œuvre et d'aller signifier à la plus redoutable des hiérarchies sacerdotales, en son centre même, à Rome, que l'humanité désormais ne veut plus croire à ses mensonges ni s'asservir à son autorité, et que sa déchéance est inévitable.

Pour cette manifestation, la Fédération internationale de la Libre Pensée fait appel à l'Association nationale des Libres Penseurs de France ; à toutes les sociétés de Libre Pensée ; aux loges maçonniques ; aux universités et à tous les établissements d'instruction ; aux uni-

versités populaires ; aux “communautés religieuses libres” ; aux sociétés de culture éthique ; aux cercles d'études politiques et sociales (...), en un mot à tous les groupements qui reconnaissent la malfaisance des Eglises et défendent le principe de la liberté de conscience. »

“Nous combattons seulement la superstition socialisée, devenue pouvoir coactif, fortifié par les privilèges”

Le professeur Ghisleri, prenant la parole dans la réunion de Venise déjà citée, déclarait :

“C'est un préjugé de croire que la Libre Pensée soit une violence nouvelle substituée à une autre. Elle n'est pas l'anticléricalisme vulgaire, une nouvelle intolérance, une coercition collective qui oblige de ne pas croire en Dieu.

Le sentiment religieux doit être respecté. Personne ne doit avoir le droit et le pouvoir d'imposer une doctrine philosophique ou religieuse. Il ne peut être imposé à quiconque d'aimer le Dieu des catholiques plutôt que celui des protestants ou des juifs, ou le Dieu de Mazzini, comme personne n'a tenté de légiférer en matière d'amour pour obliger d'aimer la brune plutôt que la blonde. Nous respectons même la superstition sincère chez les individus : nous combattons seulement la superstition socialisée, devenue pouvoir coactif, fortifié par les privilèges.

Le dogme doit être chassé des institutions entretenues par les contributions de tous, l'école, l'assistance publique et la législation.

Le droit à l'erreur est la pierre de touche de la liberté de pensée ; à l'erreur, il ne faut pas opposer les baillons, les prisons, le domicile forcé, mais seulement la réfutation. Cette liberté, même pour l'erreur, est la condition du progrès scientifique.”

Le lecteur n'est-il pas frappé par la modernité du propos ? Il est, à nos yeux, au plus haut point utile pour tout libre-penseur et-ou militant ouvrier ac-

tuel de méditer ces paroles. De même, il n'aura pas échappé au lecteur attentif que dans l'appel au congrès international de Rome, parmi les destinataires figurent les "communautés religieuses libres". La Libre Pensée n'est en effet pas l'athéisme, même si une grande partie des libres-penseurs sont athées : c'est vrai aujourd'hui, c'était sans doute vrai hier, mais la situation respective de l'Etat et des Eglises était différente de ce que nous connaissons. Si aujourd'hui nous assistons à un profond mouvement de désaffection vis-à-vis des religions instituées, ce que montrent toutes les enquêtes d'opinion et ce qui est constatable par tout le monde, au début du XX^e siècle, les libres-penseurs conséquents comprenaient qu'étaient en train de s'opérer des ruptures profondes au sein même, par exemple, de la religion catholique ou du culte protestant.

Un vent de fronde, voire de tempête, soufflait dans la recherche théologique, s'en détachant par un effort de critique interne aux textes : des chercheurs en théologie d'origine catholique comme Turmel, comme Loisy et bien d'autres, rompaient avec tout ou partie des dogmes, s'orientaient vers une forme de pensée libérée. Il pouvait alors arriver que persistât chez certains d'entre eux ou ceux qu'ils influençaient un sentiment, une croyance de caractère religieux ou apparenté.

Eût-il fallu que les athées libres-penseurs de l'époque récusassent certains qui voulaient vivre une expérience empreinte de religiosité, mais détachée de tout dogme, de tout rite ? Eût-il fallu leur tourner le dos ?

Ce sont là des problèmes parfois difficiles, mais comment ne pas être frappé par la souplesse avec laquelle ils sont abordés tout au long du congrès ?

Tout en gardant leurs convictions intimes, athées, agnostiques, croyants sans dogme pouvaient agir ensemble pour la Démocratie, contre le cléricalisme, contre toutes les religions instituées, contre les dogmes, pour la pensée libre, contre le militarisme, pour la séparation complète des Eglises et de l'Etat.

Tel est un des aspects majeurs de ce congrès de Rome.

L'exemple des libres-penseurs français

Nous emprunterons une nouvelle fois aux Actes un long passage qui montre les enjeux du congrès du point de vue des libres-penseurs français. Les Actes publient des renseignements fournis par le n° 1 du *Bulletin du congrès de Paris*, qui, après avoir cité les conseils municipaux, les diverses associations, les groupes politiques parlementaires, les journaux, les loges maçonniques ayant envoyé leur adhésion au congrès de Rome, poursuit ainsi :

« Mais ce qui fut bien plus remarquable encore et bien plus significatif, ce fut le mouvement des adhésions morales.

Elles affluèrent en quantité extraordinaire aux mois d'août et de septembre. Il nous en arriva encore deux mille (avec six cents francs de cotisations) pendant le congrès. Il en arrive encore aujourd'hui (...).

En tenant compte de huit cents adhésions de groupes, on peut dire sans nulle exagération que quatre-vingt mille libres-penseurs et libres-penseuses envoyèrent à la commission permanente leur adhésion morale au congrès de Rome, et leurs vœux en faveur de la séparation des Eglises et de l'Etat : car tous les adhérents moraux demandèrent expressément que le congrès de Rome ait pour résultat immédiat, en France, la séparation des Eglises et de l'Etat. Leurs lettres et leurs formules d'adhésion en font foi. Cet immense mouvement spontané d'adhésion constitue donc un véritable pétitionnement en faveur de la laïcisation de la République et de l'Etat.

Ce qu'il est important de noter, c'est le caractère de ces adhésions au point de vue social : je veux dire la classe et les professions auxquelles appartiennent la grande majorité des adhérents.

Beaucoup de listes d'adhésions nous ont été adressées par des institutrices et des institutrices. D'autre part, parmi les adhérents, on peut relever les noms des professeurs les plus connus de l'enseignement supérieur : une véritable élite intellectuelle et laborieuse.

Enfin, l'immense majorité des adhérents moraux appartient à la Démocratie et au prolétariat.

C'est ce que notre cinquième circulaire de propagande résumait dans les termes suivants : "Le mouvement d'adhésion au congrès a été des plus remarquables. Toute la Démocratie vraiment consciente de sa dignité, de ses droits et de son avenir, accueille ce congrès avec enthousiasme, et l'acclame dans les réunions publiques. Elle l'adopte et le fait sien. Et en cette occasion comme au cours de l'affaire Dreyfus, la Science et la Démocratie se rejoignent et s'unissent pour ne plus se séparer" (suit la liste d'une partie des universitaires ayant adhéré au congrès de Rome ; parmi la cinquantaine cités, relevons : Aulard, professeur à la Sorbonne, Berthelot, de l'Institut, Hadamard, du Collège de France, Herr, de l'École normale supérieure, Lanson, de la Sorbonne, Seailles et Seignobos, de la Sorbonne, Augagneur, professeur à l'université de Lyon, Painlevé, de l'Académie des sciences).

D'autre part, associations professionnelles, syndicats ouvriers, coopératives, travailleurs des villes et des campagnes, de l'atelier, des champs ou de l'usine, petits employés et fonctionnaires ont donné avec enthousiasme leur adhésion morale ou se préparent à envoyer des délégués.

Ainsi s'affirme le caractère de la participation de la France au congrès. Cette participation peut se résumer ainsi : Science et Démocratie.

Une partie appréciable de cette élite de la bourgeoisie qui était entrée en lutte pour la vérité et la justice au moment de l'affaire Dreyfus s'est ralliée au congrès de Rome. »

Suit la liste nominale des délégués français sur cinq pages à la typographie serrée.

Un épisode du congrès mérite qu'on s'y attarde quelque peu.

Cet épisode implique le radical-socialiste Ferdinand Buisson, figure prestigieuse de la laïcité scolaire, auteur d'un célèbre Dictionnaire de pédagogie, alors sénateur, et le député socialiste Doizié, de Vitry-sur-Seine. Buisson fut rapporteur au congrès de la 7^e commission

ayant examiné la question : le Dogme et la Science. Il proposera au vote de l'assemblée générale deux textes, l'un dont il était signataire, "d'un caractère général et théorique", destiné, "devant le public indifférent et devant le public adversaire, à faire connaître notre conception de la libre pensée", et un autre texte également soumis à la commission par Doizié.

Il s'agissait dans le premier cas d'une déclaration articulée en trois résolutions centrées autour des points suivants :

"La Libre Pensée n'est pas une doctrine ; elle est une méthode, c'est-à-dire une manière de conduire sa pensée — et par suite son action — dans tous les domaines de la vie individuelle et sociale. Cette méthode se caractérise non pas par l'affirmation de certaines vérités particulières, mais par un engagement général de rechercher la vérité en quelque ordre que ce soit, uniquement par les ressources de l'esprit humain, par les seules lumières de la raison et de l'expérience."

La déclaration se terminait de la sorte :

"La Libre Pensée est laïque, démocratique et sociale, c'est-à-dire qu'elle rejette, au nom de la dignité humaine, ce triple joug : le pouvoir abusif de l'autorité en matière religieuse, du privilège en matière politique et du capital en matière économique."

L'autre texte, dont Doizié était signataire, déclarait entre autres :

"Le congrès international de la libre-pensée (...) déclare que l'émancipation intellectuelle et morale n'est possible que par l'affranchissement matériel et économique de la classe ouvrière de l'oppression capitaliste qui pèse sur elle, affranchissement qui libérera l'humanité tout entière en assurant à tous le droit à la vie."

Et Buisson, invitant les congressistes à voter sur les deux textes proposés, précisait que dans la commission, il y avait eu séparation des votes, les uns se portant majoritairement sur le texte Doizié, n'estimant pas nécessaire une déclaration de principe générale (proposée par Buisson), une minorité d'autres se portant à la fois sur le texte Doizié et sur le

texte Buisson. Les deux textes furent adoptés à l'unanimité, non sans qu'Augagneur ne fût intervenu préalablement pour essayer de faire adopter une courte résolution de caractère nettement socialiste, au sens "partisan" du terme.

Ce que Doizié lui-même recusa en disant : *"Ce que je ne veux pas, c'est que précisément cet amendement donne une tournure socialiste à un ordre du jour qui ne l'est pas."*

Doizié présenta son texte dans une ambiance assez houleuse ; il mettait en avant le souci de rendre claires pour les plus larges masses des idées qui lui paraissaient difficiles :

"Voilà pourquoi, avec mon tempérament d'ouvrier, je crois que nous devons nous arrêter à des résolutions simples, mais claires et nettes, et que la masse ouvrière puisse comprendre."

On lira dans les Actes le détail de cette passe d'armes entre une partie du congrès et Doizié ; on lira aussi les interventions des partisans de Doizié. La conclusion de Buisson vaut la peine d'être citée :

"Nous ne sommes ici un concile : nous sommes un congrès de libres-penseurs, et les libres-penseurs doivent avoir le droit de s'exprimer de manières différentes et au besoin de dire deux fois la même chose dans deux expressions différentes destinées à deux publics différents."

Des libres-penseurs ne doivent pas établir un credo, il ne leur faut pas de programme immuable comme celui de l'Eglise ; ils ne veulent pas de catéchisme. Ils expriment librement, loyalement, simplement, les idées qui leur sont chères, chacun les exprime dans sa langue, et c'est ainsi que le congrès pourra voter les deux propositions."

Ce qui fut effectivement le cas.

Une élaboration commune de "sensibilités" diverses

Bornons-nous, pour conclure, à indiquer le deuxième sujet du congrès (le premier étant celui évoqué précédemment, *"Le Dogme et la Science"*) :

"L'Etat et les Eglises", qui se déclinait ainsi : "1° Droit public international 2° Droit public interne – Les Eglises vis-à-vis de la souveraineté de l'Etat – Exposé de la situation dans les différents Etats modernes. A) Les concordats – leurs conditions dans les différents Etats ; B) La séparation – ses conditions dans les divers Etats, au point de vue des charges financières, au point de vue des garanties de la liberté de conscience et de la liberté des cultes, au point de vue des garanties d'indépendance de la société civile. 3° Enseignement – Etat actuel de la législation sur l'enseignement dans les différents pays – Les moyens de solution du conflit – La laïcisation intégrale de l'enseignement ; 4° Assistance publique – Les Œuvres confessionnelles de charité dans les différents pays – Le travail dans les couvents, orphelinats et ouvriers – Le développement des biens de mainmorte – Laïcisation de tous les services publics d'assistance sociale incombant à l'Etat ou aux administrations."

On lira dans les Actes la discussion au sujet de la proposition de laïcisation intégrale de l'enseignement, proposition contestée notamment par les libres-penseurs belges et par Ferdinand Buisson, et on prendra connaissance des aspects particuliers de cette question liés à des Etats dictatoriaux comme l'Espagne (où les écoles "privées" libertaires étaient une alternative à l'école officielle asphyxiante).

On n'oubliera pas que ce congrès, qui vit se confronter des "sensibilités" diverses, comme il est d'usage de dire aujourd'hui, se déroulait à deux pas du siège de la catholicité romaine ; le pape et les cardinaux de la Curie élevèrent une solennelle protestation contre le congrès universel de la Libre Pensée.

En conclusion, on ne peut que recommander la lecture attentive des Actes (3) du congrès de la Fédération internationale de la Libre Pensée à Rome, en 1904, qui a été un moment important dans le développement de la conscience interna-

(3) Une coédition Libre Pensée-Théolib. 448 pages, 14 euros (mars 2010). Préfaces de Marc Blondel, président de la FNLP, et Pierre-Yves Ruff, animateur de Théolib.

tionale de la Libre Pensée et qui a contribué à définir son rôle particulier, en dehors, mais aux côtés du mouvement ouvrier, afin de faire avancer la civilisation. Ce fut un des leviers décisifs qui permit de gagner le vote de la séparation des Eglises et de l'Etat en France l'année suivante.

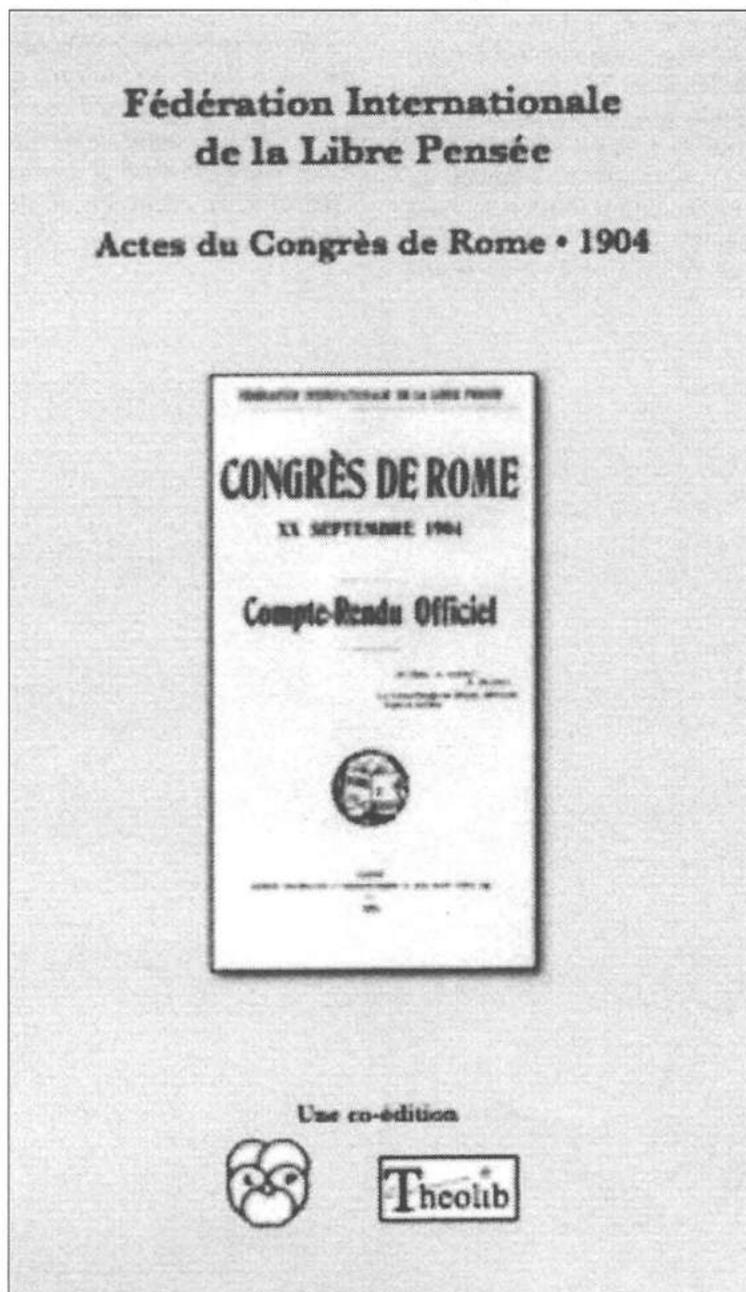
Eclatante confirmation du fait que le combat laïque est national dans sa forme, mais international dans son contenu : l'Internationale de la Libre Pensée, appuyée sur la séparation acquise à cette date aux Etats-Unis, au Mexique, au Brésil, a alors rendu possible une conquête historique pour la France républicaine, qui, à son tour, opéra cette avancée au compte du monde entier, tout en sachant qu'il appartenait à chaque pays de définir ses propres voies d'accès à un résultat similaire.

Pour synthétiser l'importance de l'événement que fut ce congrès, nous emprunterons à Marc Blondel, président de la Fédération nationale de la Libre Pensée française, ces quelques lignes de sa préface :

"Le congrès de Rome, dans un même mouvement, va littéralement élaborer la loi française de séparation et graver dans le marbre de l'histoire les fondements internationaux de la Libre Pensée.

Nous invitons les lecteurs à se replonger dans les débats de l'époque pour voir et découvrir l'étonnante actualité et la puissante modernité des principes élaborés dans le berceau de la civilisation romaine en ce début de XX^e siècle."

Pierre Roy



**L'intervention
de Lénine
au comité de Petrograd,
le 1^{er} novembre 1917**

LE 29 octobre 1917, trois jours après le II^e Congrès des soviets, le renversement du gouvernement provisoire et la formation du Conseil des commissaires du peuple, la direction menchevique du syndicat des cheminots, dit Vikjel, menace de déclencher la grève à minuit si les bolcheviks n'acceptent pas un gouvernement socialiste homogène, où ils seraient minoritaires.

En l'absence de Lénine et de Trotsky, le comité central du Parti bolchevique vote à l'unanimité une proposition de Kamenev, qui *"juge nécessaire d'élargir la base du gouvernement et d'effectuer éventuellement des changements dans sa composition"* en incluant dans le comité exécutif central des soviets *"des représentants des partis ayant quitté le congrès, en quantité proportionnelle"*, et d'autres organisations, entre autres des syndicats des cheminots et des postes. Bref, il propose de remettre en cause le résultat de l'insurrection.

Une délégation du comité exécutif central des soviets, conduite par Kamenev, se rend à la table ronde convoquée par le syndicat des cheminots avec les autres partis *"socialistes"*. Ces derniers proposent un gouvernement de coalition socialiste homogène, où les bolcheviks recevraient cinq postes sur dix-huit, et dont Trotsky, et surtout Lénine, seraient exclus ! Les bolcheviks, devenus opposants minoritaires, n'auraient même pas le droit de choisir librement leurs représentants. Pour Kamenev, *"il n'y a pas de quoi rompre"*. Plusieurs membres du comité central et du gouvernement, affolés par la peur de l'isolement, sont prêts à accepter l'ultimatum.

Lénine croit un instant à une ruse de Kamenev pour tromper ses interlocuteurs, mais s'aperçoit vite que c'est lui qui est trompé. Au comité central du 1^{er} novembre, Trotsky dénonce la volonté des partis qui n'ont pas pris part à l'insurrection d'arracher le pouvoir à ceux qui viennent de les renverser, mais affirme son accord avec un gouvernement de coalition présidé par Lénine et où les bolcheviks occuperaient 75 % des postes. Lénine tranche : *"Il faut rompre les pourparlers."* Le comité central, par 10 voix contre 4 (dont Lénine et Trotsky), s'oppose à l'interruption des pourparlers. Trotsky retourne la situation en faisant voter une motion qui leur donne l'objectif *"de mettre fin à des pourparlers ultérieurs sur un gouvernement de coalition"*.

Le nouveau gouvernement est dans une situation délicate : le personnel des ministères refuse massivement de reconnaître son autorité, qui ne s'étend guère au-delà de la capitale.

Ce 1^{er} novembre, une réunion du comité de Petrograd suit celle du comité central. Lénine propose d'exclure Lounatcharski du parti. Le président de séance et la majorité des militants refusent. Nous publions ci-dessous la partie essentielle de son discours, où il explique : la droite du Parti bolchevique veut la *"coalition"* avec les socialistes hostiles à l'insurrection ? Lénine rompra avec eux : *"Nous marchons avec les masses. Avec les masses actives et non avec les masses fatiguées (...). S'il y a scission, eh bien, qu'il y ait scission !"*

Juste après lui, Lounatcharski défend le gouvernement socialiste homogène, seule planche de salut, et accuse, sans le nommer, Lénine de se complaire à la guerre : *"A la fin, ajoute-t-il sous des applaudissements nourris, restera un seul individu-dictateur"*, évidemment Lénine ! Lounatcharski confie alors à un peintre qu'il croise au palais d'Hiver : *"Les bolcheviks ne vont pas rester ici plus de deux semaines, ensuite on les pendra sur les balcons à deux pas d'ici."*

Le lendemain, 2 novembre, l'insurrection l'emporte à Moscou. Les pourparlers avec les mencheviks et les S-R s'interrompent. Au comité central, Lénine fait condamner l'opposition, qui veut *"céder aux ultimatums et aux menaces de départ"*

émanant d'une minorité notoire des soviets". N'ayant chassé personne du II^e Congrès des soviets, "il est maintenant encore entièrement prêt à faire revenir ceux qui en sont sortis et à reconnaître une coalition de ceux-ci dans les limites des soviets", c'est-à-dire sans représentants des institutions (Douma) et partis (Cadets et alliés) bourgeois. Lénine peut donc déclarer : "Les propos qui prétendent que les bolcheviks ne veulent partager le pouvoir avec personne sont absolument faux."

Le 4 novembre, en désaccord avec Lénine, cinq membres du comité central (Kamenev, Zinoviev, Rykov, Milioutine et Noguine) en démissionnent ; les trois derniers quittent le gouvernement, ainsi que Teodorovitch, commissaire au Ravitaillement. Chliapnikov, commissaire au Travail, se solidarise avec eux, mais reste à son poste. Kamenev démissionne aussi de la présidence du comité exécutif central des soviets.

L'ex- et futur bolchevik Léonide Krassine écrit le 7 novembre à sa femme : "Tous les bolcheviks éminents, Kamenev, Zinoviev, Rykov (Alexis le bègue), se sont déjà détachés de Lénine et de Trotsky, mais ces deux-là continuent à faire des leurs." Avec succès.

"Le gouvernement de coalition ou les marins" (1)

JE ne peux pas présenter de rapport, mais je veux vous informer d'un problème qui vous intéresse tous, celui de la crise du parti qui a éclaté au grand jour alors que le parti était déjà au pouvoir.

Tous ceux qui suivent la vie du parti sont au courant de la polémique qui s'est engagée dans les colonnes du *Rabotchi Pout* et de mes interventions contre Zinoviev et Kamenev. Auparavant, le *Dielo Naroda* a écrit que les bolcheviks avaient peur de prendre le pouvoir. Cela m'a contraint à prendre la plume pour montrer toute l'inconsistance et l'insondable stupidité des S-R. J'ai écrit :

"Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?" Le problème du soulèvement armé a été évoqué à la séance du comité central du 1^{er} octobre (*sic* !).

J'ai craint l'opportunisme des internationalistes-unifiés (2), mais cette crainte s'est dissipée, alors que dans notre parti certains vieux membres du comité central affirmaient leur désaccord. Cela m'a profondément affligé. Le problème du pouvoir était depuis longtemps posé de cette façon, nous ne pouvions pas alors l'abandonner à cause du désaccord de Zinoviev et de Kamenev. Le soulèvement était (*objectivement*) nécessaire. Les camarades

Zinoviev et Kamenev se mirent à faire de l'agitation contre le soulèvement et nous les avons considérés comme des briseurs de grève. J'ai même adressé une lettre au comité central proposant de les exclure du parti.

J'ai publié un article violent à propos de l'intervention de Kamenev au CEC. Je n'aurais pas voulu (*maintenant, après la victoire*) avoir une attitude sévère à leur égard. J'ai suivi avec bienveillance les conversations de Kamenev au CEC sur l'accord, car sur le plan des principes, nous n'y sommes pas opposés.

Lorsque les S-R, cependant, ont refusé de participer au pouvoir, j'ai compris qu'ils agissaient ainsi après le déclenchement de la contre-offensive armée de Kerenski. A Moscou (*pour la prise du pouvoir à Moscou*), les choses traînaient. Nos droitiers sombrèrent alors dans le pessimisme : Moscou ne peut pas prendre le pouvoir, et alors naquit chez eux l'idée de la coalition avec les autres partis socialistes.

(1) Extraits du procès-verbal des débats du comité de Petrograd du 1^{er} novembre 1917, in *Bulletin de l'Opposition*, n° 7, novembre-décembre 1929, pp. 6 à 8 (supprimé du volume publié à Moscou en 1927).

(2) C'est-à-dire les *Mejraiontsy* entrés dans le Parti bolchevique en août 1917.

Le problème de l'insurrection est nouveau, il exige d'autres forces et d'autres qualités. A Moscou, par exemple, les junkers ont parfois fait preuve de férocité, ils ont fusillé des soldats prisonniers, etc. Les junkers — ces fils de la bourgeoisie — ont compris que le pouvoir du peuple marquait la fin du pouvoir de la bourgeoisie, car, dès la Conférence démocratique, nous avons insisté sur toute une série de mesures comme la nationalisation des banques, etc.

Les bolcheviks, au contraire, ont souvent été trop débonnaires. Si la bourgeoisie était victorieuse, elle agirait comme en 1848 et en 1871. Qui a pensé que nous ne nous heurterions pas au sabotage de la bourgeoisie ? C'était clair aux yeux mêmes d'un nouveau-né. Nous devons employer la force, arrêter les directeurs de banque, etc. Même leur arrestation temporaire a déjà donné de bons, de très bons résultats. Cela ne m'étonne guère. Je sais à quel point ils sont personnellement peu aptes à se battre ; l'essentiel pour eux, c'est de garder leurs petites places bien chaudes. A Paris, on a guillotiné, et nous, nous nous contentons de priver de leurs cartes d'alimentation ceux qui ne la reçoivent pas des syndicats. Nous faisons là notre devoir. Et voilà qu'au moment où nous sommes au pouvoir, c'est la scission. Zinoviev et Kamenev disent que nous ne prendrons pas le pouvoir (*dans tout le pays*). Je ne suis pas capable d'entendre cela en gardant mon sang-froid. Je considère une pareille déclaration comme une trahison. Que veulent-ils ? Que commence une rixe (*spontanée*). Seul le prolétariat peut guider le pays... Et la coalition ?

Je ne peux même pas parler de cela sérieusement. Trotsky a dit, il y a longtemps, que l'unification était impossible. Trotsky a compris cela, et depuis il n'y a pas eu de meilleur bolchevik.

Zinoviev dit que nous ne sommes pas le pouvoir soviétique, nous ne sommes que les bolcheviks ; les S-R et les mencheviks sont partis, etc. Mais ce n'est pas notre faute ! Nous avons été élus par le congrès des soviets. C'est une organisation nouvelle. Y entrent ceux qui veulent se battre. Ce n'est pas le peuple, mais une avant-garde que suivent les masses. Nous marchons avec les masses. Avec les

masses actives, et non avec les masses fatiguées. Refuser de développer l'insurrection (*cela signifie céder*) aux masses fatiguées, mais nous sommes avec l'avant-garde.

Les soviets se définissent (*dans la lutte*). Les soviets sont l'avant-garde des masses prolétariennes. Et l'on nous invite maintenant à nous unir à la Douma municipale. C'est absurde (...)

S'il y a scission, eh bien, qu'il y ait scission ! S'ils ont la majorité, prenez donc le pouvoir au comité exécutif central des soviets et agissez, nous, nous irons vers les marins !

Nous sommes au pouvoir.

Passer maintenant chez les gens de *Novaja Jizn* (3), mais qui en est capable ? Ce sont des mollusques sans principes : tantôt avec nous, tantôt avec les mencheviks. Ils disent que nous ne garderons pas le pouvoir, etc. Mais nous ne sommes pas seuls. L'Europe entière est devant nous. Nous devons commencer, maintenant seule la révolution socialiste est possible. Toutes ces hésitations, des doutes (*la volonté de conciliation*) sont absurdes. Lorsque j'ai déclaré (*dans une réunion populaire*) : nous allons lutter contre les saboteurs en instaurant la carte de pain, les visages des soldats se sont illuminés.

Les droitiers affirment que les soldats sont incapables de se battre. Mais les orateurs qui parlent aux masses n'ont jamais vu un tel enthousiasme. Nous sommes les seuls à avoir tracé un plan de travail révolutionnaire. Nous sommes les seuls capables de combattre... Et les mencheviks ? Ils ne nous suivront pas (...).

Quand on nous dit (*le Vikjel, les saboteurs, etc.*) que nous "n'avons pas le pouvoir", il faut arrêter ces gens-là, et nous les arrêterons. On peut parler après cela des horreurs de la dictature du prolétariat. Arrêter les gens du Vikjel, je comprends cela. Qu'ils braillent sur les arrestations. Un délégué de Tver au congrès des soviets a dit : "Arrêtez-les tous !", je comprends cela. Il comprenait, lui, ce que c'est que la dictature du prolétariat. Notre slogan : "Pas d'accords, c'est-à-dire vive le gouvernement bolchevique homogène !"

(3) Journal de Gorki hostile à la révolution d'Octobre.

**Christian
Rakovsky :
*“Les dangers
professionnels
du pouvoir”***

Ce texte capital, intitulé souvent *Lettre à Valentinov*, puisqu'il s'agit d'une lettre de Rakovsky répondant à celle d'un militant nommé Valentinov, est aujourd'hui introuvable. Imprimé dans le *Bulletin de l'Opposition* (en russe évidemment) n° 6, daté d'octobre 1929, il a été traduit et publié en français pour la première fois dans la revue *Quatrième Internationale* d'octobre-novembre 1948, puis dans le volume *Les Bolcheviks contre Staline*, publié comme supplément à la revue *Quatrième Internationale* en 1954, et enfin dans le n° 18 (juin 1984) des *Cahiers Léon Trotsky*.

Toutes ces publications sont aujourd'hui, surtout les deux premières, des raretés bibliographiques. L'importance décisive de ce texte dans la discussion menée dans l'Opposition de gauche sur l'émergence et la nature de la bureaucratie en URSS exige qu'il soit accessible à ceux qui veulent réfléchir sur cette question.

C'est pourquoi nous republions ce texte dans la traduction révisée et améliorée des *Cahiers Léon Trotsky*, dont nous reprenons aussi les notes rédigées par Pierre Broué.

Rappelons que Christian Rakovsky (1873-1941), le principal dirigeant de l'Opposition de gauche avec Trotsky, se rallia à Staline par découragement en février 1934. Il figure sur le banc des accusés du troisième procès de Moscou (mars 1938) aux côtés de Boukharine et Rykov. Condamné à 25 ans de prison, il est interné à Orel avec la sœur de Trotsky, Olga, l'ancienne femme de Kamenev, l'ancienne dirigeante des socialistes-révolutionnaires de gauche, Maria Spiridonova, et fusillé avec elles en septembre 1941.



Christian Rakovsky (1873-1941).

Lettre à Valentinov (1) (2 août 1928)

CHER camarade Valentinov (2), dans vos *Méditations sur les Masses*, datées du 9 juillet, en posant la question de l'“activité” de la classe ouvrière, vous touchez à un problème fondamental, celui du maintien par le prolétariat de son rôle hégémonique dans notre Etat. Bien que toutes les revendications de l'Opposition tendent vers ce but, je suis d'accord avec vous que tout n'a pas été dit sur cette question. Nous l'avons jusqu'à présent en effet toujours examinée en rapport avec le problème global de la conquête et de la conservation du pouvoir politique, tandis que, pour mieux l'éclairer, il faudrait la traiter à part, comme une question particulière ayant sa valeur propre. Au fond, d'ailleurs, les événements eux-mêmes l'ont déjà mise en évidence avec ce relief.

L'effrayante baisse d'activité de la masse ouvrière

L'Opposition conservera vis-à-vis du parti ce mérite, que nul ne saurait lui enlever, d'avoir sonné à temps l'alarme à propos de l'effrayante baisse d'activité de la masse ouvrière et de son indifférence grandissante à l'égard du sort de la dictature du prolétariat et de l'Etat soviétique.

Ce qui caractérise le flot de scandales qui vient de s'étaler, ce qu'il comporte de plus dangereux, c'est précisément cette passivité des masses (passivité plus grande encore dans la masse communiste que chez les sans-parti) envers les manifestations d'arbitraire inouï qui se sont produites : des ouvriers ont été témoins, mais passaient outre sans protester ou en se contentant de grommeler, par crainte de ceux qui détiennent le pouvoir ou, tout simplement, par indifférence politique.

Depuis le scandale de l'impasse Tchoubarovsky (3) (pour ne pas remon-

Notes des Cahiers Léon Trotsky

(1) Une copie de cette lettre a été adressée par Rako à Trotsky avec une lettre d'accompagnement le 7 août 1928. Elle se trouve à la Houghton Library, bMSRus 13, T 2206. Elle a paru d'abord en français dans *Contre le courant*, n° 27-28, 12 avril 1929, pp. 16-22, sous le titre “Transformations opérées par le pouvoir sur le prolétariat russe et le parti”, puis en russe dans le *Biulleten Opositsii*, n° 6, octobre 1929. Elle a été republiée en français depuis dans *Ive Internationale*, vol. 6, octobre-novembre 1948, puis *Les Bolcheviks contre Staline*, où elle est titrée “Les dangers professionnels du pouvoir”. La traduction en a été revue pour ce numéro par Katia Peresse.

(2) G. N. Valentinov avait rejoint le Parti bolchevique en 1915. Il avait été rédacteur en chef de *Troud*, l'organe des syndicats. Signataire de la déclaration des 83, il avait été déporté au début de 1928 à Oust-Koulom.

(3) Il s'agissait d'un viol collectif commis par une douzaine de jeunes ouvriers de l'usine San Galli, à Leningrad, dont plusieurs membres des JC.

ter à des temps plus reculés) jusqu'aux abus de Smolensk, Artemovsk (4), etc., on entend toujours le même refrain : "Il y a longtemps que nous étions au courant..."

Vols, prévarications, violences, extorsions, abus de pouvoir inouïs, arbitraire illimité, ivrognerie, débauche : de tout cela, on parle comme de faits connus, pas seulement depuis des mois, mais depuis des années, et que tout le monde, on ne sait pourquoi, a tolérés.

Les effrayants ravages de l'indifférence politique au sein de la classe ouvrière

Je n'ai pas besoin d'expliquer que, lorsque la bourgeoisie mondiale crie sur les toits les vices de l'Etat soviétique, nous pouvons passer outre avec un tranquille mépris. Nous connaissons trop bien la pureté des mœurs des gouvernements et des Parlements bourgeois du monde entier. Mais ce n'est pas sur eux que nous prendrons modèle ; il s'agit chez nous d'un *Etat ouvrier*. Aujourd'hui, personne ne peut plus nier les effrayants ravages de l'indifférence politique au sein de la classe ouvrière.

C'est pourquoi la question des causes de cette indifférence et des moyens qui permettent d'y remédier est une question essentielle.

Mais cela nous impose l'obligation de l'aborder au fond, scientifiquement, en l'analysant jusqu'au bout, intégralement. Un pareil phénomène mérite que nous lui accordions notre attention la plus concentrée.

Les explications que vous donnez de ce fait sont, sans aucun doute, justes : chacun d'entre nous les a déjà exposés dans ses interventions et elles sont déjà partiellement reflétées dans notre plateforme. Néanmoins, ces interprétations, ainsi que les remèdes proposés pour sortir de cette pénible situation, ont eu et ont encore un caractère empirique : ils se rapportent à chaque cas particulier et ne tranchent pas le fond de la question.

A mon avis, c'est parce que la question elle-même est nouvelle. Jusqu'à présent, nous avons connu bien des exemples de baisse, de déclin de l'activité de la classe ouvrière, non seulement jusqu'à une véritable veulerie, mais même jusqu'à un esprit de réaction politique. Mais ces exemples nous sont apparus, aussi bien chez nous qu'à l'étranger, dans des périodes où le prolétariat luttait encore pour conquérir le pouvoir politique.

Notre cas est le premier dans l'histoire

Nous ne pouvons avoir d'exemple de cet esprit de déclin du prolétariat au moment où il tient le pouvoir entre ses mains pour la simple raison que notre cas est le premier dans l'histoire où la classe ouvrière ait gardé le pouvoir aussi longtemps.

Jusqu'à présent, nous savions ce qu'il peut arriver au prolétariat, en d'autres termes les oscillations qui peuvent se produire dans son état d'esprit lorsqu'il est une classe opprimée et exploitée. Mais c'est maintenant seulement que nous pouvons apprécier, en nous basant sur des faits, les modifications qui s'effectuent dans l'état d'esprit de la classe ouvrière quand celle-ci devient la classe dirigeante.

Des difficultés inhérentes à toute classe dirigeante nouvelle

Cette position politique (de classe dirigeante) n'est pas exempte de dangers : ceux-ci sont au contraire immenses. Je ne pense pas ici aux difficultés objectives qui découlent de l'ensemble des circonstances historiques, l'encerclement capitaliste à l'extérieur et l'entourage pe-

(4) Ces scandales, découverts en 1928, avaient mis à nu la corruption et la décomposition morale des couches dirigeantes du parti, leurs abus de pouvoir, violences sexuelles, vols, etc.

tit-bourgeois à l'intérieur du pays. Non, il s'agit ici des difficultés inhérentes à toute classe dirigeante nouvelle, qui sont la conséquence de la conquête et de l'exercice du pouvoir lui-même, de son aptitude ou de son inaptitude à l'utiliser.

Vous comprenez bien que ces difficultés existeraient encore dans une certaine mesure, même si nous supposons un instant qu'il n'y ait plus, dans tout le pays, que les masses prolétariennes, et, à l'extérieur, que des Etats prolétariens. On pourrait appeler ces difficultés les "dangers professionnels du pouvoir".

En effet, la position d'une classe en lutte pour la conquête du pouvoir et celle d'une classe qui détient le pouvoir entre ses mains sont différentes. Je répète encore que je n'ai pas en vue les rapports qui existent avec les autres classes, mais bien ceux qui se créent au sein de la classe triomphante.

Que représente une classe qui prend l'offensive ? Un maximum d'unité et de cohésion. Tous les intérêts corporatifs et de groupe, sans parler des intérêts individuels, passent à l'arrière-plan. Toute l'initiative est entre les mains de la masse militante elle-même et de son avant-garde révolutionnaire, liée organiquement à cette masse de la façon la plus intime.

Une partie d'elle-même devient l'agent de ce pouvoir

Quand une classe s'empare du pouvoir, c'est une partie d'elle-même qui devient l'agent de ce pouvoir. C'est ainsi que surgit la bureaucratie. Dans un Etat socialiste où l'accumulation capitaliste est interdite aux membres du parti dirigeant, la différenciation commence par être fonctionnelle et devient ensuite sociale. Je pense ici à la situation sociale d'un communiste qui dispose d'une automobile, d'un bon appartement, d'un congé régulier, qui touche le salaire maximum autorisé par le parti, une situation bien différente de celle du communiste qui travaille dans les charbonnages et touche de 50 à 60 roubles par mois. Et vous savez que les ouvriers et les em-

ployés sont divisés en 18 catégories différentes...

Une autre conséquence consiste en ce qu'une partie des fonctions accomplies auparavant par tout le parti ou par toute la classe passe maintenant dans les attributions du pouvoir, c'est-à-dire à une certaine fraction seulement des gens de ce parti, de cette classe.

L'unité et la cohésion qui étaient auparavant la conséquence naturelle de la lutte de classes révolutionnaire ne peuvent désormais être maintenues que par tout un système de mesures dont le but est de maintenir l'équilibre entre les divers groupements de la même classe et du même parti afin de les soumettre à l'objectif fondamental.

Mais c'est là un processus long et difficile : il consiste à éduquer la classe dominante du point de vue politique, à lui apprendre ce savoir-faire qu'elle doit acquérir, à tenir entre ses mains l'appareil de l'Etat, du parti et des syndicats, à les contrôler et à les diriger.

Décalage entre les capacités politiques et les formes constitutionnelles et juridiques

Je le répète : c'est une affaire d'éducation. Aucune classe n'est venue au monde avec l'art d'administrer. Celui-ci ne s'acquiert qu'à l'expérience, dans les erreurs qu'on commet, c'est-à-dire en tirant les leçons de celles qu'on a commises. Aucune Constitution soviétique, si idéale soit-elle, n'est en mesure d'assurer à la classe ouvrière l'application sans obstacle de sa dictature et de son contrôle gouvernemental si le prolétariat ne sait pas utiliser les droits qu'elle lui accorde. Le décalage entre les capacités politiques d'une classe donnée, son savoir-faire en matière d'administration et les formes constitutionnelles et juridiques qu'elle élabore à son usage en s'emparant du pouvoir, est un fait historique. On peut le constater dans l'évolution de toutes les classes et également en

partie dans l'histoire de la bourgeoisie. La bourgeoisie anglaise, par exemple, a livré bien des batailles pour mieux modeler sur ses intérêts les formes de sa Constitution, mais aussi pour profiter de ses droits, et en particulier de son droit de vote, intégralement et sans obstacles. Le roman de Charles Dickens, *Aventures de M. Pickwick*, comporte nombre de ces scènes de l'époque du constitutionnalisme anglais où le groupe des dirigeants, aidé par l'appareil administratif, faisait verser dans les fossés les diligences qui transportaient les électeurs de l'opposition afin d'empêcher ces derniers d'arriver à temps aux urnes électorales.

Ce processus de différenciation est parfaitement naturel chez la bourgeoisie qui a triomphé ou qui est en train de triompher. Elle constitue en effet dans l'acception la plus large du terme une série de groupes économiques et même de classes. Nous savons qu'il existe la grande, la moyenne et la petite bourgeoisie. Nous savons qu'il existe des bourgeoisies financière, commerciale, industrielle et agricole. A la suite de certains événements comme les guerres et les révolutions, des regroupements s'opèrent au sein même de la bourgeoisie ; de nouvelles couches apparaissent, qui commencent à jouer leur rôle propre, comme par exemple les propriétaires acheteurs de Biens nationaux, ou les "nouveaux riches", comme on les appelle, qui surgissent après toute guerre plus ou moins longue. Pendant la Révolution française, à l'époque du Directoire, ces nouveaux riches constituèrent un des facteurs de la réaction.

L'histoire du tiers-état est extrêmement instructive

De façon générale, l'histoire du tiers-état qui a triomphé en France en 1789 est extrêmement instructive. Tout d'abord, ce tiers-état en lui-même était extrêmement composite. Il comprenait tout ce qui ne faisait pas partie de la noblesse et du clergé : il comprenait ainsi non seulement toutes les variétés de la bourgeoisie, mais aussi les ouvriers et les paysans

misérables. Ce n'est que petit à petit, après une lutte longue, des interventions armées plusieurs fois répétées que fut atteinte en 1792 la possibilité en droit pour l'ensemble du tiers-état de participer à l'administration du pays. La réaction politique qui débuta déjà avant Thermidor consiste en ce que *le pouvoir commença à passer, formellement et en fait, dans les mains d'un nombre de plus en plus restreint de citoyens*. Les masses populaires, d'abord par une situation de fait, puis ensuite également en droit, furent peu à peu écartées du gouvernement du pays.

Il est vrai qu'ici la pression de la réaction se fit sentir avant tout le long des coutures et soudures qui joignaient ensemble les éléments de classe constituant le tiers-état. Il est vrai également que si l'on examine un des groupements distincts à l'intérieur de la bourgeoisie, celui-ci ne présente pas de contours de classe aussi précis que ceux qui séparent, par exemple, la bourgeoisie et le prolétariat, c'est-à-dire deux classes qui jouent un rôle très différent dans la production.

Les causes qui ont favorisé la dégénérescence du parti jacobin

Mais au cours de la Révolution française également, pendant la période de son déclin, le pouvoir n'agissait pas seulement en séparant, le long des lignes de soudure ou de couture, les groupes sociaux qui, la veille encore, marchaient ensemble, unis par le même objectif révolutionnaire commun : il désagrégeait aussi des masses sociales plus ou moins homogènes. La spécialisation dans la fonction — la classe en question produisant et faisant sortir de son sein des couches supérieures de fonctionnaires —, voilà le résultat des fissures qui, sous la pression de la contre-révolution, devinrent de profondes crevasses ; et c'est à la suite de cela qu'au sein de la classe dominante elle-même naquirent au cours de la lutte des contradictions.

Les contemporains de la Révolution française, ses protagonistes et plus en-

core les historiens de l'époque ultérieure se sont intéressés aux causes qui ont favorisé la dégénérescence du parti jacobin.

Robespierre, à plus d'une reprise, a mis ses partisans en garde contre les conséquences que pourrait entraîner l'ivresse du pouvoir : il les prévenait que, détenant le pouvoir, ils ne devaient pas trop présumer d'eux-mêmes, "s'enorgueillir", disait-il, ou, comme nous dirions maintenant, se laisser contaminer par la "vanité jacobine". Mais, ainsi que nous le verrons plus tard, Robespierre lui-même a beaucoup contribué à faire glisser le pouvoir des mains de la petite bourgeoisie appuyée sur les ouvriers parisiens.

La liquidation graduelle du principe électif

Nous ne citerons pas ici les indications données par les contemporains au sujet des différentes causes de la désagrégation jacobine, comme, par exemple, la tendance à s'enrichir, la participation aux adjudications, aux fournitures, etc. Signalons plutôt un fait curieux et bien connu : l'opinion de Babeuf (5), qui pensait que la chute des Jacobins fut grandement facilitée par les dames nobles dont ils étaient fêrus. Il interpella les Jacobins en ces termes : "*Que faites-vous, plébéiens pusillanimes ? Aujourd'hui elles vous embrassent, demain elles vous étrangleront !*" (si les automobiles avaient existé à l'époque de la Révolution française, on aurait eu aussi le facteur "auto-harem", dont le camarade Sosnovsky signale qu'il a joué un rôle assez important pour préciser l'idéologie de notre bureaucratie des soviets et du parti).

Mais ce qui joua le rôle le plus important dans l'isolement de Robespierre et du Club des Jacobins, ce qui en écarta brutalement les masses (ouvrières et petites-bourgeoises), ce fut, à côté de la liquidation de tous les éléments de gauche, en commençant par les Enragés, les hébertistes et les chaumettistes (6) (de façon générale, toute la Commune de Paris), ce fut la liquidation graduelle du

principe électif et la substitution à celui-ci du principe des *nominations*.

L'envoi, aux armées ou dans les villes où la contre-révolution relevait la tête, de commissaires, était une mesure non seulement légitime, mais indispensable. Mais, lorsque Robespierre se mit peu à peu à remplacer les juges et commissaires des diverses sections de Paris qui avaient été jusqu'alors élus au même titre que les juges, quand il commença à nommer les présidents des comités révolutionnaires et en arriva à substituer des fonctionnaires à toute la direction de la Commune, il ne pouvait ainsi que renforcer la bureaucratie et tuer l'initiative populaire.

Ainsi, le régime de Robespierre, au lieu de ranimer l'esprit d'activité des masses, déjà atteint par la crise économique et surtout la crise des subsistances, aggravait encore le mal et favorisait le travail des forces antidémocratiques. Dumas (7), le président du Tribunal révolutionnaire, se plaignait à Robespierre de ne plus trouver de jurés pour ce tribunal, personne ne voulant plus remplir cette fonction.

Mais Robespierre éprouva à son tour cette indifférence des masses parisiennes, sur son propre cas, lorsque, le 10 thermidor, on le promena blessé et ensanglanté dans les rues de Paris sans craindre une intervention des masses populaires en faveur du dictateur de la veille.

Il serait évidemment ridicule d'attribuer la chute de Robespierre ainsi que la

(5) François Noël, dit Camille, dit Gracchus Babeuf (1760-1797), avait été opposant de gauche à Robespierre avant de périr dans la "Conspiration des Egaux".

(6) La faction des "enragés" animée par Jacques Roux et Varlet se fit le porte-parole des revendications du petit peuple de Paris et des aspirations égalitaires : ils furent éliminés en 1793. Leur place fut partiellement reprise par un groupe de responsables de la Commune parisienne, plus démagogues, semble-t-il, que militants. Pierre Chaumette (1763-1794), orateur populaire des Cordeliers, était procureur-syndic de la Commune et Jacques Hébert (1757-1794) son substitut. Tous deux furent abattus par le Comité de salut public de Robespierre.

(7) René Dumas (1753-1794), vice-président, puis président du Tribunal révolutionnaire, voulait organiser la résistance à l'arrestation de Robespierre, mais fut pris et exécuté en même temps que lui, le 10 thermidor.

défaite de la démocratie révolutionnaire au *principe des nominations*. Mais celui-ci accéléra sans aucun doute l'action des autres facteurs. Parmi eux, le rôle décisif fut joué par les difficultés de ravitaillement, en partie causées par deux années de mauvaise récolte (ainsi que par les perturbations liées au passage de la grande propriété agraire des nobles à l'exploitation parcellaire des terres par les paysans), par la hausse incessante des prix du pain et de la viande, par le fait que les Jacobins ne voulurent pas, au début, recourir à des mesures administratives pour brider l'avidité des paysans riches et des agioteurs. Mais si, finalement, les Jacobins se décidèrent, sous la pression violente des masses, à adopter la loi sur le maximum (8), celle-ci, fonctionnant dans le cadre du marché libre et de la production capitaliste, ne pouvait inévitablement être qu'un palliatif.

Passons maintenant à la réalité dans laquelle nous vivons.

J'estime qu'il faut tout d'abord signaler ce fait que, quand nous utilisons les expressions de "parti" et de "masses", il ne faut pas oublier le contenu que l'histoire des dix dernières années a mis dans ces termes.

La classe ouvrière et le parti ne sont plus ce qu'ils étaient il y a dix ans

La classe ouvrière et le parti — pas *plus physiquement* que *moralement* — ne sont plus ce qu'ils étaient il y a dix ans. Je ne crois pas exagérer en disant que le militant de 1917 se reconnaîtrait à peine dans le visage que présente celui de 1928.

Un changement profond s'est produit dans l'anatomie et la physiologie de la classe ouvrière. Selon moi, il faudrait concentrer notre attention sur l'étude de ces modifications dans les tissus et dans leurs fonctions. L'analyse des changements opérés devra nous indiquer l'issue qui permettra de sortir de la situation ainsi créée.

Toute une série de questions

Je ne prétends pas présenter ici cette analyse et me bornerai seulement à quelques observations. Il faudrait, quand on parle de la classe ouvrière, trouver une réponse à toute une série de questions, par exemple : quel est le pourcentage d'ouvriers occupés actuellement dans notre industrie qui y sont entrés après la révolution, et celui de ceux qui y travaillaient avant ?

Quelle est la proportion de ceux qui ont participé autrefois au mouvement révolutionnaire, ont pris part aux grèves, ont été déportés ou emprisonnés, sont intervenus dans la guerre civile ou l'Armée rouge ? Quel est le pourcentage des ouvriers travaillant dans l'industrie qui y sont occupés de façon continue ? Combien y travaillent occasionnellement ? Quelle est dans l'industrie la proportion d'éléments semi-prolétaires, semi-pay-sans, etc. ?

Si l'on descend à la verticale pour pénétrer dans le tréfonds des masses prolétariennes, semi-prolétariennes et, en général, travailleuses, on rencontre des couches de population entières dont on entend très peu parler chez nous. Je n'ai pas ici en vue uniquement les chômeurs, qui constituent un danger de plus en plus grand, pourtant bien signalé par l'Opposition. Je pense aux masses de mendiants, aux masses à moitié paupérisées qui, grâce aux infimes secours accordés par l'Etat, campent à la limite du paupérisme, du vol et de la prostitution.

Nous n'arrivons pas à nous représenter comment on vit, parfois à peine à quelques pas de nous. Il arrive qu'on se heurte par hasard à des phénomènes dont on ne pouvait même pas soupçonner l'existence dans un Etat soviétique, et qui font l'effet d'un éboulement soudain découvert. Il ne s'agit pas de plaider en faveur du pouvoir soviétique en invoquant le fait qu'il n'a pu encore réussir à se débarrasser du pénible héritage laissé par le régime tsariste et capitaliste : non,

(8) Le "maximum" était le prix maximal des grains, assurant en principe un prix accessible à tous pour le pain.

mais nous constatons à notre époque, sous notre régime, l'existence, dans le corps même de la classe ouvrière, de crevasses où la bourgeoisie pourrait enfoncer un coin.

Autrefois, sous le pouvoir bourgeois, la partie consciente de la classe ouvrière entraînait avec elle cette grande masse, y compris les demi-vagabonds. La chute du régime capitaliste devait amener la libération du prolétariat *tout entier*. Les éléments semi-vagabonds rendaient la bourgeoisie et l'Etat capitaliste responsables de leur situation : ils attendaient de la révolution qu'elle y apporte un changement. Aujourd'hui, ces milieux ne sont pas contents : leur position ne s'est pas améliorée, ou presque pas. Ils commencent à considérer avec hostilité le pouvoir des soviets et la partie de la classe ouvrière qui travaille dans l'industrie. Ils deviennent particulièrement hostiles aux fonctionnaires des soviets, du parti et des syndicats. On peut parfois les entendre traiter le sommet de la classe ouvrière de "nouvelle noblesse".

La différenciation introduite par le pouvoir au sein du prolétariat

Je ne m'étendrai pas ici sur la différenciation qui a été introduite par le pouvoir au sein du prolétariat et que j'ai qualifiée plus haut de "fonctionnelle". La fonction a modifié l'organe lui-même, c'est-à-dire que la psychologie de ceux qui sont chargés des diverses tâches de direction dans l'administration et l'économie de l'Etat a changé au point que, non seulement objectivement, mais subjectivement, non seulement matériellement, mais moralement, ils ont cessé de faire partie de cette même classe ouvrière. C'est ainsi, par exemple, qu'un administrateur d'usine qui joue au "sattrape", bien qu'il soit communiste, bien qu'il soit d'origine prolétarienne, bien qu'il ait été à l'établi encore quelques années auparavant, n'incarnera nullement aux yeux des ouvriers les meilleures qualités du prolétariat. Molotov peut bien, tant qu'il lui plaît, mettre un signe d'égalité entre la dictature du pro-

létariat et notre Etat avec ses dégénérescences bureaucratiques, et, par-dessus le marché, les brutes de Smolensk, les escrocs de Tachkent et les aventuriers d'Artemovsk. Il ne fait ainsi que compromettre cette dictature sans pour autant désarmer le légitime mécontentement des ouvriers.

Si nous passons au parti lui-même, en plus de toutes les nuances que nous rencontrons au sein de la classe ouvrière, il faut ajouter ici les transfuges des autres classes sociales. La structure sociale du parti est beaucoup plus hétérogène que celle du prolétariat. Il en a toujours été ainsi, avec, naturellement, cette différence que lorsque le parti vivait une vie intense du point de vue des idées, il transformait en un seul alliage commun cet amalgame social à travers la lutte de classes révolutionnaires active.

Mais le pouvoir est la cause, à l'intérieur du parti comme de la classe ouvrière, de la même différenciation qui fait apparaître les coutures qui existent entre les différents éléments sociaux.

La bureaucratie des soviets et du parti : une catégorie sociale nouvelle

La bureaucratie des soviets et du parti est un fait nouveau. Il ne s'agit pas ici de cas isolés, de bavures dans la conduite de camarades individuels, mais bien d'une catégorie sociale nouvelle à laquelle il faudrait consacrer un traité tout entier.

Au sujet du projet de programme de l'Internationale communiste, j'écrivais notamment ceci à Léon Davidovitch :

« *A propos du chapitre IV (période de transition). La manière de formuler le rôle des partis communistes à l'époque de la dictature du prolétariat est bien faible. Il est certain que cette façon vague de parler du rôle du parti à l'égard de la classe ouvrière et de l'Etat n'est pas due au hasard. L'antithèse entre démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne est signalée, mais il n'est pas dit un seul mot pour expliquer*

ce que le parti doit faire pour réaliser dans les faits la démocratie prolétarienne. "Entraîner les masses à participer à la construction", "réduire sa propre nature" (*Boukharine aime bien parler de cette dernière question, et plus particulièrement en liaison avec la question de la révolution culturelle*) : ce sont là des affirmations exactes du point de vue de l'histoire et depuis longtemps connues ; mais elles deviennent des lieux communs si l'on n'y introduit pas l'expérience accumulée pendant les dix années de dictature du prolétariat.

C'est ici que se pose entièrement la question des méthodes de direction dont le rôle est si important.

Mais nos dirigeants n'aiment pas en parler afin qu'il n'apparaisse pas au grand jour qu'eux-mêmes sont loin d'avoir "réduqué leur propre nature". »

Si j'étais chargé d'écrire un projet de programme de l'Internationale communiste, j'aurais consacré pas mal de place dans ce chapitre (période de transition) à la théorie de Lénine sur l'Etat pendant la dictature du prolétariat et sur le rôle du parti et de sa direction dans la création d'une démocratie prolétarienne telle qu'elle doit être, et non pas d'une bureaucratie des soviets et du parti telle qu'elle existe actuellement.

Le rôle joué par notre bureaucratie des soviets et du parti

Le camarade Préobrajensky a promis de consacrer dans son livre *Des conquêtes de la dictature du prolétariat en l'an XI de la révolution* un chapitre spécial à "la bureaucratie des soviets". J'espère qu'il n'oubliera pas non plus celle du parti, qui joue dans l'Etat soviétique un rôle plus grand encore que sa consœur des soviets. Je lui ai exprimé mon espoir qu'il étudiera sous tous ses aspects ce phénomène sociologique particulier.

Il n'existe pas de brochure communiste qui, tout en relatant la trahison du parti social-démocrate allemand le 4 août

1914, ne signale en même temps le rôle fatal joué par les sphères bureaucratiques tant du parti que du syndicat dans l'histoire du glissement de ce parti. En revanche, on a dit bien peu de choses, et encore en termes très généraux, sur le rôle joué par notre bureaucratie des soviets et du parti dans la désagrégation de ce dernier et de l'Etat soviétique. C'est là un phénomène sociologique de la plus haute importance, qui ne peut pourtant être compris et saisi dans toute son ampleur que si l'on examine les conséquences qu'il a entraînées en modifiant l'idéologie du parti et de la classe ouvrière.

Vous demandez ce qu'il est advenu de l'esprit d'activité du parti et de notre prolétariat ?

Où est passée leur initiative révolutionnaire ?

Où sont passés leurs intérêts pour les idées, leur vaillance révolutionnaire, leur fierté prolétarienne ? Vous vous étonnez qu'il y ait tant de lâcheté, de couardise, de pusillanimité, d'arrivisme et tant d'autres choses que j'aurais, pour ma part, ajoutées ? Comment se fait-il que des hommes qui ont un passé révolutionnaire valable, dont l'honnêteté personnelle ne fait pas de doute, qui ont à plusieurs reprises donné des exemples de leur dévouement à la révolution, se soient transformés en bureaucrates minables ?

D'où vient cette horrible "smerdiakovtchina" dont parlait Trotsky dans sa lettre sur les déclarations de Krestinsky et Antonov-Ovseenko (9) ?

Si l'on peut s'attendre à ce que des transfuges venus de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, des intellectuels, des individus "isolés" en général, glissent au point de vue des idées et de l'éthique, comment expliquer le même phénomène quand il s'agit de la classe ouvrière ?

De nombreux camarades constatent sa passivité relative et ne peuvent dissimuler leur désillusion.

(9) Smerdiakov, dans *Les Frères Karamazov*, le fameux roman de Dostoïevsky, est le quatrième fils, illégitime, le meurtrier du père, répugnant surtout par sa servilité. C'était cette servilité que Trotsky avait relevée dans la capitulation de ses anciens camarades.

L'effet de ces défaites triomphantes est de courte durée

Il est vrai que d'autres camarades ont vu dans une certaine campagne liée au stockage des blés des symptômes de bonne santé révolutionnaire, une preuve de ce que les réflexes de classe sont encore vivants dans le parti.

Tout récemment encore, le camarade Ichtchenko m'écrivait (ou plus exactement écrivait dans les thèses qu'il aura certainement envoyées aussi aux autres camarades) que le stockage des blés et l'autocritique sont le résultat de la résistance de la partie prolétarienne du parti et de la direction (10).

Malheureusement, il faut bien le dire, ce n'est pas vrai. Ces deux faits résultent d'une combinaison arrangée dans les sphères supérieures et qui n'est pas due à la pression de la critique ouvrière : c'est pour des considérations de caractère politique, parfois de groupe, je dirais de "fraction", qu'une partie des sommets du parti a suivi cette ligne de conduite.

On ne peut parler que d'une seule pression prolétarienne, celle qui a eu à sa tête l'Opposition. Mais il faut le dire nettement : cette pression n'a pas été suffisante pour maintenir l'Opposition dans le parti et a fortiori elle n'est pas parvenue à modifier la position de ce dernier.

Je suis d'accord avec Léon Davidovitch, qui a montré, par une série d'exemples indiscutables, le rôle révolutionnaire, réel et positif qu'ont joué par leur défaite certains mouvements révolutionnaires comme la Commune de Paris ou l'insurrection de décembre 1905 à Moscou.

La première a assuré le maintien de la forme républicaine de gouvernement en France, la deuxième a ouvert la voie aux réformes constitutionnelles en Russie. Toutefois, l'effet de ces défaites triomphantes est de courte durée si elles ne sont pas relayées par une nouvelle vague révolutionnaire.

Ce qui est le plus attristant, c'est qu'aucun réflexe ne se produit de la part du parti et des masses. Pendant deux ans, il s'est déroulé une lutte acharnée entre

l'Opposition et les sphères dirigeantes du parti. Au cours des deux derniers mois, il s'est produit des événements qui sont capables d'ouvrir les yeux au pire des aveugles. Pourtant, on ne sent pas que la masse du parti soit encore intervenue.

Aussi le pessimisme dont font preuve certains camarades, et que je sens percer aussi sous vos questions, est-il compréhensible.

Une seule phrase où perce l'amertume du révolutionnaire

Babeuf (11), à sa sortie de la prison de l'Abbaye, après avoir jeté un regard autour de lui, commença à se demander ce qu'était devenu le peuple de Paris, les ouvriers des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, ceux qui prirent la Bastille le 14 juillet 1789, le Palais des Tuileries le 10 août 1792, qui assiégèrent la Convention le 30 mai 1793 — sans parler de leurs nombreuses autres interventions armées ; il résuma ses observations en une seule phrase où perce l'amertume du révolutionnaire : "*Il est plus difficile de rééduquer le peuple dans l'attachement à la Liberté que de conquérir cette dernière.*"

Nous avons vu pourquoi le peuple de Paris avait désappris l'attrait de la liberté : la famine, le chômage, l'élimination des cadres révolutionnaires (beaucoup de chefs avaient été guillotines), l'éloignement des masses de la gestion du pays. Tout cela provoqua une usure si forte, physique et morale, de la masse, que le peuple de Paris et du reste de la France eut besoin de trente-sept ans de repos avant de recommencer une nouvelle révolution.

Babeuf formula son programme en deux mots (je parle ici de son programme de 1794) : "*Liberté et Commune élue.*"

(10) A. G. Ichichenko était engagé alors sur la voie de la capitulation.

(11) Babeuf avait été emprisonné sous Robespierre et libéré après sa chute.

Leur popularité imaginaire

Ici, je dois faire un aveu : je ne me suis jamais laissé emporter par l'espoir qu'il suffirait aux chefs d'apparaître dans les assemblées du parti et les réunions ouvrières pour entraîner avec eux la masse du côté de l'Opposition. J'ai toujours considéré de telles espérances, qui venaient du côté des chefs de Leningrad (12), comme une survivance de l'époque où ils prenaient les ovations et les applaudissements officiels pour l'expression du sentiment véritable des masses en les attribuant à leur popularité imaginaire.

Je dirai plus : c'est cela qui explique, selon moi, le brusque revirement qu'ils ont opéré dans leur conduite (13). Ils étaient passés à l'Opposition en espérant prendre le pouvoir à bref délai. C'est dans ce but qu'ils s'étaient unis à l'Opposition de 1923. Quand un membre du "groupe sans chefs" reprocha à Zinoviev et Kamenev d'avoir abandonné leur allié Trotsky, Kamenev répondit : *"Nous avons besoin de Trotsky pour gouverner ; pour rentrer dans le parti, il constitue un poids mort."*

Il aurait pourtant fallu prendre comme point de départ, comme prémisses, que l'œuvre d'éducation du parti et de la classe ouvrière est une œuvre difficile et de longue haleine, d'autant plus que les cerveaux doivent encore être nettoyés de toutes les impuretés qu'y ont introduit notre pratique des soviets et du parti et la bureaucratie de ces mêmes institutions.

La conception la plus fausse des tâches

Il ne faut pas perdre de vue que la majorité des membres du parti (sans parler des jeunes communistes) ont la conception la plus fausse des tâches, des fonctions et de la structure du parti, à savoir la conception que la bureaucratie leur enseigne par son exemple, sa conduite pratique et ses formules à l'emporte-pièce. Tous les ouvriers qui sont

entrés dans le parti après la guerre civile ont adhéré dans leur grande majorité après 1923 (promotion Lénine) (14) et n'ont aucune idée de ce qu'était autrefois le régime du parti. La majorité d'entre eux est dépourvue de l'éducation révolutionnaire de classe qui s'acquiert dans la lutte, dans la vie, dans la pratique consciente. Autrefois, cette conscience était obtenue dans la lutte contre le capitalisme ; maintenant, elle devrait se former en participant à la construction du socialisme. Mais, notre bureaucratie ayant fait de cette participation une simple phrase creuse, les ouvriers n'acquièrent nulle part cette éducation. J'exclus évidemment — comme étant un moyen anormal d'éducation de classe — le fait que notre bureaucratie, en diminuant les salaires réels, en aggravant les conditions de travail, en favorisant le développement du chômage, provoque les ouvriers à la lutte et éveille leur conscience de classe, mais celle-ci est alors hostile à l'Etat socialiste.

L'action corruptrice des privilèges

Dans la conception de Lénine et celle que nous avons tous, la tâche de la direction du parti était précisément de préserver le parti et la classe ouvrière de l'action corruptrice des privilèges, des faveurs et des tolérances inhérentes au pouvoir en raison du contact de celui-ci avec les débris de la vieille noblesse et de la petite bourgeoisie. Il fallait prévenir l'influence perverse de la Nep, la tentation des mœurs et de l'idéologie bourgeoises.

En même temps, nous avons l'espoir que la direction du parti créerait un nou-

(12) Ce sont Zinoviev et Kamenev que Rako appelle ici "les chefs de Leningrad" (en réalité les chefs de l'Opposition de Leningrad de 1925).

(13) Rako fait allusion à la capitulation de Zinoviev et Kamenev devant Staline dans le cours du XV^e Congrès, puis à leur dénonciation de l'Opposition de gauche au début de 1928.

(14) C'était la XIII^e Conférence du parti qui avait décidé, à la suite de la mort de Lénine et de la défaite de l'Opposition, de recruter massivement 200 000 ouvriers de l'industrie qui devaient constituer la "promotion Lénine" et étaient admis à toutes les responsabilités sans stage. Cette masse politiquement arriérée noya le vieux parti.

vel appareil réellement ouvrier et paysan, de nouveaux syndicats réellement prolétariens et de nouvelles mœurs dans la vie quotidienne.

Il faut le dire franchement, nettement, ouvertement : l'appareil du parti n'a pas accompli cette tâche, il a fait preuve, dans ce double rôle de préservation et d'éducation, de l'incapacité la plus totale. Il a fait banqueroute. Il a fait faillite.

Nous étions depuis longtemps convaincus, et les derniers mois doivent l'avoir démontré à tous, que la direction du parti marchait dans une voie extrêmement dangereuse. Elle continue toujours à marcher dans cette voie.

Les reproches que nous lui adressons ne concernent pas, si l'on peut dire, le côté *quantitatif* de son œuvre, mais bien son côté *qualitatif*. Il faut souligner ce point si nous ne voulons pas qu'on nous submerge de nouveau de chiffres concernant les succès infinis et intégraux obtenus par l'appareil des soviets et du parti.

Il faut en finir avec ce charlatanisme statistique. Ouvrez le compte rendu du XV^e Congrès du parti. Lisez le rapport de Kossior (15) sur [l'activité d'organisation. Qu'y trouve-t-on ? Je cite textuellement : "*Croissance énorme de la démocratie au sein du parti... L'activité d'organisation du parti s'est énormément étendue*", etc.

L'épouvantable désagrégation de l'appareil du parti

Et alors, évidemment, à l'appui : des chiffres, des chiffres et encore des chiffres. Et l'on disait cela au moment où il y avait dans les cartons du comité central des dossiers témoignant de l'épouvantable désagrégation de l'appareil du parti et des soviets, de l'étouffement de tout contrôle des masses, d'une effrayante oppression, des persécutions, de la terreur jouant avec la vie et l'existence des militants et des ouvriers.

Voici comment la *Pravda* du 11 avril caractérise notre bureaucratie : "*Les élé-*

ments fonctionnaristes, hostiles, paresseux, incapables et hautains, sont en mesure de chasser d'URSS les meilleurs inventeurs soviétiques si nous ne les frappons pas de toute notre énergie, notre résolution implacable, etc."

Pourtant, connaissant notre bureaucratie, je ne serais pas étonné de lire ou d'entendre de nouveau quelque part parler de l'"énorme" et "colossale" croissance de l'esprit d'activité des masses du parti, du travail d'organisation du comité central implantant la démocratie...

J'estime que la bureaucratie du parti et des soviets qui existe actuellement continuera avec le même succès à cultiver autour d'elle des abcès purulents malgré les bruyants procès qui ont eu lieu le mois dernier.

Cette bureaucratie ne changera pas du fait qu'elle aura été épurée. Je ne nie évidemment pas, en l'occurrence, l'utilité et l'absolue nécessité de cette épuration. Je veux simplement souligner qu'il ne s'agit pas seulement de changer de personnel, mais surtout de modifier les méthodes.

Les trois quarts de l'appareil doivent être licenciés

A mon avis, la première des conditions pour que notre direction du parti puisse exercer un rôle éducateur, c'est de réduire les dimensions et les fonctions de cette direction.

Les trois quarts de l'appareil doivent être licenciés. Les tâches du quart restant doivent se voir assigner des limites sévèrement déterminées ; cela s'appliquera aussi aux tâches, fonctions et droits des organes centraux.

Les membres du parti doivent retrouver leurs droits qui ont été piétinés et recevoir des garanties sûres contre l'arbitraire auquel nous ont habitué les couches supérieures.

(15) Il s'agit évidemment de S. V. Kossior (1889-1939), alors suppléant du bureau politique et vice-président du Conseil des commissaires du peuple, non de son frère V. V. Kossior, membre de l'Opposition de gauche et déporté.

L'antisémitisme, la xénophobie, la haine contre les intellectuels

Il est difficile de s'imaginer ce qui se passe chez les cadres inférieurs du parti. C'est surtout dans la lutte contre l'Opposition que se sont manifestées la médiocrité des idées de ces cadres, ainsi que l'influence corruptrice qu'ils exercent sur la masse ouvrière du parti. S'il y avait encore au sommet de celui-ci une certaine ligne de conduite du point de vue idéologique, une ligne erronée et sophiste, mêlée certes d'une bonne dose de mauvaise foi, en revanche, aux échelons inférieurs, on a utilisé contre l'Opposition, sans retenue, des arguments démagogiques. Les agents du parti ne se sont pas gênés pour exploiter l'antisémitisme, la xénophobie, la haine contre les intellectuels, etc.

Je considère que toute réforme du parti qui reposera sur la bureaucratie du parti sera utopique.

Je me résume : tout en constatant avec vous l'absence d'esprit d'activité de la masse du parti, je ne vois à ce phénomène rien d'étonnant. Il est le résultat de tous les changements qui se sont opérés dans le parti et dans le prolétariat lui-même. Il faut réduire la masse ouvrière et la masse du parti dans les cadres du

parti et des syndicats. Ce processus en lui-même est difficile et de longue durée, mais il est inévitable, il a déjà commencé.

La lutte de l'Opposition, l'exclusion de centaines et de centaines de camarades, les prisons, les déportations, tout en n'ayant pas encore fait beaucoup pour l'éducation communiste de notre parti, ont, en tout cas, agi beaucoup plus que tout l'ensemble de l'appareil. Au fond, il n'y a même pas lieu de comparer ces deux facteurs : l'appareil dépensait le capital du parti laissé par Lénine, non seulement de façon inutile, mais de façon nuisible. Il démolissait, tandis que l'Opposition construisait.

Jusqu'à présent, j'ai raisonné en faisant abstraction des faits de notre vie économique et politique qui ont été analysés dans la plate-forme de l'Opposition. Je l'ai fait à dessein, car j'avais pour objectif de signaler les modifications qui s'étaient produites dans la composition et la psychologie du parti en liaison avec la conquête du pouvoir lui-même. Cela a pu donner à mon exposé un caractère unilatéral ; mais, sans cette analyse préliminaire, il serait difficile de comprendre l'origine des fautes politiques et économiques commises par notre direction à l'égard des paysans et dans les questions ouvrières de l'industrialisation, du régime intérieur du parti et enfin de l'administration de l'Etat.

Les intertitres sont de la rédaction.

**Christian
Coudène :
Münzenberg
était-il vraiment
un “artiste
en révolution” ?**

En 1938, Willy Münzenberg, ancien secrétaire de l'Internationale des Jeunes socialistes, puis secrétaire de l'Internationale des Jeunes communistes, membre du comité central du KPD (le Parti communiste allemand), puis chargé par l'Internationale communiste des entreprises de presse, cinéma, spectacles divers et autres entreprises de propagande, réfugié à Paris après l'arrivée de Hitler au pouvoir, refuse prudemment de répondre à une convocation à Moscou. En juin 1938, il est exclu du comité central du KPD.

Trotsky, alors au Mexique, commente cette nouvelle en affirmant : *“Cette mesure n'est naturellement pas autre chose que la préparation de l'exclusion de Münzenberg du parti. Les bureaucrates agissent avec prudence, car Münzenberg sait trop de choses. Mais, dépourvu de courage politique, Münzenberg laisse faire, c'est-à-dire permet de réaliser cette exclusion par échéances successives. Il croit peut-être obtenir de cette manière la grâce du Guépéou. On voit bien comment des diplomates madrés et rusés et des bureaucrates manœuvriers s'avèrent bien maladroits et stupides lors d'une crise décisive. La seule issue pour Münzenberg, comme le montrent les exemples de W. Krivitsky et A. Barmine, est de rompre ouvertement ses liaisons avec le Guépéou, dénoncer ouvertement ses crimes et se mettre sous la protection de l'opinion publique. Mais il est à croire que Münzenberg ne le fera pas. Il va finir par payer cher son manque de courage et de fermeté politique. C'est d'ailleurs son affaire”* (Trotsky, *Œuvres*, tome 18, pp. 51-52).
Le Guépéou abattra Münzenberg en 1940.



Willy Münzenberg (1889-1940).

A propos d'une biographie d'Alain Dugrand et Frédéric Laurent (1)

LA présentation en page de couverture se termine ainsi : *“Willy Münzenberg est assassiné par des agents staliniens dans une forêt de l’Isère en juin 1940. Il paie de sa vie l’audace de s’être opposé aux deux totalitarismes de son siècle.”*

Or si le livre tente de soutenir cette thèse, les faits rapportés parlent d’eux-mêmes. Münzenberg ne rompit avec le stalinisme qu’à la veille de la signature du pacte Hitler-Staline, en août 1939. Dirigeant important du KPD et de l’Internationale communiste, il cautionna donc la répression des différentes oppositions à Staline, sa politique criminelle en Allemagne. Il se trouve en 1937 menacé d’exécution comme tous les vieux bolcheviks, ce qui l’oblige à rompre malgré lui avec Staline.

On ne peut pas dire, donc, qu’il s’est opposé au totalitarisme stalinien, il fut même une de ses meilleures cautions.

Ce livre est une biographie, mais la vie de Münzenberg est tellement liée à l’histoire du mouvement ouvrier que les auteurs ont dû redonner tout au long de leur texte des fragments d’histoire. La tragédie des communistes et du prolétariat allemand est totalement inscrite dans la vie de cet homme. Sa biographie est donc pleine d’enseignements. Les auteurs ont cherché à en rendre compte de manière détaillée.

Sa vie présente un autre aspect : jeune militant socialiste engagé aux côtés de Liebknecht dès 1907, passé en Suisse pendant la guerre, il rejoint Lénine et

construit l’Internationale des jeunes contre la guerre ; il sera un dirigeant célèbre de l’Internationale communiste et du KPD. Son itinéraire est caractéristique de toute la période du Thermidor soviétique. Mais les auteurs (deux journalistes) sont incapables de comprendre ce problème. Ils ont mené l’enquête sur sa vie et les événements qu’il traverse. Ils bâtissent leur récit avec des flash-back et des raccourcis cinématographiques, formes littéraires qui conviennent bien au roman, mais peuvent être dangereuses dans le récit historique si l’on met sur le même plan des situations complètement modifiées par le cours de l’histoire. Or rendre le cours de “Thermidor” exige de respecter scrupuleusement le déroulement chronologique pour ne pas faire de contresens.

Nous verrons qu’ils ne sont pas parvenus à restituer la complexité de la période et du personnage.

Un rôle particulier dans l’Internationale

En construisant l’Internationale des jeunes socialistes contre la guerre, Münzenberg a tissé de nombreux liens internationaux à partir de la Suisse dès 1915, où il travaille avec Zinoviev et Lénine, et en 1918 il rejoint les spartakistes, participe à la fondation du KPD, puis en

(1) *Willy Münzenberg, artiste en révolution. 1889-1940.* Fayard, 2008.

1919 de l'Internationale communiste. Il sera député au Reichstag jusqu'en 1933 et membre du comité central du KPD jusqu'en janvier 1939.

En 1921, il est chargé d'organiser la campagne de soutien à l'URSS confrontée à une terrible famine : il développe alors des liens avec de nombreux artistes, écrivains, organisations d'entraide qui acceptent, sans être d'accord avec les communistes, d'aider l'URSS à surmonter cette terrible situation. Puis, il organise dans la foulée le Secours ouvrier international, destiné à aider à sauver de la prison ou de la mort les militants communistes victimes de la répression partout dans le monde. Son travail lui donne alors de nombreux contacts avec les milieux intellectuels, les personnalités célèbres (d'Einstein à Romain Rolland), qu'il va associer à des initiatives multiples. Il fonde des journaux, des revues, des studios de cinéma, dans lesquels s'exprime toute la fine fleur des artistes allemands ou russes. C'est l'époque où foisonnent de nouvelles tendances de l'art en toute indépendance, produit de la vague révolutionnaire de l'après-guerre. Il devient ainsi à la fois un protecteur des artistes et des intellectuels, et un organisateur des grandes campagnes internationales de défense des droits des militants ouvriers dans le monde. Le livre donne les noms des très nombreux intellectuels qui seront en contact avec lui. Ses journaux, par la qualité des artistes qui y participent, ont beaucoup de succès.

Dans un chapitre intitulé "*L'ascension des commis de bureau*", le livre date la mainmise de la clique de Staline sur l'Internationale communiste de 1928 avec le remplacement de Boukharine par Molotov. En fait, depuis 1924, la bureaucratie s'est développée, et en 1927 l'opposition est muselée, Zinoviev et Kamenev capitulent, Trotsky est exilé. Le Thermidor soviétique a commencé dès la mort de Lénine. Münzenberg, dès lors, applique les directives de Staline, utilisant ses contacts pour appuyer la diplomatie du Kremlin.

A plusieurs reprises, les auteurs parlent de Thermidor comme d'un truc.

Exemple, page 442 : à l'occasion de la campagne pour sauver Victor Serge (campagne qui ne doit rien à Münzenberg), on lit : « *Proche collaborateur de Zinoviev, il rejoint finalement l'opposition de gauche incarnée par Léon Trotsky, un intellectuel de son calibre. Critique acéré de la bureaucratie stalinienne et de ce qu'il nomme "Thermidor", Serge, exclu du parti en 1928, est dès lors constamment surveillé.* » Le style a aussi sa fonction dans un livre. Ce genre de raccourci n'est pas innocent. En fait, Victor Serge a combattu dans les rangs de l'opposition, et, lors de la capitulation de Zinoviev et Kamenev, il continue le combat avec Trotsky. Le terme de "Thermidor" n'est pas une invention de Serge, il a été l'objet de discussion dans le Parti bolchevique constamment depuis 1922. Lénine l'utilisait. Ne pas comprendre ce terme et ce débat, c'est s'interdire de comprendre, et donc de rendre compte de la vie d'un Münzenberg.

C'est le grand défaut de ce livre. Il donne des détails nombreux et intéressants d'un phénomène que ses auteurs n'arrivent pas à cerner. Ils se sont beaucoup appuyés sur les souvenirs de la compagne de Münzenberg parus en 1967, et de ceux de sa sœur, Margarete Buber-Neumann (*Dans les prisons de Staline et de Hitler*, paru en 1947, et *La Révolution mondiale*, de 1964). Les auteurs ne semblent pas comprendre que Staline gardait en prison Margarete pour faire pression sur Willy, et celui-ci ne saura pas que sa belle-sœur a été livrée par Staline aux nazis en 1939 comme cadeau lors de la signature du pacte. Staline a certainement dégusté sa vengeance contre Münzenberg par ce biais.

Pourtant, il fut un serviteur zélé de Staline

Lorsque Thaelmann est désavoué à l'unanimité par la direction du KPD pour prévarication, en 1928, Staline impose qu'il soit rétabli à la tête du parti et casse ainsi toute velléité d'indépendance de la direction allemande. Münzenberg s'incline. Lorsque Staline impose le soutien du KPD au plébiscite nazi contre le

SPD, Münzenberg, qui est contre, se soumet, et ses journaux entonnent les slogans staliniens qui désignent le SPD comme l'ennemi principal. Après 1933, réfugié à Paris, il lance une campagne internationale de dénonciation des nazis après l'incendie du Reichstag, révèle l'ampleur et la violence de la répression nazie contre le mouvement ouvrier. L'écho est énorme et aboutit à l'échec du procès monté contre le KPD et l'Internationale communiste, Dimitrov sera acquitté.

En revanche, il se tait sur la terrible responsabilité de Staline dans la victoire d'Hitler. Le livre est silencieux sur les conséquences de cette position : sa campagne contre les nazis va être utilisée par les staliniens pour étouffer toute discussion en martelant : comment, vous osez critiquer des hommes qui subissent une telle répression, une telle terreur ? face à Hitler, il n'y a qu'un espoir l'URSS, qui-conque critique Staline fait le jeu d'Hitler. Cet amalgame entre défense de l'URSS et défense de Staline est engagé sous le couvert du rassemblement antifasciste. Les staliniens vont répéter : Trotsky fait le jeu d'Hitler, puis Trotsky est un agent d'Hitler.

Dès que Staline décide la politique des fronts populaires, Münzenberg se place aux avant-postes de cette politique. Bien sûr, elle ressemble à la politique du front unique ouvrier, mais elle en est l'exact contraire. En 1935, Staline signe un accord avec le Premier ministre français, Laval. Les PC doivent devenir les piliers d'une coalition avec la bourgeoisie pour accompagner l'alliance que Staline recherche avec l'Angleterre et la France contre l'Allemagne. Afin de plaire au gouvernement anglais conservateur de Chamberlain, qui est favorable à Hitler, il faut empêcher toute action indépendante de la classe ouvrière. Mais la vague révolutionnaire qui touche la France et l'Espagne en juin-juillet 1936 rend cette politique difficile. Staline envoie alors en Espagne le NKVD pour liquider en masse les militants qui veulent défendre la révolution qui se dresse contre Franco. Le grand déploiement des comités des intellectuels contre le fascisme ou autres regroupements à l'initiative

de Münzenberg sert de couverture pour la répression stalinienne contre le mouvement ouvrier, qui se déchaîne tout particulièrement contre les partisans de la IVe Internationale. En effet, après la déroute allemande, la révolution espagnole suscite de grands espoirs et l'engagement antifasciste donne l'illusion que Staline revient vers une politique de défense de la révolution.

En août 1936, c'est le premier procès de Moscou. Münzenberg connaît bien Zinoviev, avec qui il a travaillé dès 1915 à Zurich. Il se tait encore. Pourtant, peu avant, il a quitté l'URSS, difficilement, sachant qu'il risquait l'arrestation, et dorénavant il ne répondra plus aux invitations à revenir à Moscou qu'on lui envoie de manière de plus en plus pressante. Il ne quitte pas le KPD et l'Internationale communiste ni en 1937 ou 1938, lors des deuxième et troisième procès de Moscou ou de la purge des officiers de l'Armée rouge. Dans le livre, il est fait état d'une lettre qu'il a envoyée à Dimitrov et où il fait l'éloge de Staline dans cette sombre période d'extermination de tous les vieux bolcheviks qu'il a bien connus. Les auteurs sont embarrassés et lui cherchent des excuses. Ce n'est pourtant que l'attitude de nombreux dirigeants qui, comme Boukharine, par exemple, espèrent la clémence du dictateur pour l'avoir servi fidèlement. Peut-être veut-il aussi protéger sa belle-sœur, qui lui a appris que son mari, H. Neumann, a été arrêté.

La question qui ressort de tout le récit de sa vie, c'est bien : comment un révolutionnaire courageux, un internationaliste plein de talent, un bolchevik de la première heure, a-t-il pu se faire le fossoyeur de la révolution, détruire tout ce qu'il avait construit en se soumettant à Staline ?

Aucune réponse dans le livre.

Voici celle de Trotsky (écrite en 1937, elle est publiée en préface au livre Elsa Poretzky, *Les Nôtres*, Denoël 1969) :

« *La mort d'Ignace Reiss est profondément tragique. Sa rupture avec le Comintern et le Guépéou avait révélé le révolutionnaire courageux qu'il était. Il*

connaissait mieux que tout autre les conséquences de son passage du camp des gangsters thermidorien dans celui de la révolution. Seules des convictions idéologiques profondes ont pu dicter à Reiss sa conduite et cela seul mérite de lui attirer le respect de tout ouvrier pensant.

Mais un problème se pose : comment et pourquoi Reiss a-t-il pu continuer à travailler pour le Guépéou pendant ces dernières années, alors que Thermidor triomphait sur toute la ligne, alors que la bureaucratie avait cessé d'hésiter devant n'importe quel crime ? Chacun connaissait la putréfaction du stalinisme, les mensonges et la déloyauté de Staline. Les collaborateurs du Guépéou pouvaient moins que quiconque nourrir des illusions à cet égard. Ignace Reiss avait derrière lui près de deux décennies d'activité dans les rangs du parti. Ce n'était donc pas un novice. De plus, l'activité de Reiss au cours des derniers mois a montré que le souci de son confort personnel ne pouvait dicter sa conduite. Les carriéristes n'entrent pas dans les rangs de la IVe Internationale, qui constitue aujourd'hui le courant le plus farouchement pourchassé de l'histoire du monde. La guerre approche. De nouvelles persécutions attendent les internationalistes. Et Reiss ne pouvait pas ne pas le comprendre. Mais dès lors, comment a-t-il pu rester aussi longtemps dans le même camp que les Iadoga, les Ejov, les Dimitrov, et Caïn Djougachvili ?

Reiss, il est vrai, travaillait à l'étranger, face à face avec le monde capitaliste. Cette circonstance lui facilitait psychologiquement la collaboration avec l'oligarchie thermidorienne. Le problème n'est pourtant pas là. Reiss ne pouvait ignorer ce qui se passait en URSS. Et cependant, il fallut les procès de Moscou, et non seulement le premier, mais aussi le second, pour que Reiss se décide à rompre. On peut supposer que dans la bureaucratie, l'état d'esprit de Reiss n'est pas exceptionnel. Ses semblables méprisent leur milieu. Ils haïssent Staline. Et ils continuent à traîner leur boulet...

Une pareille faculté d'adaptation s'explique par le caractère même de

Thermidor, réaction lente, rampante, enveloppante. Le révolutionnaire se voit entraîné peu à peu, imperceptiblement, dans le complot contre la révolution. Chaque année qui passe renforce ses liens avec l'appareil et creuse le fossé qui le sépare des masses travailleuses. La bureaucratie, surtout celle du Guépéou, vit dans une atmosphère artificielle qu'elle se crée pour elle-même. Chaque accommodement avec la conscience révolutionnaire prépare un accommodement plus grand pour le lendemain et, par là, accroît la difficulté d'une rupture. A cela s'ajoute l'illusion que ses accommodements visent à servir la "révolution". Les hommes attendent un miracle qui remettrait demain la politique de la clique dirigeante sur ses anciens rails. Ils espèrent, mais continuent à traîner leur boulet (...). »

Thermidor, un mot incompréhensible pour nos deux journalistes

Le Thermidor soviétique commence en 1924, s'achève en 1934. Toute analogie a ses limites. Elle est utile à condition de bien analyser les particularités de chaque situation, car l'histoire ne se répète jamais.

Après la chute de Robespierre, le 9 thermidor, s'ouvre une période de réaction contre les conquêtes de la révolution qui procède à tâtons, en zigzag, les coups de barre à droite entraîne les menaces de restauration monarchistes, d'où un coup de barre à gauche, mais la pente est descendante toujours vers la réaction jusqu'au coup d'Etat militaire du 18 brumaire, dix ans après 1789. Il faudra deux à trois ans encore à Napoléon Bonaparte pour établir sa nouvelle aristocratie, tout en maintenant une grande partie des bases sociales de la révolution.

Les bolcheviks, qui connaissaient bien la Révolution française, ont considéré que le danger thermidorien était important. A partir de 1923, l'isolement de la révolution russe après les défaites de la révolution en Allemagne, Autriche,

Hongrie, Italie, renforce les tendances réactionnaires. Mais jusqu'en 1933, une nouvelle vague révolutionnaire en Europe pouvait modifier bien des choses. L'écrasement du prolétariat allemand par Hitler modifie brutalement les rapports entre les classes dans le monde. En URSS, bien que les dirigeants de la révolution soient surveillés, emprisonnés ou expulsés, ils sont toujours vivants. Devant l'aggravation des tensions internes (révolte sourde des ouvriers et des paysans contre les privilégiés) et externes (menace de guerre et krach financier), Staline passe à l'extermination de toute la génération qui a connu la révolution d'Octobre pour asseoir définitivement le pouvoir de la nouvelle aristocratie des parvenus après l'assassinat de Kirov.

Lénine avait le premier saisi le problème, mais ne put achever son combat contre Staline (notons que dans le livre, les faits sont déformés de telle sorte que Lénine semble le grand responsable du stalinisme : une falsification tellement courante...).

Trotsky, analysant le processus en cours après 1923, se réfère à Thermidor. Jusqu'en 1933, il cherche à modifier par le combat politique l'orientation de l'Internationale, transformée peu à peu en instrument de la bureaucratie de Moscou. L'impossibilité d'obtenir la moindre discussion sur le bilan de la catastrophe allemande convainc Trotsky que la Troisième Internationale, comme la deuxième, est passée du côté de l'ordre bourgeois. Il est urgent d'en bâtir une autre.

La vie de Münzenberg illustre les liens multiples entre la révolution allemande et la révolution russe. La nécessité pour la bureaucratie de museler, puis détruire l'Internationale tient à la tenace résistance qui se développa à la politique stalinienne dans toutes les sections. Lorsque éclate le coup de tonnerre du premier procès de Moscou, Trotsky vient de publier à Paris, chez Grasset, *La Révolution trahie*, ouvrage où il analyse le mé-

canisme de constitution de la caste bureaucratique et appelle à la révolution politique contre le régime pour sauver l'URSS.

Le succès des initiatives de Münzenberg auprès des artistes et compagnons de route de l'Internationale communiste, dans les années 1920, tient non seulement à son talent, mais aussi à l'énorme attrait de la révolution russe. Par la suite, ses campagnes furent une couverture de la politique étrangère de la bureaucratie et cela s'est fait "*peu à peu, imperceptiblement*". Trotsky s'était opposé, au bureau politique du Parti communiste d'URSS, à une proposition de corrompre la presse des pays capitalistes comme le faisaient les ministres du tsar. Il est bien évident que, par la suite, Staline a repris la méthode pour amadouer les écrivains, ce que dénoncera Panaït Istrati dans son livre sur l'URSS en 1929 (*Vers l'autre flamme*). Les droits d'auteur payés à certains écrivains expliquaient leurs sympathies pour la bureaucratie du Kremlin. Münzenberg fut au cœur de ce système, et ce livre, curieusement, n'en parle pas. Pourtant, c'est une des voies par laquelle "*le révolutionnaire se voit entraîné peu à peu dans le complot contre la révolution*".

Sur la pente de la réaction thermidorienne, Münzenberg a glissé jusqu'au bout. Le pacte Hitler-Staline fut trop dur à avaler pour lui, qui avait vécu de près le nazisme. Mais son attitude fut un maillon de la chaîne des capitulations qui conduisit à l'extermination des révolutionnaires par Staline. En 1933, Staline n'est pas encore en position de pouvoir faire tout ce qu'il veut. Münzenberg, en cautionnant la politique stalinienne en Allemagne, a contribué au massacre de la génération d'Octobre à partir de 1936. Il en sera lui aussi une victime. Le récit de sa fin dans le livre est parfaitement raconté avec de nombreux détails, dont une Geneviève Tabouis en encrier de Staline.

Christian Coudène

Annexe

Quelques points de repère...

“Son aide à la lutte contre le trotskysme”

— En 1929 paraît une autobiographie de Münzenberg, *Le Troisième Front*. Staline a éliminé toute opposition dans le parti et dans l'Internationale, imposant des changements d'orientation très brusques en fonction des besoins à court terme de la bureaucratie. Elle se conclut par une citation d'un écrit du bureaucrate en chef de l'Internationale communiste, Kuusinen : la plus importante contribution du mouvement de la jeunesse “réside dans son aide à la lutte contre le trotskysme et, aujourd'hui, contre les déviations de droite”. C'est l'allégeance complète à Staline et à sa politique en Allemagne.

— En 1931, le 6 avril, dans son journal, *Berlin am Morgen* (“Le Matin à Berlin”), il appuie le plébiscite nazi qui a pour objectif de faire tomber le gouvernement SPD du Land de Prusse, car les nazis sont furieux que la police de Berlin dirigée par les sociaux-démocrates ne leur soit pas aussi favorable que dans les autres Länder. Ce plébiscite sera un échec, une bonne partie des électeurs communistes ne prenant pas part au vote, mais il servira le SPD, qui pourra dénoncer le KPD, et démoralisera aussi les militants socialistes et communistes qui aspiraient à l'unité contre les nazis. C'est Heinz Neumann qui sera chargé par Staline de faire avaler cette énorme coulèvre au comité central du KPD. Neumann avait été chargé par Staline d'organiser l'insurrection de Canton en 1927, qui servit à étouffer toute discussion sur le soutien de Staline au Kouo-min-tang. Après le massacre des communistes de Shanghai par Tchang Kai-shek, l'aventure de Canton livra encore les communistes à la répression, mais permit à Staline de lancer un communiqué de victoire à l'ouverture du congrès sur la prétendue commune de Canton, qui avait déjà été écrasée lorsque le communiqué fut rédigé à Moscou. Neumann était très lié

à Münzenberg, car leurs compagnes étaient sœurs.

Il défendait une ligne de bugne à bugne quasi militaire contre les nazis, c'est pourquoi Staline l'a chargé de faire avaler l'appui au plébiscite nazi. En 1932, dans une conversation avec Staline, Neumann est très étonné : le grand guide lui dit que ce n'est pas une catastrophe si Hitler arrive au pouvoir, car il voudra liquider le traité de Versailles et sera une épine dans le pied de l'Angleterre.

Il est écarté de la direction du KPD en 1932, mais ne cherche qu'à récupérer la confiance de Staline. Sa compagne, Margarete Buber Neumann, a raconté son effondrement progressif dans l'enfer des années 1933-1937 : réfugié en Suisse, extradé vers l'URSS, arrêté en 1937 et liquidé par le NKVD. Münzenberg n'ignorait rien de tout cela.

Trotsky “fasciste contre-révolutionnaire”

— Dans *Der Rote Aufbau* (“L'Organisateur rouge”), daté du 15 février 1932, Münzenberg signe un article intitulé “La proposition fasciste de Trotsky de la construction d'un bloc du Parti communiste allemand avec le parti social-démocrate”. Il qualifie Trotsky de “fasciste contre-révolutionnaire”. Léon Sedov, qui vit à Berlin, en informe Trotsky.

— Carl Ossietsky, condamné à 18 mois de prison sous la République de Weimar pour avoir dénoncé le réarmement de l'armée, avait publié dans son journal *Die Neue Weltbiene*, de Vienne, des articles de Trotsky sur l'Allemagne où celui-ci combattait la politique de Staline et défendait le front unique ouvrier SPD-KPD contre Hitler. Une société financière liée au groupe de presse Münzenberg organise le rachat de ce journal. Son rédacteur est alors renvoyé et tout article de Trotsky désormais refusé.

**Il répète
la formule du KPD :
“Après Hitler,
ce sera nous”**

— Un an après l'arrivée d'Hitler au pouvoir et alors que le KPD est décimé, Münzenberg déclare dans une conférence aux Etats-Unis, en juillet 1934 : *“Hitler a devancé le KPD en 1933... Mais Hitler va perdre le pouvoir, dont les travailleurs s'empareront, et alors ils le garderont.”*

Loin de prendre ses distances avec la politique stalinienne, il répète alors la formule du KPD en janvier 1933 : *“Après Hitler, ce sera nous.”*

On remarque aussi que s'il a organisé un contre-procès à Londres pour dénoncer celui des nazis sur l'incendie du Reichstag en Allemagne, il ne remet pas en cause la dénonciation du SPD comme fasciste, la politique du Front populaire n'est pas encore décidée par le Grand Guide.

Au même moment, Trotsky a fait remarquer que, comme témoin au contre-procès de Londres organisé par Münzenberg, est venu l'ancien chef SPD de la police de Berlin, Grzesinsky, et que cette démarche d'un homme dénoncé comme fasciste par le KPD quelque temps avant est la démonstration que le front unique contre Hitler était possible, mais qu'il aurait mieux valu l'engager avant la défaite (Trotsky, *Œuvres*, tome 2).

— En octobre 1937, après le premier et le deuxième procès de Moscou, et alors que Neumann a été arrêté, Münzenberg envoie un télégramme à Dimitrov : *“La seule ligne de conduite de ma politique a été depuis 1914 une fidélité sans faille au groupe Lénine-Staline.”*

Il approuve *“le travail d'épuration des espions et des traîtres”*, c'est-à-dire les procès de Moscou et le massacre de tous les bolcheviks.

Même si on peut penser qu'il manœuvre pour gagner du temps face à l'ordre que le NKVD lui a donné de revenir à Moscou (ou pour protéger sa belle-sœur), c'est encore un refus de rompre.

Quant à la manœuvre, voici ce qu'en pensera Trotsky.

**“Il va payer très cher
son manque de courage
et de fermeté politique”**

— Lorsque Trotsky est informé que Münzenberg serait en délicatesse avec Staline, il réagit ainsi le 7 juin 1938 : *“Les bureaucrates agissent avec prudence, car Münzenberg sait trop de choses. Mais, dépourvu de courage politique, Münzenberg laisse faire, c'est-à-dire qu'il permet d'arriver à réaliser cette conclusion par des échéances successives. Il croit peut-être obtenir de cette manière la grâce du Guépéou. On voit bien comment des diplomates madrés et rusés et des bureaucrates manœuvriers se montrent maladroits et stupides dans une crise décisive. La seule issue pour Münzenberg, comme le montrent les exemples de Krivitsky et de Barnine, est de rompre ouvertement ses liens avec le Guépéou, de dénoncer ouvertement ses crimes et de se placer sous la protection de l'opinion publique. Mais il n'existe pas de raison de penser qu'il va le faire. Au bout du compte, il va payer très cher son manque de courage et de fermeté politique. Mais c'est son affaire.”*

— Il allait payer très cher, et sa belle-sœur plus encore. On reste stupéfait, en lisant le récit de Margarete Buber Neumann, qu'elle ait pu trouver en elle-même le courage de tenir après avoir subi la terreur stalinienne et la déportation, puis la terreur nazie. Le courage politique est lié à la réflexion plus que le courage physique. On connaît largement le passage de ses souvenirs où Margarete décrit ce moment terrible où les communistes allemands découvrent que le NKVD va les livrer aux SS (*Als gefangene bei Stalin und Hitler*, “Prisonnière de Staline et Hitler”).

Voici un autre passage où elle explique ce qui lui permit de remonter la pente au bout du bout des cercles de l'enfer (dans un autre livre, *Milena*) : *« Nous échangeâmes encore quelques paroles pour prendre congé, nous dûmes au revoir et je courus vers ma baraque, ne sachant trop ce qui m'était arrivé. Je demeurai pour le restant de la journée sourde et aveugle à tout ce qui se déroulait autour de moi (...). Ne peut com-*

prendre la violence de mes sentiments que celui qui, un jour, s'est senti absolument seul parmi une foule — et de surcroît dans un camp de concentration. C'est au début du mois d'août 1940 que j'avais été déportée à Ravensbrück. J'avais derrière moi les années de terreur vécues en Union soviétique : arrêtée par le NKVD à Moscou, condamnée à cinq ans de travaux forcés, j'avais été déportée au camp de concentration de Karaganda, au Kazakhstan, puis livrée par la police politique soviétique aux Allemands en 1940. Interrogée pendant des mois par la Gestapo à Berlin, je m'étais finalement retrouvée dans un camp de concentration allemand. Dès le troisième jour de mon arrivée à Ravensbrück, les détenues communistes me firent subir un interrogatoire. Elles savaient que j'étais la compagne de Heinz Neumann et que je ne faisais pas mystère des expériences amères que nous avions faites en Union soviétique. Après l'interrogatoire, elles me collèrent l'étiquette de "traître", affirmant que je répandais des mensonges sur l'Union soviétique. Les communistes exerçant une influence déterminante parmi les détenus de Ravensbrück, l'ostracisme dont elles me frappèrent eut l'effet escompté : les politiques en compagnie desquelles je me trouvais m'évitaient comme si j'étais porteuse de quelque maladie contagieuse. Ce fut donc une Tchèque, Milena Jesenskà, qui la première brisa cet ostracisme : non seulement elle me parla, mais elle m'accorda sa confiance, elle crut en moi. Je remercie le sort de m'avoir conduite à Ravensbrück, car j'y ai rencontré Milena (...). Mais l'amitié que me vouait Milena finit par dépasser les bornes pour les communistes. Leurs porte-parole, Paleckova et Ilse Machova, allèrent lui parler, lui demandant si elle savait que j'étais une trotskyste qui répandait des mensonges infâmes sur le

compte de l'Union soviétique. Milena leur laissa déverser leur haine et répliqua qu'elle avait déjà eu l'occasion de se faire par elle-même une opinion sur mon témoignage concernant l'Union soviétique et qu'elle ne doutait pas que je dise la vérité. Peu après ce premier avertissement, les communistes lancèrent à Milena une sorte d'ultimatum : il fallait qu'elle choisisse entre son appartenance à la communauté tchèque de Ravensbrück et son amitié avec l'Allemande Buber Neumann. Milena fit un choix dont elle mesura d'emblée toutes les conséquences. Elle fut donc, par la suite, en butte à cette même haine fanatique que me vouaient les communistes. »

Milena

Milena était une journaliste célèbre à Prague et Vienne dans les années 1920, elle fut l'amie de Kafka. Elle avait bien connu Otto Rühle, un des députés SPD, qui avait soutenu Liebknecht et voté contre les crédits de guerre dès 1915, puis avait participé à la fondation du KPD et était parti avec les gauchistes au KAPD. Milena avait adhéré au Parti communiste tchèque vers 1930 et l'avait quitté lors du premier procès de Moscou. Elle mourut en 1944 à Ravensbrück et fit promettre à Margarete qu'elle rédigerait un livre sur son expérience de déportée par Staline et Hitler. Le témoignage de Margarete Buber Neumann fut publié en 1947, mais en France il fallut attendre 1985 pour qu'il paraisse en deux morceaux : *Déportée en Sibérie* et *Déportée à Ravensbrück*. Elle avait témoigné en 1949 au procès à Paris de Kravtchenko et fut donc connue à ce moment-là.

Comme dirigeant du KPD, Münzenberg, par son article du 15 février 1932, par son silence en 1936-1937, avait une lourde responsabilité dans cette attitude qu'adoptèrent les détenues communistes allemandes envers Margarete.

**Martemian
Rioutine :
Staline
et la crise
du parti**

Dans ce numéro, nous achevons la publication de l'essentiel du document totalement inédit en français, rédigé en 1932 par le vieux-bolchevik Martemian Rioutine, ancien partisan de Boukharine et à ce titre soutien de Staline jusqu'en 1930. Cette analyse de Staline et de sa politique servait de base théorique au manifeste de l'Union des marxistes-léninistes fondée par Rioutine et un certain nombre d'opposants d'origines diverses, décapitée en septembre 1932 par le Guépéou à la suite d'une dénonciation. Avec le chapitre publié dans ce numéro, les *Cahiers du mouvement ouvrier* auront fourni l'essentiel de ce long document. Rioutine y brosse un portrait psychologique extrêmement fouillé de Staline, "politicien sans principes (...), intrigant et combinard", qu'il qualifie de "fossoyeur de la révolution". Il souligne que le contre-révolutionnaire et le provocateur le plus acharné n'aurait pas fait plus de dégâts dans la révolution que Staline, qui, écrit-il, "remplit objectivement le rôle de traître à la révolution socialiste". Mais Rioutine esquisse une analyse de sa fonction sociale et politique, et de la dégénérescence de la révolution, en affirmant : "Staline est au sommet d'un appareil cent fois plus puissant et ramifié que l'appareil de n'importe quel Etat bourgeois."

Nous avons effectué quelques coupures dans ce long chapitre : soit des répétitions pures et simples, soit des évocations de personnages aujourd'hui complètement oubliés sauf de quelques spécialistes, comme le "philosophe" (prétendu) mais (très réel) policier de la pensée Mitine et quelques-uns de ses pareils que la bureaucratie produisait à jet continu.



“Le véritable léninisme est désormais réduit à la clandestinité”

LA crise du parti n'épargne aucun aspect de la vie du parti. Il trouve son expression d'abord dans la crise théorique.

Le léninisme est actuellement dénaturé et falsifié au point d'en être méconnaissable.

Toute la littérature marxiste-léniniste et l'histoire du parti, y compris l'histoire du Parti bolchevique de Iaroslavski (1), sont de fait interdites. On s'efforce même, par tous les moyens, de châtrer Lénine, de le ramener au niveau stalinien.

En ce qui concerne les publications théoriques de ces deux dernières années, c'est le désert : les éditeurs n'ont rien à publier. Quiconque a un reste de dignité se refuse à écrire, car si on ne cite pas Staline, si on ne l'encense pas, ou bien on n'est pas publié, ou on est, après publication, sévèrement étrillé par une meute de laquais prétendument théoriciens.

La presse se répand en sophismes sur l'achèvement de la construction d'une société socialiste, les gigantesques progrès de l'édification socialiste, l'élévation du niveau de vie des masses, la fonte du kolkhozien, elle ignore totalement et travestit la réalité, n'inspirant que dégoût et indignation à tout lecteur bolchevique honnête qui n'a pas renoncé à penser.

La lourdeur et la médiocrité théorique stalinienne, la défense de sa ligne générale faillie sont un mur que ne peuvent

désormais franchir le léninisme et la dialectique matérialiste.

En pratique, cela signifie l'étouffement complet du léninisme. En pratique, cela signifie que le parti est désormais privé de la possibilité d'utiliser l'arme théorique incomparable du marxisme-léninisme pour résoudre les tâches auxquelles il est confronté.

Le véritable léninisme est désormais réduit à la clandestinité, c'est un enseignement interdit. Ce fait caractérise toute la profondeur de la crise théorique du parti.

Cette crise, cependant, n'est pas un phénomène indépendant. Elle est née de la crise organisationnelle du parti et en est le produit naturel.

A la suite de la lutte interne dans le parti, de l'exclusion d'un groupe dirigeant après l'autre, du renforcement du rôle de l'appareil et du rôle de Staline, renforcement progressif et continu pendant les sept dernières années avec une accélération brutale les deux-trois dernières, le centralisme démocratique — principe d'organisation tout à fait juste et indispensable au parti — s'est mué, transformé en dictature personnelle de

(1) Emelian Iaroslavski (1878-1943) : membre du comité central du Parti communiste soviétique de 1923 à 1930, auteur d'une histoire officielle du parti et de nombreux autres travaux chantant la gloire de Staline, qui le lui reprocha néanmoins au début des années 1930 et le soumit à une auto-critique... pour avoir sous-estimé son rôle historique ! Président de la Société des Sans-Dieu.

Staline. Staline lui-même, à son tour, que Lénine qualifiait, dans son "testament", d'"*insuffisamment loyal*", ce qui signifiait que, bien qu'insuffisamment honnête, il restait un dirigeant prolétarien, s'est transformé en politicard petit-bourgeois aventuriste et en dictateur.

Il s'est créé une situation absolument particulière, originale, sans précédent. D'un côté, formellement, tous les anciens organes de la dictature prolétarienne existent toujours, même s'ils sont en grande partie devenus des instruments hostiles aux masses, au-dessus d'elles, dont le rôle est de les tromper, d'écraser leur aspiration à résoudre les questions de la construction du socialisme dans un esprit léniniste. De l'autre, au-dessus de ces organes, s'élève un dictateur tout-puissant, irremplaçable de fait, incontrôlé, qui ne répond devant personne de ses actes, concentre en ses mains dix fois plus de pouvoir, manifeste envers les masses et le pays dix fois plus d'arbitraire et de mépris qu'aucun monarque absolu du passé.

Pour justifier cette situation, on avance déjà ouvertement une nouvelle théorie dans de nombreuses réunions du parti : l'expérience de la direction collégiale dans le parti n'a pas fait ses preuves ; pour le succès de la construction du socialisme, il faut une main ferme et unique, un chef à la tête du parti et de l'Etat.

Le bureau politique et le comité central, à leur tour, se sont transformés, sous Staline, d'organes souverains du parti en organes consultatifs, dont Staline se moque non moins cyniquement que ne le faisait le tsar de la Douma.

L'intervention "historique" de Staline avec ses fameuses "six conditions" en fournit une éclatante démonstration. Chacun sait que, deux semaines auparavant, s'était tenu un plénum du comité central où Staline, volontairement, n'était pas intervenu. Après la publication des résolutions du plénum, alors que l'appareil venait juste de préparer les thèses pour discussion dans les cellules, Staline prend la parole à une réunion des dirigeants de l'industrie et, aussitôt, dans toute la presse et toutes les réunions du parti, six mois durant, il n'est plus ques-

tion des résolutions du plénum, on ressassé sans fin ses minables six conditions. Aussitôt après l'intervention de Staline, le plénum est oublié, il n'est même plus mentionné, en revanche partout et sur tous les tons, on décline les six conditions. Politiquement, c'est cracher au visage du comité central. "*Je crache sur le comité central* — a signifié Staline dans son intervention —, *veuillez discuter de mon discours et non de ses résolutions.*" Et le bureau politique comme le comité central n'ont rien trouvé de mieux que d'exprimer toute leur satisfaction d'avoir reçu ce crachat et de le qualifier de crachat "*historique*".

On ne peut vraiment pas tomber plus bas.

Le rôle consultatif du comité central s'exprime sous une autre forme encore : il n'est plus jamais question, dans les résolutions, allocutions, dans les articles de la *Pravda*, du comité central tout court, mais obligatoirement du comité central "*dirigé par le camarade Staline*". Cette nouvelle dénomination va de pair avec la réduction de ses droits. Jamais on n'avait employé cette expression ni à l'époque de Lénine ni après. Ce phénomène date de ces deux-trois dernières années et montre clairement le triste rôle qui lui est aujourd'hui dévolu. C'est le même tableau avec les secrétaires régionaux, simples gouverneurs généraux de Staline, et les secrétaires de districts, simples fonctionnaires nommés par les comités régionaux. Les comités du parti n'ont plus, de fait, qu'un rôle consultatif.

Les statuts du parti demeurent formellement, ils n'ont pas été abrogés, mais c'est pour ne pas appliquer et agir à l'inverse même des statuts et des droits qu'ils confèrent aux membres et aux organismes du parti.

Il en va de même de la commission centrale de contrôle du parti : conçue pour maintenir et défendre non seulement l'unité du parti, mais ses droits contre toute usurpation d'un ou d'un groupe de dirigeants, elle est devenue le lit où le dictateur se livre à ses orgies, liquidant tout membre du parti ou toute organisation qui pense autrement.

Le résultat de cette évolution est que

l'appareil du parti se transforme en force indépendante. Autrefois, le parti constituait son appareil, maintenant l'appareil crée le parti à son image ; autrefois, le parti dominait, l'appareil n'était que l'un des organes du parti, maintenant le parti s'est transformé en organe de l'appareil. Le parti, au cours de son "développement", s'est transformé en exécuter muet de la volonté de l'appareil, en exécuter muet de la volonté du dictateur et de ses agents locaux.

Formellement, il y a toujours des élections ; en fait, ces quatre dernières années, à partir du niveau des comités de district, il n'y en a plus. Le secrétaire est nommé, "recommandé" par les instances supérieures, et le comité est tenu de l'élire. Cela marche toujours parce que les membres du parti ne sont même plus conscients de leurs droits. Si, par extraordinaire, un comité tente une "révolte sans espoir" contre le candidat désigné, on lui fait comprendre ce qu'il risque et, pour bien montrer qui dirige, le candidat est tout de même choisi.

Toutes ces méthodes "électives" sont maintenant bien ancrées et les nouveaux membres n'en connaissent même pas d'autres.

Le renforcement de l'appareil, des organes exécutifs au détriment des organes "législatifs", trouve aussi son expression dans la raréfaction des congrès et plénums du parti. Autrefois, les congrès se tenaient annuellement et les plénums tous les mois ou tous les mois et demi, puis les congrès ont eu lieu tous les deux ans et les plénums tous les trois-quatre mois, maintenant le 17e Congrès n'aura vraisemblablement pas lieu avant deux ans et demi et les plénums ont lieu, au mieux, tous les six mois.

Quant à la démocratie interne, même Staline n'en parle plus, car elle a totalement disparu. On ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu. Parfois, il est encore question d'autocritique dans la presse, mais cette autocritique n'a rien à voir avec le bolchevisme. Ce n'est qu'une nouvelle combine stalinienne. L'autocritique bolchevique, dans le cadre du léninisme, s'applique à tous, du secrétaire de cellule au secrétaire du comité central. L'autocritique bolchevique

n'attend pas l'aval ou les instructions d'en haut, l'autocritique sans crainte de répression. Il en était ainsi sous Lénine. Les membres du parti ne craignaient pas de critiquer Lénine, et Lénine, quant à lui, n'usait ni de sanctions ni de menaces ou de calomnies. Aujourd'hui, il en va tout autrement. L'autocritique n'est permise que jusqu'à un certain niveau ou dans l'intérêt personnel de Staline.

On peut critiquer un secrétaire de cellule, le directeur d'un trust, le président d'une coopérative. On peut parfois, en province, critiquer un secrétaire de district. Une telle critique est même encouragée d'en haut. Staline en tire profit. "L'autocritique" des coopérateurs détourne l'attention des véritables coupables du mauvais approvisionnement des ouvriers, "l'autocritique" du directeur, du président de trust détourne l'attention des raisons réelles des "ruptures de stocks", des interruptions de travail, du manque de matières premières, etc. Enfin, Staline encourage "l'autocritique" des dirigeants et théoriciens du parti qu'il a décidé d'éliminer avec fracas de leur poste, de couvrir de honte et de calomnies. Alors, il exige "l'autocritique". Malheur au membre du parti qui ne critique pas ces dirigeants et théoriciens ! Il saura s'en débarrasser ! L'histoire de "l'autocritique" de Boukharine, Rykov, Tomsky, Ouglanov, Syrtsov, Liouminadze, Rioutine, Deborine, Sten et même de Iaroslavsky a appris aux membres du parti la nature et le mécanisme de cette autocritique. Tous ceux qui se sont abstenus de "critiquer" ces gens ou se sont élevés contre de telles méthodes "d'autocritique" ont perdu leur travail, été exclus du parti, soumis à une traque sans précédent, tandis que tous ceux qui ont mis du cœur à cette "autocritique" sont montés en grade.

C'est cette "autocritique" qui est à l'honneur.

En revanche, ses fonctionnaires et serviteurs fidèles (non seulement les membres du bureau politique, mais les secrétaires de région) peuvent être parfaitement tranquilles. Chacun sait comment s'est terminée la tentative des Léningradois de dénoncer Kirov comme un ancien cadet, rédacteur d'un journal ca-

det à Vladikavkaz (2). Il en ont pris "plein la gueule" et ont dû se taire. Staline, suivant la règle édictée par le patron américain Penrose, défend résolument "ses propres fripouilles". Il faut être un idiot fini pour croire à la réalité de "l'autocritique" stalinienne.

L'autocritique, aux mains de Staline, n'est plus une arme d'éducation des masses, un moyen d'éprouver et unir les rangs du parti en éclaircissant les questions difficiles, épineuses, une arme de construction du socialisme, elle est devenue une arme pour réaliser ses combinaisons politiques personnelles.

Cette évolution a entraîné une modification dans la composition même des instances dirigeantes. Autrefois étaient promus dans le parti des gens qui se distinguaient par leur fermeté, leur capacité à défendre leurs idées et leurs convictions, par leur héroïsme, leur honnêteté et les services rendus au parti et à la révolution prolétarienne, des gens de principe, préparés théoriquement, bons orateurs, liés aux masses ouvrières et capables de les diriger. Aujourd'hui, au contraire, pour être promu il faut savoir flatter, dénoncer, se soumettre, ruser, lécher les bottes et être fidèle aux dirigeants ; aujourd'hui, on sélectionne dans le parti les plus dociles, des gens sans principes, prêts à se repentir et à renier leurs convictions aussi souvent qu'il le faudra, habiles à dissimuler et à tromper la masse des membres du parti et des ouvriers.

Comme toute la politique de Staline et de l'appareil du parti est antiléniniste, hostile à la masse des membres du parti et des ouvriers, l'appareil lui-même n'est plus un organe proche et aimé des masses, qui les dirige et les éduque, s'appuyant sur leur profonde confiance, mais, de plus en plus, un organe qui est au-dessus des masses et qui leur est hostile, un organe dont le rôle essentiel est de sévir et de les terroriser.

On peut, bien sûr, mener sur la base de la démocratie interne une politique absolument contradictoire avec l'enseignement de Marx et de Lénine, et absolument contradictoire avec la réalité. La discipline consciente du Parti bolchevique ne peut s'appuyer que sur la

conviction interne du parti en la justesse de sa politique. Et comme l'écrasante majorité du parti est, au contraire, convaincue qu'elle est fautive, l'ancienne discipline du parti ne fonctionne plus et est complétée et remplacée par la terreur interne. Comme d'une corne d'abondance et sans le moindre fondement, les exclusions du parti, du syndicat, de l'Université, les arrestations, les licenciements, les privations de rations, de cartes de rationnement, les dénonciations dans la presse ou les réunions, les accusations d'opportunisme, de sabotage, de liens avec les éléments koulaks pleuvent sur les membres du parti. Les membres du parti sont pourchassés et terrorisés par l'appareil.

Pas un membre du parti n'est assuré du lendemain, car l'arbitraire de Staline est complété et renforcé par l'arbitraire de tout l'appareil du parti.

Lénine caractérisait ainsi la discipline interne du parti et ses fondements : "Sur quoi se fonde la discipline révolutionnaire du parti du prolétariat ? Comment se vérifie-t-elle, se renforce-t-elle ? D'abord, par la conscience de l'avant-garde prolétarienne et son dévouement à la révolution, sa maîtrise de soi, son abnégation, son héroïsme. Deuxièmement, par sa capacité à s'unir, à se rapprocher, si l'on veut, à se fondre avec la masse la plus large des travailleurs, en premier la masse prolétarienne, mais également avec la masse non prolétarienne des travailleurs. Troisièmement, par la justesse de la direction politique mise en œuvre par cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique, à condition que les plus larges masses elles-mêmes se convainquent par leur propre expérience de cette justesse. Sans ces conditions, la discipline dans un parti révolutionnaire, réellement capable d'être le parti de la classe d'avant-garde qui doit renverser la bourgeoisie et transformer toute la société, est irréalisable. Sans ces

(2) Serge Kirov (1886-1934), alors secrétaire du PC de Leningrad depuis 1926 et membre du bureau politique, avait écrit dans un journal du parti monarchiste dit constitutionnel-démocrate (Cadet) pendant la guerre. Les militants qui soulevèrent la question à la fin des années 1920 furent réprimés.

conditions, les tentatives d'instaurer la discipline se transforment inévitablement en fadaises, en phrases creuses, en simagrées.

A l'heure actuelle, aucune de ces conditions n'est remplie pour instaurer une discipline réellement bolchevique dans le parti.

D'abord, le parti ne peut actuellement jouer le rôle d'une avant-garde consciente, car le vrai léninisme est devenu, pour une grande part, une théorie illégale, et que ce qui se donne pour du léninisme est une perversion inouïe de la théorie de Marx et Lénine. Sans léninisme, il ne peut être question de conscience bolchevique. Deuxièmement, il ne peut être question actuellement d'héroïsme dans le parti, car le parti est étranglé, étouffé, terrorisé par l'appareil. Troisièmement, non seulement il n'y a pas actuellement de proximité, de liaison avec les masses du parti, en particulier des militants actifs avec les masses travailleuses prolétariennes et non prolétariennes, mais, au contraire, il y a un fossé, une méfiance et une hostilité mutuelles croissantes. Quatrièmement, par leur expérience propre, les masses se convainquent non de ce que la tactique et la stratégie du parti est juste, mais, au contraire, qu'elle est fautive, nuisible, funeste, funeste pour les ouvriers, pour le pouvoir soviétique.

Le résultat est ce dont parle Lénine, la discipline n'est plus que fadaises, phrases creuses, simagrées.

Sous Lénine et pendant un certain temps après lui, il n'y avait pas de terreur dans le parti, mais il avait la discipline bolchevique. Maintenant, la terreur règne, mais il n'y a pas de discipline. Autrefois, les discussions dans le parti montraient sa force, sa capacité à réagir consciemment d'un bloc aux problèmes politiques les plus importants, sa vitalité, sa volonté et sa conscience collective. Maintenant, il n'y a pas de discussions, alors même qu'une crise profonde affecte le parti et la dictature prolétarienne, sa volonté est paralysée, sa force et sa conscience déclinent. Sous Lénine, malgré la discussion, le parti restait un organisme uni, soudé, conscient, vivant. Maintenant, malgré l'absence de discussion, le parti est démoralisé, désorganisé,

pulvérisé, disloqué en dizaines de milliers de petits groupes et groupuscules, dont chacun tente à sa façon de trouver une issue à la crise, de sortir de l'impasse.

Autrefois, dans le parti, régnait une totale confiance entre camarades, prêts à s'aider mutuellement, à apprendre les uns des autres, ardents à engager toutes les discussions sur les problèmes les plus brûlants, les plus épineux, du parti et du pays, dans les conversations personnelles comme dans les réunions. Maintenant, règnent la suspicion et la crainte, le désir d'éviter la discussion de toute question politique de peur qu'on ne vous "colle" une déviation.

Autrefois, le membre du parti, en remplissant ses obligations et les tâches confiées par le parti, n'était mû que par les intérêts du renforcement de la dictature prolétarienne et de la construction du socialisme. Aujourd'hui, l'écrasante majorité ne pense plus qu'à éviter qu'on ne lui "colle" une déviation.

Avant, les obligations du parti étaient remplies avec joie et volontairement, aujourd'hui à contrecœur et sous la contrainte. Le règne de la terreur dans le parti et le pays, alors que la politique de Staline mène manifestement à la catastrophe, a généralisé l'hypocrisie, la duplicité. L'hypocrisie est devenu le drapeau de notre temps. Tous les membres du parti mentent dans leurs interventions officielles, les masses ouvrières, dans l'étau de la terreur mentent, la paysannerie écrasée ment, les responsables du parti et les militants de base, les membres du parti et les sans parti, les vieux bolcheviks et les jeunes recrues mentent. Personne ne croit à cette politique et tous font mine d'être enthousiasmés.

Tous voient une crise sans précédent et sont en même temps contraints d'acclamer officiellement de prodigieux succès. Tous veulent en finir avec cette politique et ne le peuvent pas.

La fantastique centralisation de tout l'appareil de la dictature prolétarienne et la force de l'inertie politique ont conduit à ce que Staline, en pressant le seul bouton de la terreur, contraint tout le mécanisme du parti, des soviets, des syndi-

cats, des coopératives, etc., à servir ses intérêts. Tous les rouages, petits et grands, secondaires et essentiels, qu'ils le veuillent ou non, qu'ils "croient" ou ne "croient" pas, sont obligés de tourner avec la machine. Si un rouage ou un groupe refuse de tourner avec la machine et "proteste", il est impitoyablement broyé par elle, et celle-ci, en grinçant, avec pertes et fracas, continue, pour l'instant, son "travail". La terreur, dans les conditions d'une centralisation et d'une force sans précédent de l'appareil, agit presque automatiquement. En terrorisant les autres, chacun en même temps se terrorise lui-même, forçant les autres à mentir, chacun est en même temps obligé lui-même de faire sa part de ce "travail".

Mais cette force de la terreur stalinienne (sur la base de la centralisation de la direction et d'un puissant appareil) montrera aussi, au premier choc sérieux, sa totale faillite. Si, en dépit des désaccords, avec une juste direction, le parti s'est toujours, face au danger, uni en un puissant poing de fer, constituant une force invincible, aujourd'hui, sous l'apparence d'une unité sans précédent, il révélera à la première épreuve sérieuse sa décomposition interne.

Autrefois, la force se cachait sous une apparente faiblesse ; aujourd'hui, au contraire, la faiblesse du parti se cache sous une force apparente.

La crise théorique et organisationnelle, la crise de direction des masses et de la construction socialiste, la faillite de la politique stalinienne trouvent naturellement leur reflet, leur expression et leur couronnement dans le développement de la crise de toute la conception communiste du monde. Cette crise est actuellement profondément cachée, elle ne s'exprime pour l'instant que dans de très rares et fortuites occasions ; la presse de la terreur ne la laisse pas apparaître, mais elle s'est déjà emparée d'une couche non négligeable de ceux qui pensent dans le parti, qui ont véritablement une conception communiste du monde. En voyant le fossé béant de la théorie et de la politique avec l'enseignement du léninisme, en comparant les affirmations officielles avec les faits, les phrases sur "*l'entrée*

dans une société socialiste" avec la réalité, et sans pouvoir expliquer ce fossé entre les mots et les actes en restant sur le terrain du marxisme, une partie importante des membres du parti en vient soit à désespérer de la possibilité de réaliser le communisme, soit commence à élaborer des représentations tout à fait nouvelles de la société communisme qui n'ont rien de commun avec l'enseignement de Marx et Lénine.

Une part importante des membres du parti est littéralement déchirée, rongée par le doute et la démoralisation. Non seulement elle ne croit pas à la "ligne générale" stalinienne, mais, à cause de cette ligne, a perdu jusqu'à ses convictions communistes.

Les uns se transforment, dans leur vie personnelle, tout simplement en petits-bourgeois, d'autres se soûlent à mort, d'autre encore plongent dans la débauche, etc. Et ce processus ne cesse de s'approfondir et de s'élargir. Tels sont les fruits de la politique et de la direction stalinienne. Nous avons affaire, dans le parti, non à une crise politique habituelle, mais à une crise qui s'est déjà transformée en dégénérescence d'une partie de ses membres.

On ne peut déjà plus considérer les sommets dirigeants du parti comme des gens qui se trompent, mais sont subjectivement convaincus d'avoir raison. Ce point de vue est naïf et infantin.

Tous les sommets des cadres dirigeants, à commencer par Staline et jusqu'aux secrétaires de région, comprennent généralement parfaitement qu'ils ont rompu avec le léninisme, qu'ils violentent les masses, qu'ils ruinent la cause du socialisme, mais ils sont si empêtrés, ont créé une telle situation, sont dans une telle impasse, un tel cercle vicieux qu'ils ne peuvent plus s'en sortir par leurs propres moyens.

Les erreurs de Staline et de sa clique ne sont plus des erreurs, mais des crimes.

Le bureau politique et le présidium de la commission centrale de contrôle, les secrétaires de région se sont transformés en une bande de politiciens sans principes et d'escrocs politiques. Ils considèrent le parti comme leur fief. Ils

ne sont pas au service du parti, c'est le parti qui est à leur service.

Les commissaires du peuple, leurs adjoints, les dirigeants de trusts, les responsables de l'appareil, les rédacteurs des grands journaux, les présidents des comités centraux de syndicats, les dirigeants des départements régionaux de l'appareil soviétique et syndical sont aussi largement touchés par le processus de dégénérescence. Tous, même les anciens ouvriers, n'ont, depuis longtemps déjà, plus aucun lien avec les masses en dehors des réunions où il font les rapports officiels. Ils bénéficient de hauts salaires, de maisons de repos, d'allocations diverses, de datchas, de superbes appartements, d'approvisionnement secret, de places de théâtre gratuites, d'une assistance médicale de premier ordre, etc. Et tout cela pendant que le pays s'enfonce dans la misère et la famine. Ils sont ainsi, jusqu'à un certain point, achetés par Staline.

Il va de soi que, dans leur écrasante majorité, ces membres du parti sont contre la politique actuelle parce qu'ils voient qu'elle conduit à la catastrophe. Mais ils se sont tant engraisés, ils sont si bien emberlificotés dans tous ces privilèges qu'on leur a offerts (et toute protestation contre le cours actuel et son inspirateur est lourde de telles privations) qu'une grande partie continuera à supporter le joug, toutes les avanies, tous les coups de Staline et de l'appareil du parti.

Cette partie a perdu la caractéristique fondamentale d'un vrai bolchevik-léniniste, celle de défendre ses positions et de lutter dans l'intérêt de la révolution prolétarienne, partout, en toutes circonstances, en s'adaptant à la situation. Son souci premier n'est plus que de conserver à tout prix les privilèges et les titres acquis.

Finalement, nous avons une situation tout à fait originale. La vie, là encore, se révèle bien plus riche que la théorie, elle nous montre quelque chose de nouveau, sans précédent. L'époque de la dégénérescence et de l'opportunisme des partis de la II^e Internationale nous a appris à toujours chercher à droite le danger de dégénérescence.

Et voilà qu'aujourd'hui, avec la politique aventuriste, ultra-gauche, de Staline et une énorme croissance du nombre d'ouvriers dans le parti, nous sommes néanmoins témoins de la dégénérescence indiscutable d'une certaine couche du parti. Donc ni le cours aventuriste de gauche ni le recrutement mécanique d'ouvriers ne sont une panacée contre la dégénérescence.

Nous avons assurément dans le parti une frange, certes réduite, de membres du parti d'un certain âge, subjectivement honnêtes, et qui continuent néanmoins à croire sincèrement en la justesse de la politique de Staline. Comment expliquer ce phénomène ? Sans doute la tradition, l'habitude jouent là un rôle décisif.

Pendant une trentaine d'année, sous la direction de Lénine, le parti a mené une politique juste. Les masses, qu'elles appartiennent ou non au parti, se sont convaincues par leur propre expérience de la justesse de la direction du comité central. Pour une partie non négligeable des membres du parti, au bagage théorique limité, voire inexistant, à l'horizon théorique borné, c'est devenu une tradition de soutenir le comité central, car "*le comité central prend toujours de justes décisions*". Cette tradition s'est transférée à la politique actuelle de Staline. La politique du comité central, de juste, est devenue injuste, mais la tradition demeure. Ces membres du parti ne peuvent expliquer les gigantesques contradictions entre les déclarations, les discours, les articles, les résolutions de la direction stalinienne et la réalité, mais ils craignent comme le feu toute "déviation", ils sont habitués à voter pour le comité central, et c'est pourquoi ils s'efforcent de ne pas remarquer ces contradictions, de ne pas y réfléchir. Ils ne mettent pas en regard les décisions d'hier avec celles d'aujourd'hui, les discours d'hier de Staline avec ceux d'aujourd'hui. Ils ramènent les contradictions de notre réalité aux inévitables difficultés de la construction du socialisme ou aux inévitables défauts de toute grande entreprise. La raison, ainsi, devient préjugé, et l'habitude politique devient idiotisme politique.

Marx disait : "*La tradition de toutes les générations mortes pèse comme un*

cauchemar sur le cerveau des vivants."

Le phénomène susmentionné en apporte une nouvelle et brillante confirmation. La tradition, qui, jusqu'à un certain point, jusqu'à un certain moment, a joué, dans notre parti, un immense rôle révolutionnaire, a contribué à souder et à renforcer notre parti, est aujourd'hui devenue un boulet qui l'empêche de rejeter le joug de Staline. Il faut cependant ne pas perdre de vue que le principal foyer de la crise est dans l'appareil du parti et que le principal agent de la crise et de la dégénérescence est Staline et sa direction.

C'est de là que se répand "l'infection". C'est là que sautent violemment aux yeux les métamorphoses qui se sont opérées. Il est caractéristique que ces métamorphoses, ces changements, en dépit d'une politique aventuriste, archigauchiste, vont dans le sens des mœurs politiques des partis bourgeois. Dans les partis bourgeois, notamment aux Etats-Unis, on considère que le politicien le plus habile est celui qui ne prend pas trop au sérieux ses convictions, qui peut en changer sans trop modifier l'ordonnement général de ses positions, qui n'est pas très pointilleux sur la logique de sa conception du monde, qui peut croire ce qui lui est profitable de croire dans une situation donnée. Le politicien le plus habile, celui qui fera le plus aisément carrière, c'est celui qui n'a aucune conviction, qui sait jouer l'ardent défenseur de n'importe quelle idée, étant indifférent à toutes. Un tel politicien ne sera jamais sur un navire en perdition. Il suit attentivement tous les zigzags du cours politique et l'humeur des groupes dirigeants de la bourgeoisie, et, quand l'eau monte, monte au pont supérieur avec les rats.

Pour les politiciens bourgeois, l'expérience n'apporte qu'une seule conviction ferme : celle qu'il ne faut pas avoir de convictions fermes. Si vous commencez à avoir des convictions qui vous sont chères, pour lesquelles vous seriez prêts à vous battre et à mourir, alors vous êtes un homme perdu en politique. Pour les politiciens bourgeois endurcis, l'insincérité est une composante indispensable de l'armement politique.

Dans notre Parti bolchevique, tant

que sa politique était juste et les relations à l'intérieur du parti plus ou moins normales, les mœurs et les traditions étaient absolument à l'opposé. La ruse et la tromperie militaire victorieuse ont toujours été un élément de la stratégie et de la tactique de Lénine dans sa lutte contre l'ennemi, mais, en même temps, les organes dirigeants observaient toujours une totale honnêteté et sincérité vis-à-vis de leur parti et de leur classe.

Aujourd'hui, un responsable doit savoir serpenter comme une couleuvre, s'incliner comme un roseau et balancer en permanence sur la "ligne générale" comme un équilibriste sur son fil. On ordonne de collectiviser à 100 %, collectivise et annonce à tue-tête la montée de la vague kolkhozienne ; on annonce "le vertige du succès", repens-toi comme la veuve du sous-officier (3), annonce l'amélioration du bien-être des masses, fais-en tout un tapage, bien que personne n'y croie ; on te demande de démasquer le trotskysme, les déviations de droite, les excès gauchistes, le bloc des droitiers et des gauchistes, la contrebande trotskyste, le libéralisme pourri, les tendances bourgeoises et les renégats, cherche, trouve et dénonce !

L'histoire, là, a joué un mauvais tour à Staline : alors qu'il ne cesse de tromper que nous devons au cours du second plan quinquennal créer l'homme nouveau de la société socialiste, en réalité, dans l'avant-garde prolétarienne même se crée en haut le pire type de politicien petit-bourgeois et en bas des mannequins écrasés, terrorisés, à qui on a fait passer l'envie de toute pensée léniniste indépendante.

Le contenu de classe de la politique de Staline est précisément l'aventurisme petit-bourgeois.

Petit-bourgeois (*ici, Rioutine énumère quatre raisons, dont trois théoriques, que nous supprimons vu leur longueur*), quatrième, par sa politiciaillerie, son déchaînement effréné de la phrase gauchiste, sa khlestiakovchina (4), son men-

(3) Allusion à la pièce de Gogol, *Le Revizor*, ou un fonctionnaire corrompu prétend que cette veuve se serait "fouettée elle-même".

(4) Du nom de Khlestiakov, le héros imposteur, bluffeur et menteur de la même pièce de Gogol.

songe, sa tromperie des masses, transformées en un instrument aveugle des intérêts de la vanité du dictateur et de sa clique.

L'amplitude des oscillations des politicards petit-bourgeois et des hommes politiques est considérable.

Elle va de Makhno à Napoléon, de la révolte anarchiste au bonapartisme. La petite bourgeoisie met sur le marché politique les produits les plus divers. Elle fournit en quantité phraseurs de gauche, aventuristes petits-bourgeois, réformistes et opportunistes, et jusqu'à des dictateurs tout-puissants qui peuvent même revêtir la mante impériale. Il ne faut pas oublier que non seulement Pilsudski, mais même Stimson ont commencé leur carrière comme politiciens petits-bourgeois. Parfois, le même politicien petit-bourgeois peut passer par toutes les métamorphoses indiquées plus haut, dans cet ordre ou un autre.

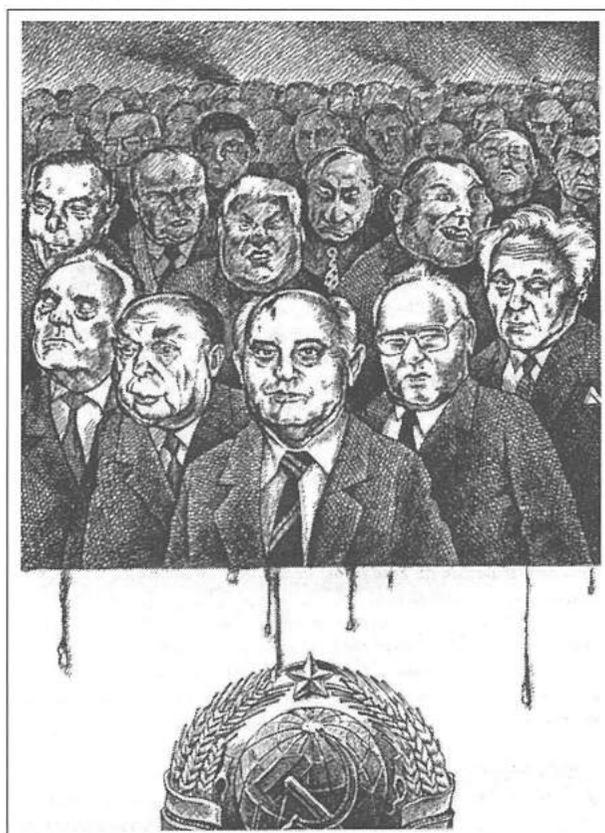
Dans la conduite, la ligne, le cours d'un politicien petit-bourgeois, les combinaisons les plus fantaisistes, jamais vues, les zigzags les plus inattendus sont possibles. Dans la dictature de Staline, nous avons affaire à une de ces combinaisons jamais vues.

L'existence, la gravité des processus de dégénérescence au sommet de l'appareil du parti et des soviets sont indiscutables. Et cette dégénérescence se déroule conformément à tous les schémas classiques de la dégénérescence : les dis-

ciples fidèles sont poursuivis comme hérétiques, et les falsificateurs considérés comme disciples fidèles. C'est ce qui s'est passé avec la dégénérescence du christianisme primitif, c'est ce qui s'est passé avec la dégénérescence des sommets de la social-démocratie allemande et de la IIe Internationale, c'est ce qui se passe avec nous. Il va de soi que la clique stalinienne, tout en défigurant le stalinisme et les principes de la construction du socialisme, ne voit pas elle-même la nature et l'ampleur de sa propre dégénérescence. Mais il en a toujours été et il en est toujours ainsi dans l'histoire : les renégats n'ont jamais vu leur propre dégénérescence ou l'ont largement sous-estimée. Seul le camp adverse a su la voir. En crise profonde et gravement frappé, à son sommet, par la dégénérescence, le parti n'en reste pas moins, dans sa masse, sain. Il faut seulement en finir avec le foyer de la crise et du processus de dégénérescence à ses débuts pour que le parti se redresse.

La tâche est que la masse du parti s'unisse, s'organise, éclaire pour elle-même la situation actuelle, se fixe un but politique clair, en finisse avec la dictature de Staline et de sa clique.

C'est là, à l'heure actuelle, le devoir essentiel de tout bolchevik honnête. C'est dans cette direction que doivent s'orienter toutes les aspirations des meilleurs éléments du parti et de la classe ouvrière.



**Michel
Gandilhon :
La CNT, les ouvriers,
Taylor**

Les éditions Senonevero ont pris la salutaire initiative de traduire et publier le livre, réalisé à partir d'une thèse de doctorat, de l'historien américain Michael Seidman, professeur à l'université de Wilmington (Caroline du Nord), *Ouvriers contre le travail, Barcelone et Paris pendant les Fronts populaires* (1). Cet ouvrage, paru aux Etats-Unis il y a près de vingt ans, est, en effet, du plus haut intérêt pour ceux qui s'intéressent à l'histoire du mouvement ouvrier en Europe dans les années 1930, et notamment pendant la période marquée, à partir de l'été 1936, par le soulèvement révolutionnaire du prolétariat espagnol et les grandes grèves qui secouèrent la France de l'époque.

Cet intérêt se justifie, entre autres, par le point de vue particulièrement original de l'auteur, qui a choisi d'examiner au plus près ce qui se passait concrètement dans les usines de Catalogne et de la région parisienne ; d'étudier en quoi les rapports de production avaient été affectés, voire bouleversés par les luttes en cours ; et d'analyser comment les organisations censées représenter les ouvriers y réagirent. On l'aura compris, le livre de Seidman n'est pas une énième histoire politique des Fronts populaires français et espagnol. L'objectif de l'historien américain est de présenter une histoire sociale de la résistance ouvrière au travail salarié et de la tentative de transformer radicalement les rapports de production capitalistes dans le cadre d'une perspective d'abolition de l'exploitation.

Cet article se concentrera uniquement sur la partie du livre dédiée à la Catalogne et la CNT ; un autre suivra, dans la prochaine livraison des *Cahiers du mouvement ouvrier*, plus spécifiquement consacré à la seconde partie du livre, qui traite des luttes dans la région parisienne.

(1) *Ouvriers contre le travail*, Senonevero, 360 pages, 15 euros.

Une image inhabituelle de la CNT

SI, en France, la production historique relative aux événements de Barcelone en juillet 1936, qui virent les ouvriers de la capitale catalane prendre les armes et lutter victorieusement contre le coup d'Etat franquiste, est abondante, l'approche des événements est restée largement dominée par une vision politique des choses narrant notamment les rivalités qui eurent cours après la victoire du prolétariat dans les zones situées sous le contrôle du gouvernement de Madrid et opposèrent les diverses organisations du mouvement ouvrier, la Confédération nationale du travail (CNT) pour les anarcho-syndicalistes, l'Union générale du travail (UGT) et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) pour les sociaux-démocrates, et le Parti communiste espagnol-Parti socialiste unifié de Catalogne (PCE-PSUC) pour les stalinien.

Le point de vue de Michael Seidman est quant à lui largement différent, puisqu'il s'attache à la description du fonctionnement concret des usines à Barcelone et en Catalogne après la grande vague de collectivisation qui succéda à la défaite militaire des troupes du général Goded. Nul n'ignore plus aujourd'hui que ces collectivisations ne faisaient pas partie du programme social et politique du Front populaire espagnol, arrivé au pouvoir en février 1936, et qu'elles ont été le fait des ouvriers entraînés par les militants de la puissante CNT, laquelle

constituait à l'époque la première organisation syndicale et révolutionnaire en Catalogne avec environ 250 000 à 300 000 membres. On sait aussi qu'à l'exception de la CNT et du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), le reste du mouvement ouvrier dominé par les socialistes et des stalinien, de plus en plus hégémoniques à mesure que l'aide "soviétique" se faisant de plus en plus prégnante, étaient opposés à la vague révolutionnaire et à l'instauration d'un régime prolétarien dans la péninsule ibérique au nom de la priorité donnée à la lutte contre Franco. Pour eux, il s'agissait de ne pas effrayer les franges de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie favorables à la République et ne pas rompre avec le "soutien" des démocraties d'Angleterre et de France (1). Ainsi, après juillet 1936, au-delà des vicissitudes militaires de la guerre contre Franco, toute l'histoire du Front populaire, jusqu'à la défaite finale marquée par la prise de Barcelone en janvier 1939, est faite du lent grignotage des conquêtes de juillet et de la répression des militants favorables à la ligne conciliant révolution *et* lutte antifasciste. Tout cela, répétons-le, est désormais parfaitement connu, de même que la faillite politique des di-

(1) Il s'agissait aussi, bien évidemment, de ne pas contrarier Staline, qui redoutait comme la peste l'avènement d'une révolution ouvrière non contrôlée par ses affidés et voulait maintenir de bonnes relations avec les démocraties bourgeoises anglaise et française.

rigeants de la CNT et de la FAI, qui laissèrent en place, notamment en Catalogne, où pourtant ils jouissaient d'un rapport de force écrasant, le pouvoir politique démocratique bourgeois représenté par la *Generalitat* dirigée par le nationaliste catalan Lluís Companys.

En revanche, ce qui l'est moins, c'est l'histoire des centaines de comités qui s'approprièrent les usines pendant cette période et la manière dont les organisations syndicales, et notamment la CNT, firent face aux nombreux problèmes posés par la gestion ouvrière dans un contexte d'une guerre civile inexpiable. On ignore aussi beaucoup de choses sur la manière dont la CNT était préparée sur le plan idéologique à cette situation. En la matière, l'image de l'organisation syndicale, créée à Barcelone en 1910, reste dominée par des approches caricaturales fondées sur la vision d'un syndicat, quasiment blanquiste, se lançant tout au long des années 1920 et 1930 dans des insurrections prématurées et aventuristes, et quasiment dénué de toute conception théorique profonde hormis un vague programme utopique, le communisme libertaire.

Le mérite du livre de Seidman est de montrer que cette image de la CNT est largement erronée et ne fait finalement que traduire une grande ignorance du fonctionnement de cette organisation et des conceptions politiques qui y régnaient. Ces conceptions allaient en effet largement au-delà de l'idéologie anarcho-syndicaliste, qui était devenue définitivement dominante à partir de la création de la Fédération anarchiste ibérique (FAI) en 1927, laquelle était destinée à lutter contre l'influence du réformisme, représenté par le leader du courant des *trentistas* Angel Pestana au sein du syndicat.

L'historien américain démontre bien que beaucoup de dirigeants ou de militants de la CNT avaient une vision extrêmement claire de la société qu'ils voulaient bâtir et des transformations qui devaient s'opérer pour sortir l'Espagne de son sous-développement économique. Ces conceptions, nullement arbitraires ou utopiques, s'appuyaient sur un constat aigu de l'arriération du capitalisme dans l'aire ibérique, et notamment

de la faiblesse de l'industrie y compris dans la région la plus développée d'Espagne que constituait la Catalogne.

Un capitalisme archaïque

Pour comprendre les soubassements du programme cénétiste, Michael Seidman dresse un tableau de l'état du développement économique de l'Espagne dans les années 1920 et 1930, un développement marqué par l'extrême faiblesse du capitalisme industriel. A cette époque, l'Espagne est en effet plus proche par sa situation économique de la Russie pré-révolutionnaire que des puissances européennes comme la France, l'Allemagne ou l'Angleterre. Si, à partir de la fin du XIX^e siècle, un processus industriel s'est enclenché dans le nord-est du pays, favorisé par un très haut niveau de protectionnisme — les barrières tarifaires y sont les plus élevées d'Europe —, le capitalisme espagnol est dans les années 1920 et 1930 faiblement concentré et dominé par des secteurs caractéristiques de la première révolution industrielle comme le textile, alors que, dans les pays voisins, l'heure est à l'essor de l'automobile, l'aéronautique et la chimie. Le prolétariat industriel est dispersé dans des myriades de petites entreprises faiblement mécanisées et peu compétitives sur le marché mondial. Dans des secteurs comme le textile, qui est la première industrie à Barcelone, persistent même des formes de travail à domicile typique de la phase précapitaliste du développement économique. Comme en Russie au début du XX^e siècle, les entreprises les plus modernes sont dominées par le capital étranger, notamment anglo-américain.

Ce bas niveau de développement des forces productives se reflète en quelque sorte dans l'idéologie d'une bourgeoisie qui, pour l'essentiel, contrairement à son homologue française, reste arrimée à son refus de l'esprit des Lumières et à un cléricisme virulent, l'Eglise catholique étant perçue comme sa meilleure alliée pour pérenniser sa domination sur les masses. En outre, la majeure partie de la

bourgeoisie espagnole est méfiante devant un développement industriel qu'elle considère comme un facteur de déstabilisation de l'ordre social. Cette méfiance se traduit par le retard énorme de l'Espagne en matière d'organisation du travail — Taylor ne sera traduit en espagnol qu'en 1970 — et un archaïsme dans les rapports sociaux marqué par le refus de reconnaître durablement les organisations syndicales, et bien évidemment la CNT, dont le radicalisme l'effraie.

Cette absence de reconnaissance imprime une grande violence aux rapports sociaux. Il n'est pas rare, dans les années 1920 et 1930, de voir les militants syndicaux assassinés par des tueurs, les *pistoleros*, à la solde du patronat. En retour, les militants s'arment et constituent des groupes armés, le plus célèbre étant à l'époque Los Solidarios, animé notamment par Francisco Ascaso et Buenaventura Durutti (2). Cette violence est nourrie également par l'immense dénuement du prolétariat industriel de l'époque. Dénuement matériel du fait de la quasi-absence de lois sociales protégeant les ouvriers de la maladie — dans les années 1930, l'espérance de vie d'un prolétaire dépasse péniblement la cinquantaine d'années — et du chômage, mais dénuement spirituel aussi, puisque la bourgeoisie espagnole s'est révélée incapable de développer un système scolaire susceptible d'alphabétiser la totalité de la population. S'il existe un enseignement à l'époque, il demeure sous la tutelle de l'Eglise catholique et s'adresse aux couches supérieures du peuple espagnol. En Catalogne, la région la plus avancée du pays, l'illettrisme touche plus de 40 % de la population, en dépit des efforts réalisés par les organisations ouvrières pour alphabétiser le prolétariat en créant le réseau des *écoles rationalistes*. Malgré ces initiatives, à la veille de la révolution, 36 % des enfants de Barcelone ne sont pas scolarisés.

Une CNT "moderne" et "taylorienne"

De cette "misère" (3) espagnole, la CNT, ou en tout cas les sphères intellec-

tuelles qui la dirigent, est pleinement consciente. L'étude des productions théoriques des différents penseurs de l'anarcho-syndicalisme espagnol, notamment celles de Diego Abad de Santillan, montre bien cette prise de conscience, et surtout que le dépassement de l'arriération du capitalisme ibérique passera non pas par un retour à l'âge d'or d'un quelconque artisanat ou de la communauté paysanne, mais par un processus de rationalisation et de développement des forces productives s'inspirant des formes les plus avancées du développement capitaliste, y compris tayloriste et fordien. On est très loin ici de la représentation dominante d'une CNT ancrée dans ses utopies paysannes millénaristes, proclamant le communisme libertaire et l'abolition de l'Etat et de l'argent à la faveur d'insurrections locales et isolées, destinées le plus souvent à être écrasées par l'armée (4). Si cette réalité existe bel et bien, notamment dans les secteurs de l'organisation les plus liés au salariat agricole en Andalousie et en Aragon notamment, dont la situation est, soit dit en passant, encore pire que celle de la classe ouvrière industrielle, la CNT, et c'est l'apport majeur du travail de Seidman, est très loin d'être réductible à cette réalité. Au contraire. On peut même affirmer que les débats à l'œuvre dans l'organisation à l'époque sont très proches de ceux en vigueur au sein de la social-démocratie russe au début du XX^e siècle, quand les militants débattaient des stratégies à adopter pour renverser l'autocratie et sortir la Russie de son marasme post-féodal. En allant jusqu'au bout de cette comparaison, on peut dire que, toutes proportions gardées, les militants de la CNT auraient été proches des thèses du Trotsky de 1905 sur la révolution permanente. Pour eux, en effet, la bourgeoisie espagnole s'étant révélée in-

(2) Abel Paz, *Buenaventura Durutti, 1896-1936, Un combattant libertaire dans la révolution espagnole*, Les éditions de Paris, 2000.

(3) Au sens où Marx parle de "misère allemande".

(4) A l'époque, l'insurrection la plus célèbre est celle du village andalou de Casa Viejas, en janvier 1933, qui vit les paysans, proches de la CNT, décréter l'abolition de l'Etat et l'instauration du communisme libertaire.

capable de développer les forces productives, c'est au prolétariat de réaliser cette tâche et d'assurer la modernisation des rapports sociaux dans le cadre d'un processus révolutionnaire devant aboutir à l'édification d'une société socialiste.

Ainsi, des débats en vigueur au sein de la CNT se dessine le portrait d'une organisation très au fait de l'évolution des techniques de production et de l'organisation du travail, et déterminée à les mettre au service de la société future : *"Il n'est pas nécessaire de détruire l'organisation technique de la société capitaliste, nous devons nous en servir. La révolution doit mettre un terme à la propriété privée des usines, mais, si les usines doivent exister, et à notre avis elles le doivent, il est nécessaire que nous sachions comment elles marchent. Le fait qu'elles deviennent propriété collective ne change pas l'essence de la production ou la méthode de production. C'est la distribution des produits qui changera et deviendra plus équitable"* (5).

Cette volonté est d'ailleurs parfaitement compatible avec une idéologie anarcho-syndicaliste profondément ouvrieriste valorisant le travail pour le placer au cœur de la nouvelle société à bâtir : *« En mai 1936, quelques mois avant le début de la guerre et de la révolution, la CNT célébrait son congrès à Saragosse, lors duquel elle reconnut le "producteur" comme unité de base du communisme libertaire »* (6).

De la théorie à la pratique

Le soulèvement du prolétariat espagnol en juillet 1936 dans les régions comme la Catalogne, où la CNT est puissante, va permettre à l'organisation syndicale de passer de la théorie aux actes. Dans la foulée de la victoire sur l'armée, et au grand dam du gouvernement de Front populaire installé à Madrid, c'est à une vague de collectivisation, probablement sans précédent historique, à laquelle on assiste (7). En Catalogne, désertée par la majorité des entrepreneurs, les entreprises industrielles sont prises en main par des comités

d'usine codirigés systématiquement par les militants de la CNT et de l'UGT.

La CNT y est toutefois largement hégémonique compte tenu de sa puissance, laquelle se trouve accrue par l'afflux d'adhésion qui, après juillet 1936, la fait passer de 300 000 à un million d'adhérents. L'emprise du syndicat sur le tissu industriel catalan est alors presque totale et se poursuivra d'ailleurs bien après la défaite de l'insurrection de mai 1937 contre les staliniens.

Elle n'est pas le fruit des circonstances — combler le vide laissé vacant par la bourgeoisie en fuite —, mais le produit d'une volonté déterminée de transformer les rapports de production et de moderniser l'appareil productif tout en poursuivant le but d'écraser le franquisme. D'ailleurs, pour les leaders de la CNT, ces deux objectifs ne sont nullement contradictoires, mais complémentaires. En effet, pour vaincre militairement l'armée espagnole, soutenue qui plus est par l'Allemagne et l'Italie fascistes, le pays a besoin d'une industrie forte et productive. Commence alors, sous l'égide de la CNT, un processus de rationalisation de l'industrie en Catalogne, décrit très précisément par Michael Seidman, visant notamment à surmonter l'émiettement du tissu productif en favorisant la concentration des entreprises et l'élimination des survivances archaïques du travail à domicile. Dans la métallurgie, le bâtiment, le textile, la production d'énergie, le nombre des unités productives est réduit et le regroupement est favorisé. Dans le secteur du bâtiment, par exemple, 3 000 ateliers sont transformés en 120 grands centres de production. Dans l'automobile, branche dominée par le capital américain, la CNT impulse le projet d'une industrie nationale fondé sur une véritable straté-

(5) Diego Abad De Santillan, leader de la CNT en 1933. *Ouvriers contre le travail*, p. 58.

(6) *Ouvriers contre le travail*, p. 60.

(7) Outre le témoignage célèbre de George Orwell, *Hommage à la Catalogne*, celui d'Abel Paz, jeune militant de la CNT à l'époque, *Juillet 36 à Barcelone, un adolescent dans la révolution espagnole*, publié par les éditions de La Digitale, constitue une relation extraordinaire du climat d'émancipation qui régnait dans la capitale catalane.

gie de substitution d'importation. Ainsi, en juillet 1936, l'usine de General Motors à Barcelone est expropriée et le comité ouvrier décide la production d'un camion réalisé intégralement dans la région : *“La collectivité (...) entreprit un ambitieux programme d'assemblage de pièces fabriquées en Catalogne et de production de masse d'un camion authentiquement national. En juillet 1937, la collectivité célébra le premier anniversaire de la victoire du 19 juillet en exhibant le premier camion et son moteur à avoir été construits en série en Catalogne. 90 conseils d'usine et comités de contrôle qui avaient collaboré à la construction du camion prirent part aux festivités”* (8).

Ce processus va de pair avec l'amélioration de la condition de la classe ouvrière : augmentation des salaires, diminution de la journée de travail, amélioration des conditions de travail, formation professionnelle, scolarisation. Des projets modernistes de restructuration de l'habitat se font jour, mais ne pourront, faute de temps, se concrétiser : *« Leur urbanisme était fortement influencé par les idées de Le Corbusier et des publications de la CNT incluaient des images des “villes du futur” – grandes métropoles modernes aux constructions gigantesques reliées par des autoroutes »* (9).

La situation est-elle pour autant idyllique au sein de la classe ouvrière ? Bien évidemment non.

La résistance ouvrière à la rationalisation

Une fois l'euphorie consécutive aux journées de juillet et à la vague de collectivisation passée, du fait des impératifs incontournables de la lutte contre Franco et des sacrifices, voire des privations, nécessaires à la réalisation de cet objectif, le climat dans les usines catalanes change. Michael Seidman montre bien l'émergence d'un certain nombre de contradictions, qui taraudent l'unité du prolétariat catalan. La première contradiction est liée à la difficulté de concilier les aspirations ouvrières en termes de salaire et de durée du travail avec les impé-

ratifs de la modernisation de l'appareil productif et de l'effort de guerre. Si, comme nous l'avons dit plus haut, les semaines qui suivent l'insurrection de juillet sont marquées par des améliorations significatives de la condition ouvrière, les nécessités de la rationalisation portées par la CNT heurtent une partie de la base du syndicat. Certains secteurs du prolétariat vivent en effet assez mal le passage d'une logique purement syndicale à une logique de gestion impliquant des réalités parfois difficiles à accepter. Il en va ainsi du maintien d'une hiérarchie salariale et d'un commandement d'usine privilégiant le travail qualifié ; de la mise en place du salaire aux pièces, alors que, dans les années 1930, la lutte contre ce système de rémunération était au cœur des combats cénétistes ; de la lutte contre l'absentéisme héritée de la résistance ouvrière au patronat (Saint Lundi, jours de fêtes religieuses).

Le projet de modernisation de l'appareil productif dirigé par les comités d'usines de la CNT, fondé, qui plus est, sur un accroissement de la productivité du travail ouvrier, mécontente une partie du prolétariat dans un contexte de guerre et de privation — en 1938, la faim fait des ravages à Barcelone et tue des centaines de personnes. Une résistance, sourde le plus souvent, au nouvel ordre productif se met alors en place, laquelle renoue avec les vieilles méthodes d'insubordination en vigueur au sein de la classe ouvrière avant la révolution. Absentéisme, coulage des cadences, vols, grèves, parfois, se multiplient dans les usines dans un contexte de participation de plus en plus faible à la vie collective et aux réunions des comités d'usines, lequel ne fait qu'accroître la contradiction, voire le fossé entre dirigeants et dirigés.

Face à cette situation, les militants les plus conscients de la CNT se trouvent dans une situation similaire à celle des bolcheviks pendant la guerre civile de 1918-1921. Comment concilier en effet les impératifs productifs et les besoins immédiats des ouvriers ? Les nécessités de la victoire contre Franco et l'expres-

(8) *Ouvriers contre le travail*, p. 134.

(9) *Ibidem*, p. 136.

sion de la démocratie prolétarienne (10) ? Les écarts de conscience entre les militants les plus chevronnés, prêts à tous les sacrifices, et les simples ouvriers ? Si les réponses à ces questions ont été multiples et ont varié selon les conseils d'usines, il n'en demeure pas moins que la CNT est piégée dans des contradictions qu'elle ne maîtrise pas et oscille entre concessions et durcissement à l'égard de la base. A mesure de l'avancée des troupes de Franco, c'est même une politique de répression, soutenue activement par le syndicat, des ministres aux responsables des comités, qui se met en place avec la mise en place de camps de travail, de chasse à l'absentéisme, et l'instauration d'une *carte de producteur* destinée à lutter contre le parasitisme réel ou supposé. Paradoxe suprême, la CNT libertaire, antimarxiste et antibolchevique, trouve, dans sa presse et sa propagande quotidienne, des accents que n'aurait pas reniés le Lénine de 1918 des *Tâches immédiates du pouvoir des soviets* en appelant à une stricte discipline du travail et à la mobilisation totale dans la guerre (11). Cela dit, contrairement aux bolcheviks, la CNT n'a pas gagné la guerre civile qui l'opposait au fascisme et au stalinisme, et l'on ignore comment l'organisation aurait pu surmonter les contradictions susmentionnées. Certes, d'aucuns pourraient dire que toute l'entreprise de la CNT était de toute façon vaine dans la mesure où elle s'était refusée, conformément à son mépris de la chose politique, à prendre le pouvoir qui lui tendait les bras en Catalogne.

Cependant, une telle vision des choses, quoique justifiée sur le plan politique, serait profondément réductrice. L'intérêt du livre de Seidman réside justement dans le fait de montrer que, quand bien même le syndicat libertaire

eût-il pris le pouvoir lors des journées de juillet 1936, les contradictions auxquelles il s'est trouvé confronté dans la gestion du tissu économique se seraient tout de même posées. C'est pour cette raison que son travail — au-delà du regard largement inédit qu'il porte sur l'anarchisme "catalan" — est passionnant et se situe bien au-delà d'une énième critique des limites politiques du syndicalisme révolutionnaire. L'historien américain dévoile, à la lumière de l'expérience espagnole, des contradictions qui ont touché et toucheront demain toute entreprise de libération de la société d'exploitation. Ces contradictions tiennent, au cours d'une phase de transition ouverte par une révolution prolétarienne, à la question de l'utilisation *ouvrière* de la technique capitaliste existante, du recours aux méthodes héritées de l'organisation scientifique du travail, et à la croyance, qui a longtemps animé toutes les fractions du mouvement ouvrier ou presque, en la neutralité des dispositifs productifs hérités du capitalisme.

Aussi, le livre de Seidman sur l'expérience catalane des années 1930 est-il une source de méditation et de réflexion précieuse pour toute personne soucieuse de ces questions.

Michel Gandilhon

(10) Michael Seidman montre bien que la cohabitation au sein des comités entre les militants de la CNT et de l'UGT est souvent problématique, voire, dans certains cas, violente. Ainsi, en Catalogne, profitant de sa situation minoritaire, l'UGT, pour concurrencer la CNT et gagner en influence dans la classe ouvrière, se livre souvent à des surenchères démagogiques.

(11) Sur la question du développement du taylorisme en Russie après la révolution d'Octobre, voir le livre intéressant de Robert Linhart, réédité en mai 2010 par les éditions du Seuil, *Lénine, les paysans*, Taylor.

**Nikita
Khrouchtchev :
pages
méconnues**

(Michel Barbe et Lucien Perron)

En marge du *Khrouchtchev*, de Jean-Jacques Marie, nous publions ci-après deux textes dont l'intérêt n'échappera pas à nos lecteurs :

- **Tout d'abord, Michel Barbe revient sur une "page oubliée" dans l'ouvrage de Jean-Jacques Marie : un "blanc" dans la chronologie avant son passage à l'Elysée, la visite touristique de "Monsieur K" en France et à Marseille, en mars-avril 1960.**
- **Ensuite, Lucien Perron nous éclaire sur un aspect fort méconnu et pour le moins croustillant des relations "diplomatiques" tumultueuses entre Nikita Khrouchtchev et le chanoine Kir, maire de Dijon... qui aboutiront entre autres à ce que celui-ci l'emporte aux élections législatives de novembre 1962 en Côte-d'Or grâce aux voix du PCF !**



Nikita Khrouchtchev (1894-1971).



Le chanoine Kir (1876-1968).

Khrouchtchev : complément d'enquête

JE n'entrerai pas ici dans une nouvelle présentation du livre, véritable histoire de l'URSS dont ce personnage bien falot apparaît comme le fantôme d'une descente aux enfers programmée. Son insigne médiocrité l'avait poussé à son insu et à reculer dans la cour des "grands" de l'histoire. Ce qui m'a frappé le plus dans le travail de recherche de Jean-Jacques Marie, c'est l'implacable rigueur chronologique qui conduit le lecteur à vivre presque au jour le jour l'inexorable désastre dans lequel la caste bureaucratique entraîne les peuples d'Union soviétique avec leurs conquêtes d'Octobre. On a l'impression qu'il s'agit des "travaux pratiques" tragiques du pronostic annoncé dans *La Révolution trahie* qu'écrivait Trotsky en 1936 au début des "procès de Moscou". La bureaucratie passe de sa fonction de liquidatrice de la génération d'Octobre, qu'elle qualifie de "trotskyste", à celle de fossoyeur des acquis de la première révolution ouvrière victorieuse.

Il ne peut dépasser le cadre de son mentor

La position acquise au sommet de l'Etat soviétique confère à Nikita Khrouchtchev ce discret culte de sa propre personnalité qui lui convient tant, culte nourri aux apparences d'un faux combat de "déstalinisation" pour un re-

tour impossible à Lénine, à la liberté d'expression et à la démocratie des soviets. Il ne peut dépasser le cadre de son mentor, celui de toute sa caste qui a déclaré la guerre au socialisme par sa prétendue construction dans un seul pays. Mais n'a-t-il pas été le premier, lui, le protégé de Staline, à "dénoncer les crimes de Staline", les "crimes du culte de la personnalité" ? Serait-il devenu le premier dirigeant d'Union soviétique enfin présentable pour "le monde libre" ?

C'est auréolé de cette gloire factice qu'il effectue en France son second voyage "à l'Ouest" après celui aux Etats-Unis en septembre 1959, invité par le général de Gaulle en 1960. Cette tournée dans nos belles provinces précède les entretiens au sommet de l'Etat du 1^{er} avril, qui se soldent, comme le titre à la "une" *Le Provençal-Dimanche* (3 avril) par "Un communiqué final optimiste de Gaulle-Khrouchtchev. Accord atomique franco-soviétique (à des fins pacifiques) – Accords également sur le développement des relations commerciales et culturelles". On le voit bien : de Gaulle a besoin de cette alliance stratégique avec l'URSS pour affirmer sa frêle indépendance vis-à-vis de l'impérialisme dominant. Le chef de la bureaucratie, pour sa part, cherche à ouvrir l'URSS au marché mondial par une première brèche dans le monopole d'Etat.

Jean-Jacques Marie avait déjà noté (p. 367) qu'après s'être heurté aux diri-

geants des syndicats américains et avoir rencontré le banquier Averell Harriman, Khrouchtchev n'avait pas hésité à révéler où penchait son cœur : *"Quand je rencontre des gens d'affaires (...), nous nous trouvons un langage commun."* Dans cette quête frénétique du contact avec le monde des affaires de l'univers capitaliste qui cherche à liquider l'URSS aux moindres frais, Khrouchtchev frétille littéralement de plaisir : il est invité à visiter cette France qu'il ne connaît pas, mais dont il a peut-être étudié des fragments d'histoire. Qui sait ? La Révolution ? La prise de la Bastille, le 14 juillet, ont-ils une signification pour lui ?

En apothéose finale

C'est là qu'un "blanc" parfaitement excusable se produit dans la chronologie pourtant fine que Jean-Jacques Marie nous offre avec cette biographie passionnante. La "grande histoire" diplomatique cédait le pas aux faits divers de la "petite". Après avoir été éconduit à Dijon par le chanoine Kir, maire de la ville, qui refuse de le recevoir (*"l'archevêque ayant interdit au chanoine Kir de recevoir le chef du gouvernement soviétique"*, selon la "une" du *Soir* daté du samedi 26 mars 1960) et après un passage par Bordeaux, Lacq, Pau, Nîmes et Arles, c'est en apothéose finale que Marseille reçoit le couple des touristes Khrouchtchev. La presse locale est dithyrambique : il fait la "une" quotidienne du *Provençal* (quotidien socialiste) et de *La Marseillaise* (quotidien du PCF). *"Imposante réception à l'Hôtel de Ville de Marseille"*, titre *Le Provençal*, par le sénateur-maire, Gaston Defferre.

La mémoire des citoyens marseillais

Khrouchtchev a-t-il eu le temps d'observer et de se faire lire, dans la salle des mariages, la grande plaque murale qui honore la mémoire des citoyens marseillais membres du célèbre bataillon parti à Paris *"sauver la patrie"* le 10 août 1792 et morts dans l'assaut des Tuileries qui abat la royauté en France ? Dans son in-

culture proverbiale, que savait-il de cet épisode emblématique de notre histoire "locale", qui donna son hymne guerrier à la République ? Toujours est-il que les descendants actuels de ce glorieux bataillon, abusés sur la nature véritable de ce fossoyer de la révolution bolchevique, l'accueillirent massivement tout au long de sa visite de la ville, devant la préfecture, sur les quais et dans les quartiers nord, fiefs incontournables du Parti communiste depuis la Libération. Khrouchtchev n'était-il pas leur homme, héritier d'Octobre, dirigeant du prolétariat mondial, tant la ferveur y était palpable ?

Mais Khrouchtchev et les masses ouvrières qui l'acclament parlent-ils le même langage ? Les journaux "de gauche" rivalisent d'amabilités. *Le Soir* (26 mars) titre en citant sa parole : « M. "K" : *"Bravo Marseille." Nos idées sur la France auraient été incomplètes si nous n'avions pas vu votre ville.* » Réponse de Gaston Defferre : *"Nous serons satisfaits si votre voyage à Marseille et le souvenir que vous en emporterez permettront de consolider la paix entre les peuples."* Voilà qui ne mange pas beaucoup de pain !

La Marseillaise se surpasse. La "une" de *La Marseillaise-Dimanche* (27 mars) publie pleine page un dessin *"d'après Jean Effel"* et *"créé pour l'affiche de l'association France-URSS"* : le baiser d'une jeune fille en tenue de carmagnole, avec bonnet phrygien et bouquet de marguerites qu'elle offre à un jeune Soviétique botté... Sous le titre énorme *"Bienvenue au Président Khrouchtchev !"* Avec photo en encadré. Lundi 28 mars, c'est : *"La Provence enthousiaste a acclamé N. Khrouchtchev. Foule immense à Marseille."* Mardi 29 mars : *"Hier à Marseille, JOURNÉE TRIOMPHALE pour le Président N. Khrouchtchev. Une foule innombrable l'a acclamé sans fin à chacune de ses étapes. APOTHEOSE devant la Mairie"* (photo devant le Vieux Port).

Rencontre mémorable

Cette rencontre mémorable avec Marseille, véritable métropole ouvrière

qui ne cesse de vivre aux rythmes de la lutte des classes, mais où les mots "classe ouvrière" ont été très soigneusement censurés de part et d'autre, s'est curieusement achevée par la visite... du lycée Nord (actuellement lycée Saint-Exupéry). Alors lycée de plein exercice — de la 6e à la terminale —, il fut "mon" lycée, celui où j'ai enseigné de 1978 à 1999. Il avait très peu conservé la mémoire de cette visite d'Etat historique. Construit en 1958 avec la naissance de la Ve République, c'est avec cet événement inattendu qu'il a quasiment été inauguré par Khrouchtchev. Cette visite éclair n'a curieusement laissé aucune trace visible sous forme de plaque murale... Mais les murs n'ont pas de mémoire. Il faut dire que cette réalisation, fruit d'incessantes revendications des familles, était la fierté des habitants des quartiers ouvriers, dont les enfants étaient auparavant contraints de se rendre au centre-ville pour poursuivre leurs études secondaires. Cette mobilisation avait été initiée et soutenue par le PCF et son député historique et emblématique, François Billoux, plusieurs fois ministre sous de Gaulle et les suivants dès la Libération, alors élu avec des scores dont son parti, aujourd'hui, a perdu la mémoire...

La presse a relevé le dialogue entendu entre Gaston Defferre, qui conduit la visite, et son illustre invité : « *C'est alors la visite du lycée Nord, sous la conduite de M. Gaston Defferre, séna-*

teur-maire. "Avant, cela appartenait à qui ?" (1), demande M. Khrouchtchev sur l'esplanade dominant la mer à M. Gaston Defferre, qui lui fait un exposé sur ce lycée moderne de 2 000 élèves. Le sénateur-maire reste perplexe et le président lui dit qu'en URSS il est normal de s'enquérir de l'ancienne propriété des terrains sur lesquels on construit des bâtiments publics. Bien que le ciel reste couvert, M. Khrouchtchev s'inquiète de la chaleur lorsqu'on en vient aux dortoirs de 300 lits exposés au midi. Le maire écarte cette objection : "A Marseille, nous aimons la chaleur", et explique dans quelles conditions a été construit ce lycée, que figure une maquette disposée sur l'esplanade. Ponctuant sa visite de "C'est raisonnable, c'est bien", M. Khrouchtchev traverse rapidement dortoirs et salles à manger pour aller serrer la main du chef cuisinier. Dans un couloir, les élèves lui font une ovation. A la sortie, la foule crie "Libérez Khrouchtchev !", "Vive la Russie". Et le cortège se reforme pour gagner l'Hôtel de Ville. »

Finie la récréation. De retour à Paris pour les choses sérieuses, il est reçu à l'Elysée par le général de Gaulle, le 1^{er} avril 1960.

Michel Barbe

(1) Cette curieuse interrogation du chef de l'Etat-qui-construit-le-socialisme manifeste-t-elle timidement le souci de Khrouchtchev de marquer un intérêt de classe ? Mystère.

Nikita Khrouchtchev et le chanoine Kir

LE chanoine Kir fut maire de Dijon durant 23 ans, de 1945 à 1968. Ce personnage haut en couleur a marqué la vie politique dijonnaise : *“Mythomane allant jusqu’à l’autocaricature, d’une irascibilité volcanique, d’une agressivité sans limites et d’un désir inextinguible de reconnaissance et de pouvoir”*, écrit son biographe, Louis Devance (*Le chanoine Kir, l’invention d’une légende*, EUD 2007, d’où sont extraites toutes les citations qui vont suivre).

De 1928 à 1940, Kir collabore activement à l’hebdomadaire *Le Bien du peuple*, dont la devise *“Dieu, Patrie, Famille, la Croix et la Charrue”* est suffisamment explicite et ne nécessite pas de commentaire.

Inlassablement, le chanoine dénonce la laïcité, *“une doctrine avilissante qui supprime l’idée de l’âme et fait de l’homme un fils de singe, un quelconque marsupial”*.

La mixité des écoles publiques lui inspire de sombres pronostics sur la décadence des mœurs : *“Tant que subsisteront les troublantes conséquences du péché originel, la promiscuité des garçons et des filles est contre-indiquée pour une pédagogie judicieuse... Si la scolarité doit être prolongée jusqu’à 14 ans (...), il y aura à la fois danger pour les instituteurs et les élèves des deux sexes”* (14 avril 1929). Il cite Mgr Bonnabel, évêque de Gap : *“Il y a péril de corruption à ce que les garçons et les fillettes se trouvent pendant des heures sur des bancs qui peuvent servir de paravent à des actes mauvais et prennent ensemble leurs ébats dans les mêmes cours”* (1934).

Il combat avec acharnement le Front populaire. En 1936, il réplique à des femmes grévistes qui le conspuent : *“Je savais que le rouge effrayait les taureaux, mais j’ignorais que le noir pût effrayer les vaches.”*

Il se réjouit de la victoire de Franco : *“Les atrocités sans nom qui furent perpétrées par le Frente Popular vont clore leur cycle infernal.”* Selon son biographe, il n’éprouve aucune sympathie pour le fascisme, qu’il renvoie dos à dos avec le bolchevisme : *“Tous deux considèrent la personne humaine comme un rouage de la machine sociale.”*

La défaite de 1940 va lui offrir l’opportunité de commencer une carrière politique. Le 16 juin 1940, une foule nombreuse s’est rassemblée dans la cour d’honneur de la mairie ; elle proteste face à la disparition du maire et de son conseil municipal, des services municipaux et préfectoraux en cours d’évacuation (y compris les pompiers !). Sous la pression de l’opinion, le préfet de Côte-d’Or signe un arrêté instituant une délégation municipale de cinq membres, le chanoine en fait partie.

Il perd ses fonctions à la mairie en décembre 1940, après deux mois d’emprisonnement (on lui reproche d’avoir facilité l’évasion de prisonniers de guerre).

En septembre 1944, il est admis dans le comité de libération de Dijon comme *“personnalité”* et *“résistant indépendant”*. Il est élu maire de Dijon en avril 1945, à 69 ans, et le restera jusqu’à sa mort, en 1968, à l’âge de 92 ans !

Anticommuniste et “pèlerin de la paix” ?

Kir a violemment condamné la révolution russe, puis l’Etat soviétique. En 1940, il s’est félicité de voir le Parti communiste français mis hors la loi par le gouvernement Daladier, puis ses militants pourchassés par Vichy (*Le Bien du peuple*, du 13 octobre 1940).

Après la guerre, il s’affirme toujours anticommuniste, mais il salue le patriotisme antinazi des Russes.

Survient la mort de Staline : l'Assemblée nationale observe une minute de silence pour honorer sa mémoire et le chanoine lui rend hommage devant le conseil municipal de Dijon.

Kir est enthousiasmé par la création de la Fédération mondiale des villes jumelées (FMVJ) (en 1957, à Aix-les-Bains) : il se déclare pèlerin de la paix et se veut ambassadeur officieux de la France auprès de toutes les villes du monde ! En 1958, il préside la FMVJ, il projette de jumeler Dijon avec Stalingrad, où une délégation dijonnaise se rendra en avril 1959.

Le chanoine Kir, député-maire de Dijon, à Stalingrad ? A l'annonce de ce projet se déclenche un tir croisé du gouvernement et de la hiérarchie catholique. Le général de Gaulle n'entend pas permettre à ce "pitre enjuponné" de se produire comme le représentant officieux de la France en URSS et il décide d'organiser une visite à Dijon au moment où la délégation municipale s'apprête à partir pour Stalingrad. Kir maintient son projet et se rend à Rome pour obtenir l'accord papal. Mais il ne réussit pas à convaincre le cardinal Tisserand : la délégation dijonnaise sera reçue chaleureusement à Moscou, Leningrad et Stalingrad, mais sans lui !

Les communistes locaux se félicitent de "la prise de position du chanoine en faveur des jumelages, facteurs de création de liens entre les nations" (page spéciale de *L'Huma-Dimanche*, datée du 6 septembre 1960).

"Si Kir ne peut pas aller à Khrouchtchev, Khrouchtchev ira à Kir"

Khrouchtchev, invité en France pour un voyage officiel en mars 1960, décide de rendre visite au chanoine de Dijon le 28 mars. Cette nouvelle fait l'effet d'une bombe ! Le 2 mars, Kir déclare qu'il a invité Khrouchtchev pour défendre la paix.

L'évêque réagit immédiatement et demande à Kir de ne pas participer à la réception officielle, car il est inimaginable de voir publier "des photos d'un prêtre

serrant la main, adressant des compliments ou rendant hommage à un personnage qui est l'ennemi déclaré de Dieu, se son Eglise, des âmes et du Surnaturel" (11 mars 1960).

Le chanoine réplique vertement à son évêque : "Si nous n'avions pas eu les Russes, nous serions encore sous le joug allemand... Si un jour la Chine voulait reprendre le chemin des grandes invasions des IV^e et V^e siècles, nous serions très heureux d'avoir la Russie comme paravent... J'ai déjà une influence considérable en Russie !" (lettre du 11 mars 1960).

Il fanfaronne : "Je n'ai pas reçu d'ukaze du pape et je recevrai M. K. envers et contre tous" (*Les Dépêches*, 17 mars 1960). Ce qui lui vaut cette admonestation de son évêque au cas où il persisterait dans la désobéissance : "Je me verrais obligé de vous infliger une peine canonique : suspension de tous vos pouvoirs sacerdotaux."

Le 25 mars, l'intraitable chanoine s'adresse à son évêque de façon étrangement menaçante : « Je tiens à vous dire que vous ignorez peut-être qu'au lendemain de la Libération, pendant la période où le comité départemental de Libération avait tout pouvoir et où j'étais président de la commission de justice, je vous ai défendu en raison de vos affinités pétainistes. Un jour, le pape actuel me disait : "L'évêque de Dijon a bien de la chance de vous avoir !" »

Mais le 27 mars, deux jours avant l'arrivée de Khrouchtchev à Dijon, la presse locale publie un communiqué du chanoine : "En raison de la défense qui m'a été faite par Mgr l'Evêque de Dijon, je ne recevrai pas M. Khrouchtchev."

Le 28, la rumeur se répand dans les bistrotts de Dijon où l'on sirote le kir mis au goût du jour (une dose de liqueur de cassis, une dose de vodka, et vous achevez le remplissage avec du blanc ali-goté) : "On a enlevé le chanoine !"

L'évêque, qui redoute une photo montrant le chanoine saluant le visiteur depuis la fenêtre de son domicile sur la grand-place, a monté cet enlèvement avec la complicité des autorités républicaines oubliées de la séparation des Eglises et de l'Etat : l'adjoint au maire,

Petolat, vient prendre le maire chez lui et, dans une voiture sans fanion (qui appartiendrait aux Renseignements généraux), le conduit en Haute-Marne où l'attendent des amis et un repas bien arrosé !

K. est reçu en fin d'après-midi dans la magnifique salle des États de Bourgogne, où il n'y a ni Kir ni kir ! Il évoque l'absent dans sa réponse à l'allocution de bienvenue de l'adjoint Petolat : *"Il est absent ici physiquement, mais spirituellement il est avec nous. Je l'embrasse et le félicite pour les efforts communs qu'il déploie avec nous pour la sauvegarde de la paix."*

K. salue longuement du balcon la foule amassée où s'agitent de nombreux drapeaux rouges distribués par la section du PCF.

De retour à son domicile, Kir réplique aux journalistes qui le questionnent : *"Je regrette que ceux qui crient le plus contre le rideau de fer en aient mis un aujourd'hui entre la Russie et moi"* (*Le Progrès*, 29 mars).

Deux rencontres des deux K. : Paris, mai 1960 ; le Kremlin, septembre 1964

A l'occasion de la conférence des Quatre Grands qui se tient à Paris en mai 1960, le député-maire de Dijon est accueilli par Khrouchtchev à l'ambassade soviétique et les photographes immortalisent l'accolade fraternelle ! Enfin ils se sont rencontrés ! Le chanoine ne s'en tiendra pas là. En septembre 1964, il est à Cracovie, où se tient le congrès de la FMVJ ; il y reçoit une invitation de M. K. Le 9 septembre, il reçoit au Kremlin la médaille de l'Ordre de la guerre patriotique de première classe. A son retour

en France, au Palais-Bourbon, le chanoine évoquera avec enthousiasme son voyage en URSS : *"A Volgograd, 10 000 personnes alignées sur plus d'un kilomètre m'applaudissaient... De problème religieux, il n'y en a plus en URSS. J'ai dit ma messe à Moscou dans une église catholique et deux ministres avaient tenu à y assister. Les églises orthodoxes sont pleines à craquer."*

Nouveau discours enthousiaste devant le conseil municipal : *"Au Kremlin, j'ai été reçu comme un chef d'Etat. Devant tout le monde, Khrouchtchev m'a embrassé"* (bulletin municipal, 5 octobre 1964).

Le 14 octobre 1964, M. K. est limogé !

Comment expliquer la tonalité chaleureuse de ces rencontres ? Louis Devance évoque *"leurs communes origines terriennes et leurs mœurs simples (...), leur souci de préserver la paix du monde"*.

La riche biographie que Jean-Jacques Marie vient de consacrer à Khrouchtchev éclaire quant à elle les arrière-pensées politiques du maître de l'URSS, notamment au sujet du rôle qu'il assignait à la Chine dans cette "coexistence pacifique" qui sema tant d'illusions.

En octobre 1962, en Côte-d'Or, tous les partis, sauf l'UNR, appellent à voter non au référendum sur la nouvelle Constitution, qui est adoptée par 62 % des voix. Le chanoine est en mauvaise posture pour les élections législatives de novembre : il appartient au CNI, qui a appelé au non, et Robert Poujade, de l'UNR, lui est opposé. Coup de tonnerre le 20 novembre : pour *"barrer la route à la dictature"*, le bureau fédéral du PCF appelle à voter pour le chanoine Kir, qui l'emporte avec 54,48 % des voix !

Lucien Perron

**Jean-Marc
Schiappa :
Le “socialisme français”,
ou de Marcel Déat
à Vincent Peillon**

En présentant cette étude de Jean-Marc Schiappa, nous renvoyons à la présentation faite dans ce même numéro des deux pages de Georges Hoffmann sur Jaurès, et en particulier à la citation extraite de l'article de Jaurès sur "*Le socialisme français*" publié en 1898 dans la revue *Cosmopolis*. Jaurès y affirme clairement que "*les salariés ne peuvent (...) s'élever à l'état d'hommes libres qu'en arrachant à la classe capitaliste la propriété des moyens de production*", et il termine son développement par une conclusion nette et sans bavure : "*C'est la propriété qui donne le pouvoir à la classe capitaliste et c'est le pouvoir qui lui conserve sa propriété.*"

Il faut briser ce cercle en conquérant le pouvoir, et par lui la propriété" (Jaurès, "*Rallumer tous les soleils*", p. 306).

Dans le même article, il affirme : "*Jamais, depuis un siècle, ni avec Babeuf et la Conjuration des Egaux, ni en 1848, ni en 1871, le socialisme français n'eut en main d'aussi puissants moyens d'action et tant de chance de vaincre. Certes, ce n'est ni l'audace ni la netteté de pensée qui manquaient à Babeuf et à ses amis*" (ibidem, p. 317).

Evoquant 1848, le seul reproche sérieux qu'il fasse aux socialistes de l'époque, c'est de n'avoir pas osé : "*A l'heure où il eût dû agir et transformer la propriété, le prolétariat délibérait*" (p. 319).

Quant à la Commune de Paris en 1871, il écrit : "*En obligeant la monarchie à reculer (...), elle donnait à la classe ouvrière une créance de plus sur la République*" (ibidem, p. 320).

En tout cas, une chose est sûre : traitant du "socialisme français", ce sont ces ancêtres qu'il évoque, et non pas ceux dont Vincent Peillon tente de faire les annonciateurs d'un socialisme français spécifique.

L'article de Jean-Marc Schiappa le démontre...



Vincent Peillon.

Les eaux troubles du "socialisme français"

Un "socialisme français" ?

Vincent Peillon, visant au "renouvellement" du "socialisme", affirme l'existence d'un socialisme français, par opposition au socialisme allemand, qui est dans l'esprit de Peillon synonyme de marxisme. Cette opposition entre socialisme dit "français" et socialisme dit "allemand" n'est pas nouvelle.

Précisons qu'on peut utiliser, en un raccourci de langage, l'expression "socialisme français" ou "mouvement ouvrier français". Il s'agit d'une facilité, rien de plus, à condition de la préciser comme telle ; mais quand on l'utilise pour fonder une opposition, en la systématisant, ce n'est plus une facilité, mais une volonté.

Sous la plume de Vincent Peillon, cette expression devient même obsédante : les pages 10-11-12 de sa préface à l'étude de Christelle Flandre (1) contiennent 11 références à "*socialisme français*" et 5 à "*socialisme allemand*". Voici au moins un terrain quantitatif sur lequel le premier l'emporte ! "*Il existait bien, par contraste avec le socialisme allemand, un socialisme français*" (2).

Paul Brousse, à la fin du XIX^e siècle, fut probablement l'un des premiers contre Guesde, fustigeant ceux qui vont chercher leurs idées vers "*les brouillards de la Tamise*" (Marx vivant à

Londres à cette époque [3]). Se référer à la fin du XIX^e siècle, ce n'est pas très nouveau pour un rénovateur... Paul Brousse fut le dirigeant du courant "possibiliste" parce qu'il affirmait qu'il était "possible" d'aller graduellement au socialisme. Mais Brousse imaginait un avenir socialiste, alors que Peillon considère le capitalisme comme indépassable.

On retrouve le même vocabulaire chez Zévaès refusant l'unité de la SFIO en 1905 : "*Est-ce que la tactique du Parti socialiste d'Outre-Vosges (rappelons qu'en 1905, l'Alsace était allemande — J.-M. S.), obligé de se mouvoir sous le régime de fer d'un Empire militaire et féodal, peut convenir au socialisme français qui se développe aujourd'hui dans une République en plein travail d'évolution démocratique*" (4) ?

"Un socialisme idéaliste et moral, propre à la France"

Peillon affirme ici l'existence d'"un socialisme idéaliste et moral, propre à la

(1) Ch. Flandre, *Socialisme ou social-démocratie, regards croisés français allemands, 1971-1981*, 2006.

(2) V. Peillon, *La Révolution française n'est pas terminée*, 2008, p. 73.

(3) Cité par Cl. Willard in *Jules Guesde, le prophète et la loi*, 1991.

(4) Cité in G. Lefranc, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République*, tome 1, p. 132.

France" (5) ; en effet, "le socialisme français est dans sa grande majorité évolutionniste, réformiste, pacifiste" (6) ; le socialisme allemand est donc matérialiste, amoral, brutal, révolutionnaire, guerrier.

Là encore, Peillon n'invente rien : le sociologue Cl. Bouglé (que Peillon cite) a rédigé en 1932, en pleine crise "néo", une étude intitulée *Socialismes français*, qui oppose ces socialismes fantasmés et le socialisme allemand (7). L'un (français) serait évolutionniste, l'autre brutal.

Il y a quelque part, dans cette charge contre la "violence" du socialisme allemand opposée à la "douceur" du socialisme français (ô paras tortionnaires de la guerre d'Algérie aux ordres de ministres SFIO comme Lacoste, Max Lejeune et Guy Mollet ! ô CRS envoyés contre les grévistes en 1947 par le socialiste ministre de l'Intérieur Jules Moch ! ô attentat meurtrier contre le *Rainbow Warrior* ordonné par le socialiste Hernu, ami personnel du socialiste Mitterrand), une pointe de nationalisme anti-Allemand, assimilant sans trop y pousser le nazisme et le peuple allemand, qui en fut la première victime.

Mais cette opposition entre deux socialismes est fautive. Pour deux raisons différentes et, l'une et l'autre, définitives en elles-mêmes.

Il n'y a pas de socialisme "français" ou "allemand", ou "norvégien", ou "chinois", ou "argentin", ou "je ne sais quoi". Il ne s'agit pas de caractéristiques spécifiques, il s'agit de formes distinctes, nationales, d'un même fond, international. Ces formes constituent des "caractères originaux" (pour citer encore une fois Marc Bloch) du mouvement ouvrier, ici en France (et non "français"), là en d'autres pays.

Par exemple, la question des relations entre mouvement politique et mouvement syndical ne se pose pour ainsi dire dans aucun pays de la même manière. L'organisation structurelle du mouvement syndical anglais, qui a créé la forme politique ("Labour", même malgré les efforts des dirigeants nouveaux "New Labour"), est une chose. Bien que proche, elle n'est pas comparable au dualisme DGB-SPD en Allemagne. Le

cas américain (syndicats puissants, mais absence d'expression politique partisane indépendante) est encore différent. L'indépendance des syndicats en France n'est, d'ailleurs, pas exactement la même qu'en Espagne : l'UGT n'est pas la CGT-Force ouvrière, même si les deux organisations sont proches, voire semblables à beaucoup d'égards. On pourrait multiplier les exemples avec le Japon, l'Afrique du Sud, le Brésil. L'histoire prend des formes différentes suivant les circonstances nationales.

La démocratie politique

La question de la démocratie politique, base de l'existence du mouvement ouvrier indépendant, prend également des chemins différents : aux Etats-Unis, la *Déclaration des droits* est le fondement de cette démocratie politique, y compris pour les mouvements les plus radicaux. Lors de son procès, le trotskyste américain James P. Cannon peut affirmer le 18 novembre 1941 : « Si la majorité du peuple soutenant les idées du socialisme est en mesure d'assurer une victoire par des processus démocratiques, je ne vois pas la raison pour laquelle ils ne pourraient pas se poursuivre par la méthode démocratique d'amendement de la Constitution pour s'adapter au nouveau régime. Naturellement, les amendements devraient être d'une nature absolument drastique, mais il y a des parties de la Constitution que je serais disposé à inscrire dans le programme du parti à n'importe quel moment — le "Bill of Rights" (les amendements de 1791 à la Constitution de 1787), dans lequel nous croyons. La section de la Constitution qui protège les droits de la propriété privée, nous pensons qu'il faudrait absolument la changer dans la société que nous envisageons, qui élimine la propriété privée des entreprises industrielles de grande taille » (8).

(5) *Op. cit.*, p. 70.

(6) *Op. cit.*, p. 76.

(7) Cl. Bouglé, *Socialismes français*, 1932, consultable sur le site Internet de l'Uqac.

(8) James P. Cannon, *Socialism on trial* ; traduction française, *Le Socialisme en procès*.

En France, elle prend la forme de la défense de la République dite "*une et indivisible*". L'anticléricalisme du mouvement ouvrier et démocratique en France est une donnée structurante de celui-ci. Ce n'est pas exactement le cas dans d'autres pays (pensons au rôle de nombreux pasteurs dans le mouvement ouvrier aux Etats-Unis, par exemple). Le cléricalisme fut une véritable "*chape de plomb*" (9). Il fut mis à mal par la loi de séparation de 1905, par le rôle par la compromission de l'Eglise avec le régime de Vichy et de bien d'autres façons. Pour se sauver et parce qu'il considérait la classe ouvrière et le mouvement ouvrier comme une "terre de mission", le cléricalisme modifia radicalement stratégie et formes de son intervention (10).

Une différence d'essence, de nature

Ce n'est pas cette différence de formes que soutient Vincent Peillon ; il oppose "*socialisme français*" et "*socialisme allemand*", en tous points, bord à bord, comme deux vaisseaux du film *Pirates des Caraïbes*. On l'a vu, pour lui, il y a une différence d'essence, de nature.

Il ne peut y avoir de socialismes de natures différentes en fonction du critère de leur nationalité.

Le socialisme est défini comme la "*doctrine économique et politique qui préconise la disparition de la propriété privée des moyens de production et l'appropriation de ceux-ci par la collectivité*" (11) ou encore comme la "*dénomination de diverses doctrines économiques, sociales et politiques condamnant la propriété privée des moyens de production et d'échange*" (12).

Ajoutons que les interpénétrations nationales sont fréquentes et permanentes, et pas seulement culturelles... On sait, et Peillon le sait, que Jaurès entama sa connaissance du socialisme par une thèse (en latin) sur les origines philosophiques du socialisme allemand (13).

Ensuite, ce départ entre ces deux "socialismes" est faux structurellement.

Nombre de courants ou de dirigeants sont aussi "évolutionnistes" que leurs équivalents français : Si la question ne se pose pas pour Weiting, elle devient plus aigue pour Fr. Lassalle, mais il n'y a plus d'ambiguïté pour Bernstein. En effet, il n'y a pas plus "évolutionniste" que Bernstein ; on connaît sa célèbre formule "*Le mouvement est tout*", qui résume assez bien une théorie cohérente et dont la construction va dans le sens de l'atténuation des antagonismes entre les classes. Peillon le sait bien, puisqu'il a recommandé l'ouvrage d'E. Jousse consacré à cette question (14).

"*Ce qui est reproché à Bernstein, c'est non seulement son réformisme, son refus de la violence révolutionnaire, sa lecture différente de l'évolution du capitalisme, sa reconnaissance de la filiation entre libéralisme et socialisme, c'est de vouloir, contre Marx, un retour à Kant, non seulement en ce sens qu'il refuserait le dogmatisme d'une théorie si abstraite et verbale qu'elle en viendrait à négliger le réel et à s'enfermer dans une sphère de purs discours, mais plus encore en ce qu'il proposerait un socialisme à la fois idéaliste et moral*" (15).

Quelques contre-vérités

Donc, si l'on en croit les définitions et les remarques de Peillon, le meilleur — ou au moins un des meilleurs — représentant du socialisme "français" serait "l'Allemand" Bernstein. On voit bien, à la lecture de ce qu'écrit Peillon lui-même, que les distinctions opérées par Peillon ne valent rien.

Ce classement arbitraire oblige Vincent Peillon à quelques contre-vérités à propos des socialistes français. Ainsi, que devient Babeuf, dont Jaurès ne par-

(9) Cl. Nicolet, *L'idée républicaine en France*, p. 271.

(10) M. Prévotel, *Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier*, 2008.

(11) *Dictionnaire Hachette encyclopédique*, 2002, p. 1506.

(12) *Petit Larousse illustré*, 2007, p. 990.

(13) Jean Jaurès, *Les origines du socialisme allemand*, réédition, 1960.

(14) E. Jousse, *Réviser le marxisme ? D'Edouard Bernstein à Albert Thomas, 1896-1914*, 2007.

(15) *L'Ours*, n° 376, mars 2008.

lait qu'avec éloges ? Babeuf affirmait, entre autres, que "c'est (la Révolution) une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres", et que "quand l'existence de la majorité est devenue tellement pénible qu'elle ne peut plus y tenir, c'est ordinairement alors qu'éclate une insurrection des opprimés contre les oppresseurs" (16). Le sociologue C. Bouglé, cité avec gratitude par Peillon, rejette explicitement Babeuf du nombre des socialistes "français" : "Et ni les uns ni les autres n'auraient souscrit au programme révolutionnaire de Babeuf" (17).

Peillon, pour sa part, le nomme négligemment trois fois, sans jamais se donner la peine de développer un tant soit peu : "Chacun choisit ses héros : Babeuf..." (18) ; il le cite une deuxième fois parce que son nom figure dans le titre d'un ouvrage (19), et une ultime fois quand il mentionne "les disciples de Robespierre et de Babeuf", ce qui ne veut rien dire, convenons-en (20).

Blanqui fut probablement le principal dirigeant révolutionnaire en France de 1832 à sa mort, en 1881, tellement respecté ou craint que Thiers refusa de le libérer en 1871 en disant que "ce serait donner une tête à la Commune". Blanqui est liquidé par Peillon en une (une !) phrase. Et quelle phrase ! Il affirme que "le personnage de Blanqui leur (tous ces socialistes) faisait horreur" (21).

Une fois de plus, la vérité historique est différente de ce qu'en écrit Peillon. En 1848, en pleine révolution, il faut museler Blanqui, le plus lucide et le plus populaire des chefs révolutionnaires. On fait circuler un faux, dit "faux Taschereau", le présentant comme un indicateur de police. Comment réagissent les socialistes de l'époque ? Dans sa biographie de Blanqui, S. Bernstein écrit que "Cabet et Raspail s'élevèrent également contre le document. Considérant le passé de Blanqui, Cabet conclut que l'accusation était insoutenable. Raspail fit plus : non content de rejeter le document en bloc, il déclara que Taschereau, l'accusateur, était en fait le coupable et le somma de se disculper. Proudhon se déclara entièrement satisfait de la réponse de Blanqui" (22). Blanqui a été défendu

par "tous", à l'exception notable des amis de Barbès, agissant ainsi par haine fractionnelle.

Et que dire des néo-babouvistes étudiés par A. Maillard (23), du banquet communiste de 1840 à Belleville, première forme publique d'expression organisée de ce courant ? Th. Dézamy affirme que "toute propriété individuelle favorise et consacre l'exploitation du travailleur", Villy s'adresse "aux prolétaires victimes des exploiters", Simar qualifie la propriété individuelle de "lèpre dévorante" (24). Tous ces militants seraient évolutionnistes, tous conciliateurs entre les classes, tous amis de la propriété ? Cela est faux, même Peillon le sait.

Un vaste champ d'exclusions

Et que deviennent les anarchistes ? les allemanistes ? les syndicalistes-révolutionnaires (nous excluons, évidemment, les "marxistes" de stricte obédience que voulaient être les guesdistes) ? Que faut-il faire d'Eugène Varlin, fondateur de l'Internationale en France, animateur de tant de grèves ouvrières, dirigeant de la Commune de Paris et fusillé à ce titre (25) ?

Que faire de Pouget, "le Père peignard", fondateur de l'anarchisme syndicaliste, rédacteur de la "Charte d'Amiens" (1906), qui écrivait : "La classe ouvrière ne rêve pas de s'adapter au monde capitaliste, de s'encastrier dans le système de production actuelle, pour s'y développer au mieux de ses intérêts. Elle a des vi-

(16) Jean-Marc Schiappa, *Gracchus Babeuf avec les Egaux*, 1991, p. 165 ; nous pourrions multiplier les exemples.

(17) C. Bouglé, *op. cit.*, p. 105.

(18) *Op. cit.*, p. 22.

(19) *Op. cit.*, p. 92, note.

(20) *Op. cit.*, p. 122.

(21) *Op. cit.*, p. 91.

(22) S. Bernstein, *Blanqui*, 1970, p. 157.

(23) A. Maillard, *La Communauté des Egaux. Le communisme néo-babouviste dans la France des années 1840*, 1999.

(24) G. M. Bravo, *Les socialistes avant Marx*, tome II, 1979, pp. 211 à 232.

(25) M. Cordillot, *Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné*, 1991.

sées plus hautes — des visées de transformation sociale — et ce sont ces aspirations révolutionnaires qui l'ont amenée à se constituer en parti de classe et en opposition à tous les autres partis et en opposition à toutes les autres classes" (26) ?

Que dire de Fernand Pelloutier, autre figure essentielle du mouvement ouvrier en France et fondateur des Bourses du travail ? *"Il existe entre le capital et le salariat une opposition d'intérêts que la législation prétendue libérale n'a pu ou voulu détruire" (27)*, écrivait-il en 1892. Un historien peut noter : *"Nul autant que Pelloutier n'aura été persuadé, en cette fin de XIX^e siècle, de la nécessité pour le prolétariat de mener une lutte de classe" (28)*.

Classer ces militants — mais cela est impossible — dans les "évolutionnistes" ou les exclure du mouvement ouvrier "français", qu'en faire ? *Peillon ne cite aucun de leurs noms ; tous sont pourtant des fondateurs et représentants caractéristiques du mouvement ouvrier en France. Le mouvement ouvrier vu par Peillon ressemble à un vaste champ d'exclusions. Il oublie aussi la Commune de Paris, sommet du mouvement ouvrier en France, à tout coup la première tentative d'établir un nouvel ordre social. Ou plus exactement, il évoque le "souvenir sanglant de la Commune" (29)*.

Peillon parle de revenir aux socialistes d'avant 1848 (30). Là encore, ce n'est pas nouveau ; dans un ouvrage ancien, A. Philip intitule un passage *"La crise néo"*, et il y écrit, dès les premières lignes : *"Pour les uns (...), il est indispensable de remonter aux valeurs éthiques du socialisme de 1848" (31)*. Nous voilà au cœur du problème.

Le "socialisme français" et Marcel Déat

Quant au "socialisme français", s'en réclamer n'est effectivement pas neuf. Il nous faut revenir sur celui de l'homme qui est allé le plus loin dans la francisation du socialisme : Marcel Déat (32).

Avant d'être une des figures marquantes de la collaboration, ministre de Pétain, fondateur et dirigeant d'un des principaux partis collaborationnistes, le Rassemblement national populaire (RNP), Déat fut un dirigeant de la SFIO. Léon Blum le distingua pour son intelligence et sa capacité de travail. Un temps attiré par la sociologie, il fut même élève et protégé de Célestin Bouglé, avant d'être élu député (à 32 ans), puis devenir dès 1930 le chef de file de ceux qui furent appelés les "néo-socialistes".

Que disait-il en septembre 1940 ?

"C'est tout un livre qu'il faudrait écrire, et il serait gros, pour suivre, depuis vingt ans, ne serait-ce qu'en Europe occidentale, et particulièrement en France, la lente et difficile prise de conscience par laquelle le socialisme, au sens large, est passé de la conception internationaliste de la lutte des classes à la notion nouvelle d'une fusion des classes dans le cadre national. Mais il ne serait pas difficile de montrer que cette évolution, même quand elle a procédé par crises, a été continue. Il y avait déjà bien des idées en germe, voire exactement formulées, chez Jaurès, et, par-delà Jaurès, dans la vieille et honorable tradition du socialisme français, depuis Saint-Simon jusqu'à Proudhon. Et au fond, je crois que tout peut se condenser en cette remarque : le moteur de la Révolution a cessé d'être l'intérêt de classe pour devenir l'intérêt général ; on est passé de la notion de classe à celle de la nation. Mais cela, qui ne s'est pas fait en un jour, n'implique nullement pour le socialisme et la classe ouvrière une rupture et un reniement.

Je mets en fait que les mouvements ouvriers de ces vingt dernières années ont toujours échoué quand ils se sont présentés comme une revendication sé-

(26) E. Pouget, *La Confédération générale du travail*, 1910.

(27) Résolution du congrès de 1892 à Tours, cité par J. Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, 1971, p. 306.

(28) *Ibidem*, p. 193.

(29) *Op. cit.*, p. 25.

(30) *Op. cit.*, p. 89, par exemple.

(31) A. Philip, *Les Socialistes*, réédition 1969, p. 72.

(32) Voir Ph. Burrin, *La Dérive fasciste, Doriot, Déat, Bergery, 1933-1944*, réédition 2003.

parée étroite, volontairement marquée de l'esprit de classe. Au contraire, on a senti grandir le rayonnement aussi bien du mouvement politique que du mouvement syndical chaque fois que les programmes se sont élargis, se sont colorés d'un souci collectif, chaque fois que les éléments ouvriers, s'arrachant à des routines trop étroites, ont osé parler au nom de la nation" (33).

Marcel Déat en 1940, collaborateur, pétainiste, n'affirme aucune rupture ni reniement avec les théories de Déat en 1932, qu'il qualifie généreusement mais frauduleusement de "socialisme".

Déat ne fut pas le seul à chercher, à construire un "socialisme français". Mais il fut le plus efficace, parce qu'il était issu du socialisme et qu'il avait rompu avec lui sur la base d'une révision profonde et explicite du mouvement ("révision plus bernsteinienne que sorélienne" [34], nous dit Milza, avec justesse). Cette base "théorique", un Doriot, par exemple, est loin de la posséder. Déat a élaboré dès 1930 cette révision — et Milza, une fois de plus avec raison, note que cette remise en cause est antérieure aux effets en France de la crise de 1929 (35).

Un rôle de régulateur dans la gestion de la propriété

Au nom d'une évolution de la société capitaliste (comme si le capitalisme n'était pas une des formes sociales les plus évolutives, par essence), l'Etat doit avoir, selon Déat, un rôle de régulateur dans la gestion de la propriété, qui reste individuelle. La place des couches moyennes, l'alliance anticapitaliste, la participation aux gouvernements découlent de cette proposition.

Lorsqu'il rédige *Perspectives socialistes*, Déat n'est pas fasciste, mais il pose plusieurs prémisses en ce sens : refus de la lutte des classes ; défense de la propriété ; nécessité d'un organisme régulateur. Il faudrait revenir au socialisme d'avant 1848, qui fascine tant Peillon (36) et Célestin Bouglé, le maître à penser de Déat, principal sociologue depuis

la disparition de Durkheim, que Peillon cite avec faveur (37).

Que dit, par exemple, Bouglé ? "L'un des jeunes orateurs les plus écoutés des congrès socialistes, Marcel Déat, opposant justement socialistes et jacobins, faisait observer que les socialistes avaient avant tout à s'inspirer de la tradition saint-simonienne" (38).

Il précise : "M. Déat se trouve amené à construire une sorte de néo-socialisme sous le signe du saint-simonisme" (39).

C'est un Saint-Simon fantasmé, certes, mais qui possède quelque parenté avec l'original. Personne ne peut nier l'importance de Saint-Simon dans l'histoire des idées sociales. Parmi les réformateurs sociaux, le premier, il mit en lumière la place du progrès et exprima le refus d'un "âge d'or" mythique et révolu ; il perçut l'évolution des sociétés et des propriétés ; avant même le début de la révolution industrielle, il saisit le rôle de l'industrie. Mais, écrivant à cette période (il est mort en 1825), il pensait que l'évolution de la société se ferait par une meilleure organisation autour de la classe industrielle, regroupant patrons et salariés, "loin de prêcher l'insurrection et la violence" (40) ; il voulait une réorganisation par le haut. Mais ce qui était neuf en 1802 (date des premiers écrits de Saint-Simon) ne l'était plus en 1932 et ne l'est pas en 2009. La lutte des classes, les révolutions, les répressions sont des faits historiques, non des choses que l'on pourrait susciter ou empêcher. La classe industrielle qui était au cœur de la théorie saint-simonienne (et son aspect le moins novateur au demeurant, puisqu'il faisait référence au tiers-état d'avant

(33) Depuis que ces lignes ont été écrites, Déat a été comparé à l'ex-socialiste Besson, devenu ministre de Sarkozy. Cette comparaison tombe à plat.

(34) *L'Effort*, 25 septembre 1940.

(35) P. Milza, *op. cit.*, p. 193.

(36) *Op. cit.*, pp. 70, 73, 91, 166 entre autres exemples.

(37) *Op. cit.*, pp. 88 et 115, par exemple. Peillon cite *Socialismes français*, de Bouglé. Il l'a donc lu. Et il ne dit rien des éloges de Bouglé envers le néo-socialiste Déat ?

(38) C. Bouglé, *Socialismes français*, 1932.

(39) *Ibidem*.

(40) P. Louis, *Cent cinquante ans de pensée socialiste*, 1953, p. 28.

1789) est traversée par les contradictions les plus vives causées par l'aliénation du travail.

Bouglé, qui va "en remontant vers les doctrines du passé" (41) (le sous-titre est au moins aussi explicite : du "socialisme utopique" à la "démocratie industrielle"), prône une société corporatiste, même s'"il ne semble pas que l'idée d'un Parlement professionnel doté d'un pouvoir de décision se fasse aisément accepter de l'opinion française. Vainement lui remontrera-t-on qu'une nation est un organisme. Les éléments constituants de la société n'étant pas les individus-atomes" (42).

Et Durkheim ? Il se réclame de la solidarité organique, selon laquelle chaque partie de la société dépend des autres, d'où l'intérêt de groupements professionnels englobant ouvriers et patrons ; c'est "l'action corporative". Il rejoint Saint-Simon et prône la solidarité entre les classes. C'est pour cela qu'il rejette le socialisme "tant qu'il sera un parti exclusif de classe" et qu'il donne de la théorie socialiste une définition des plus vagues (mais qui ne manquera pas de faire des ravages) : "On appelle théories socialistes toutes celles qui réclament le rattachement plus ou moins complet de toutes les fonctions économiques ou de certaines d'entre elles, même diffuses, aux organes directeurs et conscients de la société" (43).

La lutte des classes est un crime

Si un Etat est un organisme uni, la lutte des classes à l'intérieur de cet Etat est un crime.

Donc, Déat, en 1930-1934, est déjà un réactionnaire corporatiste. Il n'est pas encore le Déat de 1940-1945, mais il en prend le chemin. Et si l'on peut suivre Milza sur beaucoup d'aspects, sa réfutation de l'opinion suivant laquelle "le Déat collaborateur de l'Occupation (est) déjà présent en quelque sorte dans le dissident socialiste de 1933" (44) n'en est pas moins erronée ; il en est de même lorsqu'il dénonce une "peu soutenable démarche rétrospective", pour réfuter

l'opinion selon laquelle "au moment de la scission des néos, Déat est déjà une sorte de crypto-fasciste" (45).

Regardons les textes de l'époque.

Dès le congrès de la Mutualité, la "vieille" SFIO souligne à quel point les néos sont attirés par le fascisme. C'est d'abord Léon Blum qui écrit : « J'ai réfléchi, depuis ce matin. Je l'avoue, ce sentiment d'épouvante ne s'est pas atténué. Il s'est fortifié. Il y a eu même des moments où je me suis demandé si ce n'était pas là le programme d'un parti "socialiste national" (...). Et je vous dis du plus profond de mon expérience : gardez-vous du danger que le discours de Marquet faisait apparaître, que dans votre haine du fascisme, vous ne lui empruntiez ses moyens et même son idéologie" (46).

Et Dunois : "Il paraît — c'est le citoyen Marquet qui l'affirme — que le socialisme est en train de se réaliser... — Hélas ! ajoutez-t-il d'une voix plaintive, c'est en Italie. L'assertion est si formidable qu'on croit rêver. On se frotte les yeux, on a envie de se pincer ! Pour qu'un homme comme Marquet, qui a passé vingt ans dans le Parti socialiste, en soit à considérer que le socialisme se réalise en Italie fasciste et corporative, il faut qu'il n'ait jamais compris ce qu'est le socialisme. Le socialisme consiste dans l'expropriation capitaliste et, par voie de conséquence, dans l'appropriation sociale des moyens de production et d'échange. Cette expropriation, d'une part, cette appropriation, de l'autre, ne se feront pas toutes seules, ni par l'opération du saint Esprit. Il faudra que le prolétariat et les classes prolétarisées s'en mêlent, et c'est à quoi le socialisme les prépare. N'importe lequel de nos jeunes socialistes sait cela et pourrait le dire à Marquet... Eh bien, est-ce cette

(41) C. Bouglé, *op. cit.*, p. 105.

(42) *Ibidem*, p. 115. Il salue, d'ailleurs, "Musso- lini organisant les syndicats", p. 108.

(43) Sur Durkheim, voir Ph. Steiner, *La sociologie de Durkheim*, réédition, 2004 ; M. Eliard, *Corporatisme contre démocratie politique*, 2007 ; certains aspects de la question sont évoqués dans une autre partie, voir *infra*, "Histoire et Libre Pensée".

(44) P. Milza, *op. cit.*, p. 180.

(45) *Ibidem*, p. 192.

(46) *Le Populaire*, 17 juillet 1933.

révolution-là qui s'accomplit en Italie ? Si oui, première nouvelle !

Mais ce n'est pas oui, c'est non ! Il est vrai que Mussolini soumet à ses réglementations despotiques les capitalistes aussi bien que les ouvriers. Mais jusque dans ses réglementations policières les plus aventureuses, il respecte la propriété des uns et maintient les autres sous le joug du salariat. Ce qui se réalise en Italie n'est du socialisme ni dans le fond — puisque, sous le voile de la collaboration des classes, l'exploitation capitaliste et le profit subsistent — ni dans la forme — puisque toute liberté personnelle, toute démocratie politique sont impitoyablement étouffées. Et nous ne parlons pas des socialistes et des communistes qui, tandis que le socialisme se réalise, meurent lentement dans les bagnes mussoliniens. Devant cet argument humanitaire, le citoyen Marquet, qui est un politicien réaliste et un homme d'ordre, se moquerait de nous” (47).

Un autre dirigeant néo-socialiste, Montagnon, affirme : *“La naissance du fascisme, la force du fascisme, vient de la nécessité qui semble évidente partout d'un Etat fort, d'un Etat puissant, d'un Etat d'ordre” (48)*. C'est bien de la fascination !

G. Lefranc note que le parti “néo” fondé en décembre 1933 fut appelé “Parti socialiste de France ; Union Jean Jaurès” pour *“protester contre l'accusation de fascisme lancée après les discours de la Mutualité” (49)*. Donc cette accusation était publique et contemporaine.

L'attirance, sinon la collusion, est un fait public. Ce ne sont pas les historiens qui l'établissent, *a posteriori*, mais les acteurs du débat.

Le fascisme ne se réduit pas à la seule dimension raciste. Le fascisme, c'est d'abord la destruction par la force du mouvement ouvrier organisé. Mais le mouvement ouvrier organisé peut être détruit également par l'intégration des organisations dans un système corpora-

tiste. Sa destruction politique s'en trouve facilitée ou est rendue possible.

Le projet de Peillon : un projet corporatiste

Cette intégration passe par l'association capital-travail (50). Le projet de Peillon comme celui de Durkheim, de Bouglé... et de Déat est un projet corporatiste. C'est *“l'articulation du socialisme et du libéralisme” (51)*, cette articulation peut s'appeler *“le solidarisme” (52)*. Or l'une des principales organisations d'émigrés russes anticommunistes, étroitement liée au fascisme italien, puis au national-socialisme allemand, le NTS (Union nationale du travail), se réclamait explicitement du “solidarisme”, dont elle faisait son corps de “doctrine” officiel.

Peillon propose un socialisme qui pratique la *“collaboration des classes”* (les italiques sont de Peillon) (53) explicitement, la *“collaboration de classes, tout particulièrement de la bourgeoisie et du prolétariat” (54)*, un socialisme fait par ceux qui *“ne croient pas à la lutte des classes, mais à la réconciliation des classes” (55)*, et qui *“conserve la propriété individuelle” (56)*.

A l'opposé total, absolu, de la SFIO de 1905, réaffirmée en 1930 contre Déat et les siens.

Jean-Marc Schiappa

(47) A. Dunois, *op. cit.*.

(48) Cité par Cl. Willard, *op. cit.*, p. 132. B. Montagnon, membre de la commission permanente du RNP de Déat en février 1943, est présenté comme “résistant” dans une notice de Wikipédia !

(49) G. Lefranc, *op. cit.*, tome 2, p. 303.

(50) *Op. cit.*, pp. 110, 112, 133, etc.

(51) *Op. cit.*, p. 43.

(52) *Op. cit.*, p. 44, avec une longue note infrapaginale sur les références bibliographiques récentes ; pp. 74-75, 81, 85, etc.

(53) *Op. cit.*, p. 76.

(54) *Ibidem.*

(55) *Op. cit.*, p. 167.

(56) *Op. cit.*, p. 76.

Chronique des falsifications



Victor Serge (1890-1947).

Jean Birnbaum, du *Monde* : un petit menteur par (grosse) omission

JEAN BIRNBAUM a consacré un long article à Victor Serge dans le *Monde des livres*, daté du 9 juillet, sous le titre "*La conscience de minuit*". On ne pourrait que se féliciter de voir l'attention des lecteurs de l'honorable quotidien attirée sur ce révolutionnaire, qui était aussi un grand écrivain et dont les écrits sur la révolution russe réfutent à l'avance la cohorte des faussaires qui se sont multipliés au cours des dernières décennies, d'Annie Lacroix-Riz à Stéphane Courtois

Mais Jean Birnbaum prend des distances avec la vérité. Il ne trafique pas les faits... il les oublie. C'est le mensonge par omission, moins gros, mais tout aussi pernicieux. Il écrit ainsi : "*Longtemps compagnon de route des bolcheviks, il entre peu à peu en dissidence. Exclu du parti, puis déporté, il est libéré en 1936 grâce à une campagne internationale menée par romain Rolland, André Gide ou André Malraux.*"

Ici, d'abord Birnbaum piétine la logique la plus élémentaire : le compagnon de route d'un parti est quelqu'un qui n'en est pas membre et qui ne peut donc en être exclu. Si Victor Serge a été exclu en 1928, c'est parce que cet anarchiste avait rejoint le Parti bolchevique à son arrivée en Russie soviétique en 1920 et ne pouvait donc pas être un "compagnon de route", puisqu'il était un adhérent et un militant.

Ensuite, le lecteur ne peut deviner à lire ces lignes ("*entré en dissidence*") que Victor Serge a été membre de l'Opposition de gauche, dirigée par Trotsky, puis de l'Opposition unifiée dirigée par Trotsky, Zinoviev et Kamenev, et qu'il a condamné la capitulation de ces deux derniers devant Staline en janvier 1928.

Il récidive en citant les "noms" auxquels Victor Serge rend hommage. Et là, Birnbaum fait très fort. "*Serge, écrit-il, conçoit l'écriture comme un outil de remémoration fraternelle, comme un moyen de saluer les amis disparus. Par-delà les hommages à Rosa Luxemburg ou au marxiste italien Antonio Gramsci, il honore les héros anonymes tombés en Russie, en Espagne ou en Italie.*" Fermez le ban !

Or le révolutionnaire que Serge a le mieux connu, le seul même dont il a écrit la biographie (1), à savoir Léon Trotsky, Jean Birnbaum oublie de le nommer. Il ne cite pas une seule fois son nom dans son article. Pour illustrer cette manipulation, il suffit de signaler que dans le volume de la collection Bouquins qui publie les *Mémoires d'un révolutionnaire* et les autres écrits politiques de Serge (sauf ses articles réunis dans *Retour à l'Ouest*), Gramsci est cité quatre fois, Rosa Luxemburg 23 fois et Trotsky... 247 fois.

(1) Victor Serge : *Vie et mort de Léon Trotsky*, réédité par La Découverte en 2003.

Mais, dira-t-on, peut-être Jean Birnbaum vise surtout le volume *Retour à l'Ouest*, que viennent de publier les éditions Agone. Cela ne change pas grand-chose. Le volume contient 5 occurrences pour Gramsci, 9 pour Rosa Luxemburg et 30 pour Trotsky.

Certes, en 1938, Serge a rompu politiquement avec Trotsky et avec la IV^e In-

ternationale pour plusieurs désaccords politiques. Mais cela ne l'a nullement empêché de rédiger peu après la mort de Trotsky la biographie de ce dernier dont je parle ci-dessus. Serge n'avait manifestement pas de la vérité historique la même conception que Jean Birnbaum.

Jean-Jacques Marie

Le silence est-il toujours d'or ?

PEU après Jean Birnbaum, un autre journaliste d'un hebdomadaire de "gauche", Vincent Jauvert, applique la méthode de l'oubli pour manipuler les faits. Dans *Le Nouvel Observateur* (29 juillet-4 août 2010), il a consacré un long article à la politique menée par le nouveau Premier ministre de la Hongrie, Victor Orban, sous le titre "*L'inquiétant héraut de la Grande Hongrie*". Deux pages entières sont consacrées à la politique de Victor Orban concernant les importantes minorités hongroises qui vivent en dehors de la Hongrie (en particulier en Roumanie et en Slovaquie). Il évoque donc le traité de Versailles de 1920, qui a amputé la Hongrie d'une partie de son territoire historique, et donc d'une partie de ses habitants.

Pourquoi les grandes puissances qui ont ficelé ce traité de Versailles explosif par beaucoup de ses points (la France et la Grande-Bretagne au premier chef) ont-ils fait subir ce dépeçage de la Hongrie ? Vincent Jauvert s'interroge : "*La faute à Clemenceau ?*" Il cite un historien hongrois, Balasz Ablonczy. Ce dernier affirme : "*Clemenceau a été l'un des quatre vainqueurs de la Grande Guerre qui ont imposé le traité de Trianon et divisé ainsi par trois le territoire de la Hongrie. Or on dit que c'est lui qui tenait le plus à un tel démantèlement parce qu'il détestait les Hongrois.*"

"Pourquoi cette haine supposée ? Parce que sa belle-fille, qui était Hongroise, avait divorcé de son fils. En réalité, on sait aujourd'hui que Clemenceau entretenait d'excellentes relations avec cette jeune femme." Donc, la bru n'y est pour rien ! Le dépeçage de la Hongrie n'est pas un règlement de comptes familial.

Alors ? L'historien hongrois cité par Vincent Jauvert conclut : "*La France avait stratégiquement intérêt à soutenir les nouveaux Etats issus de l'Empire austro-hongrois, et cela afin de prévenir une résurgence de l'Allemagne et de tenir celle-ci à l'écart de la Russie bolchevique.*"

Et Vincent Jauvert conclut : "*C'est pourquoi Clemenceau n'a pas été très sensible aux revendications des Hongrois, dont le territoire aurait certes pu, en 1920, être découpé de façon moins humiliante.*"

L'explication n'explique rien... puisque la Hongrie était précisément l'un de ces nouveaux Etats issus de l'éclatement de l'Empire austro-hongrois après la guerre. La volonté de Clemenceau de punir la Hongrie s'explique par un fait gommé par Vincent Jauvert, et dont l'historien hongrois ne dit mot dans le passage cité : fin mars 1919 se constitue en Hongrie une "république des conseils" présidée par le communiste hongrois Bela Kun. Cette république des conseils

suscite un vif espoir en Europe centrale et en Russie soviétique, mais elle est balayée à la fin de juillet grâce à la conjonction de trois facteurs : les erreurs gauchistes de Bela Kun, la trahison de ses alliés sociaux-démocrates... et l'intervention massive de l'armée roumaine, qui écrase la toute jeune "armée révolutionnaire" hongroise ; Clemenceau, confit dans une haine viscérale pour le "bolchevisme", a vu dans cette révolution une émanation de la "peste bolchevique", c'est-à-dire d'une révolution abolissant la propriété privée des moyens de production.. C'est Clemenceau qui insiste en particulier pour confier à la monarchie roumaine (en guise de remercie-

ments pour l'intervention de son armée) toute la partie de la Transylvanie habitée dans en majorité par une population hongroise. Dans *Le Nouvel Observateur*, la république hongroise des conseils, la haine viscérale de Clemenceau pour le bolchevisme, le crime que constitue pour la bourgeoisie la remise en cause de la propriété des moyens de production disparaissent ; le dépeçage de la Hongrie relève dès lors du mystère ou du caprice individuel. La méthode des taches blanches, on le voit, n'est pas seulement stalinienne...

Marc Teulin

Staline polyglotte ? L'historien Georges Frèche le jure

GEORGES FRÈCHE s'exprime sur de nombreux sujets, qui, pour l'essentiel, ne relèvent pas des questions que les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont pour vocation d'aborder. Mais le samedi 7 août, il a donné une interview à *France-Soir* qui aborde des problèmes d'histoire. Annonçant qu'il allait édifier à Montpellier une place des Grands Hommes comportant dix statues, dont celles de De Gaulle, Jaurès, Lénine, Roosevelt et Mao Tsé-toung, il affirme : "*Moi je suis historien, pas moraliste.*" Historien en quoi ? Quels sont les apports ignorés de Georges Frèche ? Il précise ensuite : "*Lénine, il a fait la révolution d'octobre 1917, qui a changé la face du monde. Et ce que je célèbre chez Mao, c'est l'homme de la Longue Marche, qui a rendu sa dignité à la Chine. Au pouvoir, c'est une catastrophe. Mais l'histoire oubliera le Mao désastreux du gouvernement.*" Après ces lignes, qui après tout valent bien ce que de nombreux historiens actuels peuvent commettre, il ajoute : "*J'aurais aussi mis Staline s'il n'y avait pas des familles de victimes du goulag encore vivantes.*

C'était un dictateur sanglant, mais Staline, c'est aussi le vainqueur de Stalingrad, cette bataille qui a changé le cours de la Seconde Guerre mondiale."

Que Stalingrad ait changé le cours de la Seconde Guerre mondiale, c'est peu contestable. Que Staline en soit l'architecte, c'est en revanche très contestable. S'il faut attribuer la victoire de Stalingrad à un homme, c'est plus au maréchal Joukov — qui en a été le principal stratège — qu'à Staline. Car pour ce qui concerne Staline : grâce à quelles dispositions géniales, et de qui, les troupes allemandes ont-elles pu arriver jusqu'à Stalingrad ? Qui a décidé que les troupes soviétiques ne devaient pas être mises en état d'alerte, alors même que l'attaque allemande était imminente et que Staline en avait été prévenu par une douzaine de canaux ? Qui, sinon Staline lui-même...

L'historien Georges Frèche ajoute à propos de celui-ci : "*C'était un type brillant qui parlait onze langues ; un type extraordinaire. Fou, mais extraordinaire.*" Staline parlant onze langues ? C'est du cinéma genre Groucho Marx ! Même le romancier sir Simon Sebag

Montefiore, qui a écrit un *Jeune Staline* plus proche du roman-feuilleton que de l'histoire, n'arrive pas au total fantastique de onze, tout en prêtant à Staline des connaissances en grec et en latin qui relèvent de sa seule imagination. En réalité, Staline ne parlait que le russe, et encore un russe pauvre et sec. Quant au géorgien, il en avait semble-t-il oublié la plus grande partie.

Il parlait donc au mieux une langue un quart. D'où viennent les onze du maire de Montpellier ? Dans sa jeunesse, Georges Frèche fut maoïste tendance albanaise (Enver Hodja... dont, apparemment, il ne propose pas d'édifier une statue à Montpellier), une branche particulièrement délirante du maoïsme. Ceci explique peut-être cela.

J.-J. Marie

Notes de lecture

LOUIS ALTHUSSER
ROLAND BARTHES
CORNELIUS CASTORIADIS
MAURICE CLAVEL † JEAN
DANIEL † JEAN-MARIE
DOMENACH † MICHEL
FOUCAULT † FRANÇOIS FURET
ANDRÉ GLUCKSMANN † CHRISTIAN
JAMBET † JACQUES JULLIARD
JULIA KRISTEVA † GUY LARDREAU
CLAUDE LEFORT † BERNARD-HENRI
LÉVY † PIERRE ROSANVALLON
JEAN-PAUL SARTRE † LAURENT
SCHWARTZ † PHILIPPE SOLLERS
PAUL TRIBAUD † PATRICK VIVERET

LES INTELLECTUELS CONTRE LA GAUCHE

L'IDÉOLOGIE ANTITOTALITAIRE
EN FRANCE (1968-1981)

MICHAEL CHRISTOFFERSON

CONTRE-FEUX AGONE

Michael Christofferson : **Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981).**

Agone, 2009

LE titre laisse entrevoir la mise à mal de quelques idées reçues. La France n'est-elle pas, en effet, la terre d'élection des "*intellectuels de gauche*" et n'est-il pas incongru de définir comme une idéologie la généreuse dénonciation du totalitarisme ? La culture politique "*marxo-jacobine*" n'a-t-elle pas — Raymond Aron mis à part — aveuglé les intellectuels français au point d'en faire, après la Seconde Guerre mondiale, les "*compagnons de route*" décoratifs d'un parti stalinien et totalitaire ? Mai 68 aurait ébranlé les certitudes. Le reflux de l'esprit révolutionnaire et les échecs du tiers-mondisme auraient créé un terrain propice. La lecture de *L'Archipel du goulag* (1973), enfin, aurait inspiré aux anciens chantres du "*Petit Père des peuples*" et aux admirateurs du "*Grand Timonier*" une saine relecture de l'histoire contemporaine. C'est à cette vulgate que s'attaque Michael Christofferson.

Une théorie de circonstances

Revenant sur les origines de la théorie du totalitarisme, il en souligne

d'abord les limites : jusqu'aux années 1970, ceux qui l'utilisent ne sont d'accord ni sur ses origines, ni sur ses caractéristiques fondamentales, ni sur les pays auxquels elle peut s'appliquer. Hayek y voyait un produit de la "*planification socialiste*" alors que Marcuse le faisait découler du libéralisme. Matteoti et Amendola aussi bien que Mussolini l'appliquaient à l'Italie, Trotsky à l'URSS stalinienne, Carl Friedrich et Zbigniew Brzezinski en ont fait une arme de guerre froide... La validité scientifique du concept est à peu près nulle, ce que confirment certains travaux récents cités par l'auteur.

Une étude comparative montre d'ailleurs que son étoile, intimement tributaire des tensions internationales et des rapports de forces internes, a commencé à pâlir bien avant que les historiens ne commencent sérieusement à s'y intéresser : "*Au milieu des années 70, note Christofferson, la cote du concept de totalitarisme est au plus bas dans la plupart des pays qui l'ont vu naître pendant la guerre froide et il y a, à l'époque comme aujourd'hui, de solides motifs de l'écarter.*" Aux Etats-Unis, il est abandonné dès les années 1960, en pleine

guerre du Vietnam, sous l'influence de la "Nouvelle Gauche" (entendons par là les milliers d'Américains qui se sont mobilisés contre cette guerre). En RFA, où il présentait le triple intérêt de cimenter l'alliance avec les Etats-Unis, de discréditer la RDA et de minimiser les responsabilités de la bourgeoisie allemande dans les crimes du nazisme, il suscite, pour cette dernière raison précisément, le débat qui conduira, dans les années 1980, à la "querelle des historiens". A cette date, l'*Ostpolitik* l'aura privé de toute utilité. En Italie, enfin, il est à la fois dangereux pour ceux qui seraient tentés de l'utiliser — la bourgeoisie italienne redoutant toute analogie avec l'Allemagne nazie — et inutile — le PCI, occupant la place de la social-démocratie en attendant de passer un "compromis historique" avec la démocratie chrétienne.

La fin des compagnons de route

Les "intellectuels de gauche" français se découvrent donc "antitotalitaires" au moment où cette notion est abandonnée à peu près partout ailleurs. Cet antitotalitarisme "provincial" est d'ailleurs strictement antisoviétique. Il ne s'applique ni à Vichy, alors au cœur de furieux débats, ni aux dictatures latino-américaines. Il est surtout à usage purement interne, uniquement motivé, selon Christofferson, par la crainte que la victoire électorale d'une Union de la gauche apparemment dominée par le Parti communiste ne débouche sur l'avènement d'un régime totalitaire en France. L'auteur revient dans un long chapitre ("*Des compagnons de route aux gauchistes*") sur les rapports, en réalité conflictuels, entre les "intellectuels" (terme dont la définition reste, tout au long du livre, incertaine et fluctuante) et le PCF entre 1944 et 1974. Contrairement à la légende, peu d'entre eux ont été les aveugles staliniens ou "compagnons de route" que l'on croit, et les complaisances de ceux qui ne voulaient pas "désespérer Billancourt" ne doivent rien à l'héritage jacobin. Si le PCF a pu

leur apparaître comme "un acteur incontournable du processus de transition révolutionnaire", la liberté — chèrement acquise au terme de cinq années de lutte contre le nazisme — est restée à leurs yeux une composante essentielle du socialisme. Une telle aspiration est "confortée par certains aspects de la culture républicaine et révolutionnaire nationale, qui, loin de constituer un obstacle à la critique du totalitarisme des années 1970, en préparent au contraire le terrain". Ce compagnonnage contradictoire explique, dès la fin des années 1940, une prise de distance que les contorsions de Sartre ne doivent pas faire oublier. Personne ne peut plus, après le procès intenté par David Rousset aux *Lettres françaises*, faire mine d'ignorer les camps. L'instrumentalisation du Comité national des écrivains, la subordination du Mouvement de la paix à la politique du Kominform, les procès des pays de l'Est entraînent, à leur tour, démissions et ruptures. L'année 1956 marque la fin du "modèle des compagnons de route progressistes". Le rapport Khrouchtchev, la répression de la révolution hongroise consomment une rupture qui s'amplifie avec la guerre d'Algérie, puis avec l'instauration de la V^e République. Un véritable "divorce entre la vie intellectuelle et le système politique" se solde par "le ralliement de nombre d'intellectuels de gauche au PSU".

Genèse d'un "socialisme autogestionnaire"

C'est dans ce contexte que s'élabore, sans que l'on emploie encore le mot, ce qui deviendra "l'idéologie antitotalitaire". Chrétiens de gauche, anciens "compagnons de route" et staliniens repentis rejettent en bloc, non seulement le stalinisme, mais tout ce qu'ils assimilent au "léninisme", le "marxisme" étant, à ce stade, plutôt révisé que condamné. Première cible : la "classe ouvrière traditionnelle", devenue une "force conservatrice intégrée à la société capitaliste", tout à la fois réformiste et irrémédiablement assujettie à un PC discrédité. Les "nouveaux sujets révolutionnaires" ap-

partiennent à *“une nouvelle classe de travailleurs (les techniciens)”*, qui *“exige un degré d'autonomie que le capitalisme ne peut lui accorder (...) L'aliénation des producteurs, c'est-à-dire leur manque de contrôle sur les processus et les fins de la production, vient occuper la place de l'exploitation, cible du militantisme ouvrier traditionnel (...) Ce ne sont plus les rapports de propriété qui se trouvent au centre du bouleversement révolutionnaire, mais les rapports d'autorité.”* A la lutte des classes se substitue ainsi une lutte contre la hiérarchie. La *“nouvelle révolution”* ne vise plus à abattre le capitalisme, mais à l'aménager en instaurant une nouvelle forme de *“démocratie directe”* : **l'autogestion**. Autour de cette notion se structure un véritable projet de société, qui fédère, avec, il est vrai, des tonalités *“révolutionnaires”* diverses, à peu près tous les courants de *“l'intelligentsia”*, des chrétiens de gauche (Jean-Marie Domenach, Paul Thibaud, Jacques Julliard) à des militants issus du mouvement ouvrier (Claude Lefort), en passant par d'anciens adhérents du PC (Edgar Morin, Henri Lefèvre).

Mai 68, que l'auteur résume au Mouvement du 22 mars et à l'action *“des groupuscules”* que Cohn-Bendit parvient à *“unifier derrière le rejet de tout avant-gardisme éclairé”*, confirme *“la possibilité d'une révolution en France”* et fait émerger des aspirations à *“une démocratie directe”*. Comment traduire cette *“démocratie directe”* dans des institutions qui, s'inquiète Domenach, ne *“ramènent pas l'Europe aux fantasmes totalitaires”* ? L'antidote, c'est, bien sûr, l'autogestion. Au début des années 1970, les *“intellectuels”* d'*Esprit* et du *Nouvel Observateur* reçoivent sur ce terrain le renfort de nombreux ex-gauchistes. L'auteur retrace notamment la longue marche — somme toute logique — qui conduit les *“maos”* de la Gauche prolétarienne (GP) d'un populisme exalté... à l'autogestion.

De l'autogestion à l'“antitotalitarisme”

Selon Christofferson, la mutation de cette *“critique autogestionnaire”* en

“antitotalitarisme” est motivée par la signature du *Programme commun* (1973). L'accession au pouvoir d'une Union de la gauche *idéologiquement* dominée par le PC conduirait alors les *“intellectuels de gauche”* à exiger des gages en matière de démocratie et de droits de l'homme, *L'Archipel du goulag* leur fournissant de puissants arguments. Le PC est sommé — avec succès, mais trop tard, à partir de l'affaire Pliouchtch — de condamner les atteintes aux droits de l'homme en URSS et le PS de prouver sa capacité de résister *“à la tentation totalitaire”*... en se montrant toujours plus *“autogestionnaire”*.

L'auteur insiste avec raison sur l'importance des Assises nationales du socialisme, tenues les 12 et 13 octobre 1974, qui intègrent au sein du PS *“une fraction significative de la gauche chrétienne et soixante-huitarde”*. *“Même si le PSU et la CFDT conservent leur autonomie par rapport au PS, ajoute-t-il, nombre de leurs militants et certains hommes politiques importants (Michel Rocard et Jacques Delors, par exemple) entrent au PS à cette époque”*. Les Assises reprennent nombre de thèmes chers à cette *“deuxième gauche”* et l'autogestion devient la *“clef de voûte d'un socialisme démocratique”*. A cette date, néanmoins, *“les intellectuels”* persistent à voir dans l'Union de la gauche *“un marchepied politique précieux aux communistes”*. Le PS devra faire plus en matière de décentralisation et de remise en cause de la démocratie représentative, qui, *“instituée, encadrée”*, n'est que *“celle des grandes organisations politiques et syndicales”* (Thibaud). Sa rupture doit être plus nette *“avec le bon vieux socialisme d'Etat”*, avec le *“socialisme bureaucratique”*. En clair : le PS doit rompre les dernières amarres qui le retiennent au mouvement ouvrier.

La *“critique du totalitarisme”*, qui commence en 1975, sera l'un des moyens de lui imposer *“les exorcismes rituels qu'on lui demande”* (Domenach). La révolution portugaise en donne le signal. Le soutien du PCF à la politique *“léniniste”* du PCP relance les inquiétudes, sincères ou affectées, des *“intellectuels”* quant à *“cet immense divorce”*

historique du socialisme et de la liberté” (Julliard). Il y a urgence à “se demander pourquoi le goulag et comment en empêcher d’autres”. La véritable question, explique Paul Thibaud, successeur de Domenach à la tête de la revue *Esprit*, est de savoir “si l’usage d’un certain corpus de concepts ne conduit pas inéluctablement au totalitarisme”. Les racines du totalitarisme ne sont donc plus à rechercher dans les circonstances historiques, mais dans les concepts, dans l’idéologie révolutionnaire, voire dans toute tentative de penser le monde et d’en donner une lecture cohérente. Soljenitsyne fournit ici un renfort bien utile, non qu’il apporte grand-chose de nouveau sur le caractère totalitaire du régime stalinien — ceux qui voulaient se donner la peine de lire étaient édifiés depuis longtemps —, mais “parce qu’il implique Marx et le marxisme”, ce qui restait, écrira François Furet, “l’impensable de la gauche occidentale”.

Où l’on retrouve François Furet

Restait, pour compléter le dispositif idéologique, à incriminer la tradition révolutionnaire jacobine. Cette tâche incombera à François Furet, auquel Christofferson consacre son chapitre le plus intéressant. Auteur dans les années 1960, avec Denis Richet, d’un ouvrage (*La Révolution française*) dans lequel la Terreur apparaissait comme le fruit du “dérapage” d’une révolution qui n’aurait pas dû sortir des sentiers balisés par les Lumières, cet ancien adepte des conceptions littéraires de Jdanov transpose cette fois dans la Révolution française le mécanisme infernal qui aurait conduit de la théorie révolutionnaire au goulag. *Penser la Révolution française*, paru en 1978, ne parle plus de “dérapage”. La Révolution est maintenant “protototalitaire” dès 1789. La violence, la Terreur, découlent non du contexte social, politique et militaire, mais de la “dynamique de l’idéologie révolutionnaire”. Furet réhabilite, pour la circonstance, le monarchiste Augustin Cochin : le jacobinisme n’est qu’un produit des “sociétés

philosophiques du XVIII^e siècle”, donc des Lumières, incriminées à leur tour. La “volonté générale”, reprise de Rousseau, l’égalité, l’idée d’un gouvernement du “peuple-roi” sont la “matrice liberticide de la culture politique de la Révolution”. Ne serait-ce que pour cette critique du révisionnisme historique, l’ouvrage mérite d’être lu.

Une analyse qui s’arrête en chemin

Certaines bévues factuelles étonnent néanmoins sous la plume de cet universitaire américain : on apprend par exemple (p. 43) que “le syndicat Force ouvrière est créé avec le soutien du syndicat américain AFL-CIO”. La scission de la CGT a eu lieu, faut-il le rappeler, en 1947, date à laquelle l’AFL-CIO n’existait pas, le CIO ayant quitté l’AFL en 1938, la réunification n’ayant eu lieu qu’en 1955. Il aurait été utile de préciser, pour être complet, que le CIO, qui a effectivement aidé FO, faisait partie, jusqu’aux scissions de 1947, de la Fédération syndicale mondiale, c’est-à-dire de la même internationale syndicale que la CGT et les syndicats soviétiques ! L’honnêteté de l’auteur ne nous semble pas en cause. Une erreur aussi grossière est simplement révélatrice d’un grand conformisme à l’égard des cadres de pensée et des caractérisations communément admis : la JCR en 68, la LCR au cours de la décennie suivante sont présentées comme “l’organisation trotskyste” du moment ; le PC est indifféremment stalinien, léniniste, marxiste, voire révolutionnaire, et l’auteur n’a pas le mauvais goût de rappeler les origines historiques de la CFDT, dont l’idéologie occupe pourtant, sans qu’il l’écrive jamais, une place centrale, et dont sont issus Pierre Rosanvallon, Jacques Julliard et bien d’autres “intellectuels antitotalitaires” ; la polémique PC-PS, lancée au lendemain des élections partielles de l’automne 1974, aurait eu pour objectif non la division du mouvement ouvrier, la défaite de la gauche en 1978 et, *in fine*, le maintien au pouvoir d’un Giscard d’Estaing qui avait la préférence de

Moscou (tout cela heurtant par trop le sens commun !), mais la simple mise en échec du “*rééquilibrage de la gauche*” initié par Mitterrand au bénéfice du PS... Partant de tels postulats, l’auteur est conduit à prendre au sérieux, même s’il ne les approuve pas, les fausses naïvetés de ceux qui affectent de croire que le PC est candidat au pouvoir et qu’une Union de la gauche dominée par lui menacerait les libertés. Cette prise pour argent comptant de ce que disent ou pensent d’eux-mêmes les groupes et les individus objets de l’étude est l’une des grandes faiblesses de l’ouvrage.

Faiblesse qui arrête en chemin une analyse pourtant prometteuse. L’ouvrage fourmille d’indications sur les idées et l’action des intellectuels chrétiens et de la revue *Esprit*, mais elles ne sont jamais reliées ni explicitées. Le PSU et la CFDT sont plusieurs fois mentionnés, en particulier, nous l’avons vu, à l’occasion des Assises du socialisme, sans qu’il soit jamais précisé qu’ils sont le cadre politico-syndical dans lequel la doctrine sociale de l’Eglise est réactualisée en “*socialisme autogestionnaire*”. L’autogestion est même présentée comme le fruit d’une réflexion sur la meilleure forme possible d’une démocratie directe... dont l’auteur prend soin de rappeler qu’elle appartient à la tradition révolutionnaire française, ce qui n’est guère un facteur de clarification théorique !

Un combat “d’intellectuels” ?

Aspect non moins contestable : l’auteur confond dans la nébuleuse de ceux qu’il appelle indifféremment et sans définition ni frontières bien nettes les “*intellectuels*”, les “*clercs*”, parfois “*l’intelligentsia*”, les militants et les personnalités qui ont mené un combat légitime contre la répression en URSS et dans les pays de l’Est avec ceux qui l’ont instrumentalisé à des fins purement idéologiques. Sous le titre “*Célébrer la dissidence*”, les comités mis en place pour défendre les libertés à l’Est apparaissent comme un moment de l’émergence de “*l’antitotalitarisme*” des “*intellectuels*”.

Ils ne sont certes pas mis sur le même plan que les “*nouveaux philosophes*”, dont l’auteur décrit en termes parfois savoureux les bouffonneries médiatiques, mais l’internationalisme et la lutte du mouvement ouvrier et démocratique semblent se dissoudre dans la genèse d’une “*idéologie antitotalitaire*” dont le caractère nauséabond devait s’affirmer au cours des deux décennies suivantes.

Fonction idéologique de l’antitotalitarisme

Sur ce plan, précisément, le lecteur reste aussi sur sa faim. Christofferson dresse de cet “*antitotalitarisme insulaire et autocentré*” un bilan sévère : erreur de diagnostic quant à la domination supposée du PC sur la gauche, critique des seuls “*régimes communistes*”, réputés “*qualitativement plus répressifs que les dictatures d’Amérique latine*”, mort de “*l’intellectuel prophétique*” au bénéfice des “*experts*”, “*confusion théorique*”, “*bilan moral pour le moins ambigu*”... “*Au-delà de la carte Rocard, ces intellectuels avaient peu ou rien de constructif à offrir.*” Mais le rôle néfaste de “*l’idéologie antitotalitaire*” semble s’arrêter là. En recul après le retrait des ministres PCF en 1984 et surtout après l’effondrement du bloc de l’Est, “*l’antitotalitarisme*” aurait “*remodelé les conceptions politiques de l’intelligentsia*”. Après “*l’effondrement du marxisme*”, les “*intellectuels*” se seraient tournés les uns vers le libéralisme, d’autres vers le “*postmodernisme*”. “*L’affaire du foulard*” aurait même nourri une “*renaissance de la tradition républicaine jacobine sous une forme qui s’inspire des débuts de la III^e République*”. Sans nous prononcer sur la pertinence d’une telle analyse, nous retiendrons qu’elle ne rend pas compte de la place occupée par le “*totalitarisme*” dans le dispositif idéologique *actuel*, dispositif visant à discréditer toute révolution, en particulier dans les programmes scolaires. L’auteur note à juste titre que l’histoire *concrète* de l’Union soviétique et du nazisme a été négligée, mais sans établir le lien avec ce qui nous semble être l’essentiel : cet

“antitotalitarisme” de circonstances a fait le lit d’une acclimatation en France des thèses révisionnistes d’Ernst Nolte, réfutées, au contraire, en Allemagne et en Italie.

L’ouvrage n’en est pas moins précieux. Le contenu purement idéologique du concept de totalitarisme était depuis longtemps établi. En historicisant les

conditions de son affirmation en France, Christofferson donne un coup de canif supplémentaire dans un *consensus* qui voudrait que toute tentative de forcer les issues du capitalisme et de la mondialisation débouche sur une catastrophe totalitaire.

Rémy Janneau,
13 juillet 2010

Histoire de la CGT-FO et de son union départementale de Paris, 1895-2009

Au cœur du mouvement ouvrier (1)

L'*HISTOIRE de la CGT-FO et de son union départementale de Paris : 1895-2009*, précise la couverture du volumineux ouvrage de Gérard Da Silva. Nous sommes prévenus : la CGT-FO commence avec la “Vieille CGT”. Cette vision historique est parfaitement justifiée, l’histoire du syndicalisme en France intègre totalement la CGT-FO.

Est-il possible de parler de la CGT-FO, de la scission de 1947, de sa construction, de ses positions et de ses combats sans parler de l’histoire même de la CGT, de ses courants de pensée, de ses affrontements internes, de la naissance de la Charte d’Amiens ?

Gérard da Silva comble un manque : il n’existait pas d’histoire de la CGT-FO. Encore faut-il considérer que, malgré ses 700 pages, son ouvrage n’a pas la prétention d’être exhaustif.

La naissance de la nouvelle centrale, la CGT-FO, a lieu dans une période particulière, fin 1947 : le tripartisme (gouvernement MRP démocrates-chrétiens, SFIO et PCF) est terminé depuis la grève Renault de mai. Le plan Marshall est à l’ordre du jour et la CGT dirigée par les stalinien

de garde du gouvernement pour le déclenchement de grèves dures, que Pierre Monatte qualifie de “grèves Molotov” pour souligner le lien avec les besoins de la politique internationale de l’URSS. Nous sommes dans la période de la guerre froide.

La naissance de la CGT-FO, nous y reviendrons, est incontestablement un refus de la mainmise du stalinisme sur le mouvement syndical. Le PCF, bien entendu, ne pardonnera pas : calomnies, mensonges, silences, menaces, violences seront déployés dans tous les domaines. Le PCF trouvera des alliés et des complices partout. Dans ses conditions, on peut comprendre les difficultés pour un historien d’aborder l’histoire du syndicalisme “Force ouvrière”.

Malgré l’union sacrée et le tripartisme, la lutte de classe continue

Depuis 1944, malgré l’union sacrée et le tripartisme, la lutte de classe continue, les grèves systématiquement com-

(1) L’Harmattan éditeur. 33 euros.

battues par l'appareil stalinien de la CGT se développent dans de nombreux secteurs : fonctionnaires, Sécurité sociale, presse, PTT, métallurgie, etc. Dans les PTT et la SNCF, de premières scissions syndicales ont été effectives.

Les militants syndicaux qui mènent ces grèves sont calomniés et menacés, traités d'"hitléro-trotskyistes", pour reprendre les écrits de *l'Humanité*.

Fin 1947, quand ces mêmes militants sont réticents devant la tactique des "grèves dures" du stalinisme, ils sont à nouveau calomniés et menacés. Les conditions de la scission sont alors totalement remplies et les hésitations des dirigeants réformistes ne résisteront pas à la volonté de la base.

La CGT-FO se constitue dans la lutte de classe, elle exprime des besoins de la lutte revendicative des salariés. Le rôle de la CIA et de l'AFL-CIO n'est qu'un élément secondaire, il est évident que dans la situation de guerre froide les Etats-Unis sont attentifs à tous ceux qui peuvent se dresser contre la politique internationale de Moscou et souvent prêts à les aider. Mais ils ne peuvent créer les conditions objectives de la scission de la CGT.

Peut-être l'auteur aurait-il pu analyser plus à fond la politique stalinienne et ses conséquences sur le mouvement ouvrier français. La compréhension de cette période est déterminante pour appréhender la situation dans la classe ouvrière et dans ses organisations syndicales et politiques.

L'originalité de la CGT-FO est de renouer avec une conception d'indépendance de classe, de reprendre la Charte d'Amiens comme référence. La majorité des "Amis de Force ouvrière" qui prend la direction de la nouvelle confédération est incontestablement réformiste. Mais le réformisme est partie intégrante du mouvement ouvrier. Il n'y a rien d'étonnant de voir des militants se réclamant du syndicalisme révolutionnaire ou de l'anarcho-syndicalisme trouver une place dans la nouvelle centrale. Il est sans doute regrettable pour la CGT-FO que les conditions particulières du moment aient amené à la création de la Fédération de l'Education nationale : les ensei-

gnants, représentant une masse importante de syndiqués, ne rejoignent pas la nouvelle centrale.

Après une première partie, peut-être un peu brève, qui nous replonge dans cette histoire de 1944 à 1947, particulièrement difficile pour la classe ouvrière, la deuxième partie du livre comprend 19 chapitres et constitue l'essentiel de l'ouvrage. Ces chapitres constituent une mine inépuisable de références. La chronologie rigoureuse permettra une recherche facile.

Rappeler quelques étapes de l'histoire du mouvement ouvrier de 1947 à nos jours nous ramène à l'histoire de la CGT-FO et de son union départementale parisienne.

Le rôle de la centrale syndicale dans les principaux événements des soixante dernières années

Il est significatif que le rôle de la centrale syndicale ait été primordial dans les principaux événements des soixante dernières années. Prenons quelques repères pour justifier notre propos.

1950 : loi sur les conventions collectives ; la position de la CGT-FO est décisive.

Deux ans après, en août 1953, la grande grève démarre à partir des postiers FO de Bordeaux.

Lors des événements de 1956 en Hongrie, la CGT-FO est à l'avant-garde de la solidarité avec les travailleurs hongrois écrasés par les chars russes.

Rien n'est passé sous silence : la guerre d'Algérie (1954-1962), la grève des mineurs de 1963 et, dans la période qui a précédé 1968, la lutte contre l'intégration à l'Etat, puis la grève de mai-juin 1968. Cette lutte constante a pour but de préserver un syndicalisme indépendant.

En 1969, la position du congrès confédéral pour le non au référendum corporatiste de De Gaulle est une sorte d'aboutissement de cette lutte.

Les années qui ont suivi sont celles de combats quasi quotidiens pour la défense de la Sécurité sociale (à partir des ordonnances de 1967), pour la défense des services publics, contre les privatisations (grève des postiers en 1974), pour la défense du Code du travail.

La dimension internationale n'est jamais oubliée, le soutien actif à Solidarnosc, aux grévistes de Gdansk ou de Cracovie dans les années 1981-1983 est une réalité très concrète.

Ensuite, la grève de 1995 démontre encore une fois l'engagement décisif de la CGT-FO pour la défense de la Sécurité sociale et des retraites face au plan Juppé.

Depuis le traité de Maastricht, il y a bien sûr les positions face à la politique de Bruxelles et à ses attaques contre les droits des travailleurs.

Gérard Da Silva n'hésite jamais à citer largement les documents syndicaux ; il permet à chacun de juger ce qu'est une

organisation syndicale dont l'ambition est de rester indépendante ; il permet aussi de revenir sur nombre de problèmes à partir d'une appréciation qui a pour référence les seuls intérêts spécifiques des travailleurs

Comme nous l'avons souligné, ce livre peut servir de référence pour ceux qui chercheraient la manière dont le mouvement syndical a répondu aux situations de la lutte de classe, plus particulièrement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Empruntons à la préface signée conjointement Blondel et Mailly cette affirmation, qui suffirait à justifier la lecture du livre, pour les militants : *"Dans l'histoire du monde du travail comme dans la vie de tous les jours, nous avons besoin de prendre en compte les faits avérés et non des positions et jugements fondés sur l'idéologie ou les dogmes, c'est que ce livre tente de démontrer."*

Pierre Levasseur

Gaël Eismann : *Hôtel Majestic. Ordre et sécurité en France occupée (1940-1944)* ⁽¹⁾

ALORS même que l'issue de la guerre est imminente, l'administration militaire allemande en France présente un bilan satisfait de son activité, cité par Gaël Eismann : *"L'administration militaire allemande en France a prouvé, pendant ses quatre années d'activité, que la direction administrative et économique allemande avait la capacité d'organiser une administration européenne apte à obtenir les plus grands résultats possibles dans l'intérêt de l'Europe, sans que les spécificités économiques et culturelles nationales d'un pays n'en pâtissent."*

Cette administration serait donc la vraie mère de l'Union européenne, contenue en germe dans son activité !

Ainsi, le pillage des ressources économiques, la répression brutale, les exécutions d'otages, la chasse aux déserteurs du travail obligatoire en Allemagne, la traque des juifs, toutes activités auxquelles l'administration militaire allemande a pris une part active, seraient autant d'éléments de la construction européenne. Certes, nous sommes habitués à voir aujourd'hui les opérations les plus brutales revêtues d'oripeaux humanitaires ou présentées comme autant d'entreprises civilisatrices, dont les victimes sont les premières bénéficiaires. Le "droit d'intervention, humanitaire" sert tant de fois à couvrir la mainmise sur le pétrole, les ressources minières ou à installer ou

(1) 592 pages, Tallandier, 32 euros.

maintenir une base militaire que nul ne s'en étonne plus. Pourtant, le cynisme du document cité par Gaël Eismann peut encore étonner.

Selon les lois du droit public

Chacun se rappelle les lignes ironiques du chapitre trois de *Candide* : *“Candide passa par-dessus un tas de morts et de mourants, et gagna d'abord un village voisin, il était en cendres ; c'était un village abare que les Bulgares avaient brûlé, selon les lois du droit public.”* Et Voltaire donne ensuite un tableau accablant des résultats de cette conformité au droit public que les adversaires des Bulgares appliquent avec la même ardeur : vieillards criblés de coups, femmes égorgées, filles éventrées après avoir été violées ou à demi brûlées, et agonisant au milieu des débris de cervelles, de bras et de jambes...

Mais à l'époque de Voltaire, son tableau de la guerre n'émeuvait que peu de gens et l'art de la propagande n'était encore que fort modeste. L'évocation du “droit public” ne renvoyait donc qu'à une notion vague. Mais depuis l'auteur de *Candide*, on a inventé le droit international, et en particulier la convention de La Haye signée en 1907, que tout belligérant jure de respecter avec le plus grand scrupule.

Une image aseptisée

La Seconde Guerre mondiale a donné lieu à de grandes opérations de propagande. Nous avons certes fait de grands progrès dans ce genre de manipulation depuis, grâce à des spécialistes confirmés, mais l'ouvrage de Gaël Eismann, *Hôtel Majestic*, jette une vive lumière sur l'un des aspects de ce genre de manipulation historique : la façon dont est depuis de longues années présentée la politique de la Wehrmacht, à travers son administration militaire (le MBF), dans la France occupée, où cette administration militaire était chargée du maintien de l'ordre et de la sécurité. Cette responsabilité ne lui incombait pas à elle seule, le

pouvoir de décision étant plus ou moins réparti entre elle, la police et l'ambassade, sans oublier les institutions françaises.

Le titre des deux premiers chapitres donne le la : chapitre un : *“Une légende construite par les acteurs”* ; chapitre deux : *“Un mythe perpétré par la mémoire savante et collective”*.

A l'initiative de l'appareil militaire allemand

Gaël Eismann met d'emblée en exergue le premier aspect de cette légende : la volonté par cette administration militaire de dégager sa responsabilité de l'escalade des violences allemandes, surtout à partir du moment où Berlin, en juin 1942, met en place un chef supérieur de la SS et de la police en France. Il note : *“Les vicissitudes qui ont jalonné l'histoire de la mémoire des années noires en France comme en Allemagne ont en effet largement préservé l'image aseptisée que l'appareil militaire d'occupation avait tenu à donner de lui-même dès la fin de la guerre.”* “Ainsi, ajoute-t-il, sur la foi d'un ordre de Hitler dont on ne trouve pourtant aucune trace dans les archives — celui de procéder à l'exécution de 100 otages au lendemain de l'assassinat de l'aspirant de marine Alfons Moser —, on continue encore souvent à attribuer la paternité du recours aux exécutions d'otages aux seuls instances dirigeantes du Reich, et à minimiser, voire à occulter les initiatives prises à ce sujet par l'appareil militaire allemand.”

Et pour enfoncer le clou, il ajoute : *“A ce jour, rien ne permet d'étayer la thèse toujours en vogue selon laquelle la suggestion faite par le MBF début décembre 1941 d'assortir l'exécution de 100 otages de l'annonce de déportations massives de juifs et de communistes ait répondu à un ordre de Hitler, exigeant l'exécution de 300 otages en représailles de nouveaux attentats.”*

Et Gaël Eismann, sans taire les flottements du MBF, voire les résistances parfois opposées pour des raisons purement pragmatiques par le MBF aux exécutions

massives d'otages, souligne néanmoins : *"C'est à l'initiative de l'appareil militaire allemand, sans aucune pression de Berlin, que fut instaurée la pratique des exécutions d'otages, pratique qui prit une ampleur bien plus importante que dans les autres pays occupés d'Europe du Nord et de l'Ouest."*

Mais loin de partir d'affirmations que son ouvrage se contenterait d'illustrer, Gaël Eismann conclut son introduction par une liste impressionnante (près d'une trentaine) de questions qui ne sont pas rhétoriques, puisqu'il s'attache effectivement à y répondre tout au long des 469 pages (notes non comprises) de son ouvrage. Citons-en deux pour donner une idée de l'ampleur des questions abordées : *« Est-ce une "violence imminente au pouvoir nazi", est-ce le déclenchement des attentats contre des soldats allemands, en France, ou, en amont, l'invasion de l'URSS qui provoquent, dès la seconde moitié de l'année 1941, un durcissement brutal, mais idéologiquement ciblé, de la stratégie répressive du MBF ? »* Ou : *« Le MBF a-t-il freiné les initiatives d'autres instances allemandes, chargées de la "question juive", les a-t-il cautionnées passivement ou a-t-il joué un rôle moteur, voire accélérateur, dans la mise en œuvre de la "solution finale" en France occupée ? »*

Les rapports finaux du MBF lui-même prétendent démontrer que l'administration militaire allemande en France sous l'occupation a entièrement répondu aux exigences du droit international et de la convention de La Haye. Ses membres, après la guerre, ont poursuivi avec acharnement leur politique d'autojustification, largement reprise dans l'Allemagne fédérale d'Adenauer et après : *"De nombreux fonctionnaires et officiers du MBF sont ainsi appelés à témoigner aux procès intentés contre les criminels de guerre allemands (...). A la barre des témoins plutôt que sur le banc des accusés, au moins jusque dans les années 1960, leur stratégie défensive, parfaitement huilée, acquiert progressi-*

vement le statut d'expertise historique. Leur présentation apologétique de l'administration militaire allemande y gagne un caractère de plus incontestable."

Imaginons un instant que les gardiens ou chefs des camps de concentration en URSS soient peu à peu devenus les experts de l'histoire du goulag...

Le pire est à venir. C'est ce que Gaël Eismann appelle, avec un sens aigu de l'euphémisme, une *"mémoire savante longtemps perméable à la mémoire des acteurs"* acharnés à se justifier. Et comme une épidémie, cette mémoire savante — c'est-à-dire la vision donnée par l'historiographie allemande pendant près d'un demi-siècle — s'étend aux voisins. *« Si l'historiographie française ne présente pas l'escalade de la répression allemande comme une réponse obligée aux attentats "terroristes", elle défend néanmoins la thèse d'un cycle attentats-répression, imputé à la stratégie "provocatrice" de la résistance communiste. »* Et elle *"prend peu en compte la place du MBF dans le système répressif allemand"*.

La reconstruction d'un Etat bourgeois allemand, bastion, puis pilier du "monde libre" — puis de l'Alliance atlantique — face à la "menace rouge" exigeait en effet la distanciation la plus grande possible entre le nazisme et l'armée allemande, organe essentiel de l'Etat comme partout, et dont il fallait donc dénazifier au maximum le passé.

Ouvrage purement historique, *Hôtel Majestic*, de Gaël Eismann, n'aborde bien entendu pas cette question politique. Mais son démontage des justifications apportées à la mise en œuvre de toutes les mesures prises par les forces occupantes et de la politique réelle de l'administration militaire allemande est un modèle du genre. En ce sens, *Hôtel Majestic* se lit à la fois comme une entreprise monumentale de démystification et comme un roman policier.

Jean-Jacques Marie

Main basse sur l'école publique

Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi

Editions Démopolis, 2008. Prix : 20 euros

CE livre démonte avec précision et minutie les mécanismes par lesquelles se poursuit le démantèlement-privatisation de l'Education nationale.

Il part de ce qu'il appelle "la révolution libérale" dans l'Education nationale, dont Nicolas Sarkozy a fait un enjeu dans son programme de gouvernement et qu'il veut mettre en application : "Suppression de la carte scolaire, promise dès les premiers jours de son quinquennat. Nouveaux programmes du primaire, puis du second degré dans l'année qui a suivi. 11 200 postes supprimés en 2008, et 13 500 en moins pour 2009. Evaluation publique des enseignants ainsi que des établissements. Service minimum. Suppression des IUFM... Partenariat public-privé..." (page 4).

D'où viennent ces idées ?

Les auteurs ont recherché d'où venaient ces idées, quels clubs et associations diverses les concoctaient et quels partis, personnels politiques et ministres les soutenaient et les faisaient passer dans le pays sous forme de lois. On les retrouve dans la publication de l'Association pour la liberté économique et le progrès social (ALEPS), filiale du Medef (pour les candidats UMP en 2008) :

"Il faut une liberté totale d'ouverture de classes et d'établissements. Aujourd'hui, les écoles et collèges privés sont obligés de refuser des inscriptions, faute d'avoir l'autorisation de l'administration académique, qui n'accorde chaque année qu'un quota restreint d'ouvertures. La concurrence doit jouer aussi au niveau des enseignants, et la liberté

de quitter un établissement pour un autre doit être totale (le statut de la fonction publique rend l'opération impossible pour l'instant). Enfin, la question délicate du financement peut facilement se résoudre avec un système simple, du type bon ou coupon ou chèque scolaire."

Cela a le mérite de la clarté.

Le livre retrace méticuleusement les origines de ce programme de destruction de l'école publique, il montre les associations qui relaient auprès des politiques et les stratégies mises en œuvre.

— C'est au début des années 1970 que la question du démantèlement de l'Education nationale se trouve posée à nouveau. Sous le ministère d'Olivier Guichard, Olivier Giscard d'Estaing se fait le rapporteur de la loi dite Pompidou, qui propose la pérennisation du contrat simple, ce qui revient à ce que les personnels payés par l'Etat deviennent des personnels de droit privé. Il écrit d'ailleurs un ouvrage qui sert encore de référence, *Education et civilisation. Pour une réforme libérale de l'enseignement*.

Son objectif : *"Le premier changement vise à remettre en cause le rôle de l'enseignement et son monopole de fait. Il faut réaffirmer l'importance de la famille, des religions, des régions, des professions, et leur donner la possibilité d'accompagner pas à pas, au niveau de l'établissement, tout le déroulement de l'éducation et de l'enseignement. L'Etat définit des normes minimales, offre son contrôle et se substitue aux insuffisances."*

Devant le Parlement, il annonce "la prolifération d'établissements privés" et appelle de ses vœux "la concurrence entre le privé et le public".

Tout est déjà dit au début de la décennie...

— Cette orientation comble d'aise l'enseignement catholique, qui, depuis le vote de la loi Debré de 1959, était resté relativement discret. Un aspect intéressant de ce livre est de montrer comment l'Eglise reprend toutes ces thèses et oriente sa lutte contre le service public d'enseignement. C'est par l'intermédiaire d'associations diverses que l'enseignement catholique va exercer sa pression sur les gouvernements.

Ces associations forment une nébuleuse où se retrouvent hauts personnels de l'Education nationale, responsables diocésains, écoles catholiques et membres de l'ALEPS.

En 1974 est ainsi créé le Club de l'Horloge, par des hauts fonctionnaires membres ou proches du Front national. C'est par leur intermédiaire que les idées les plus réactionnaires vont être assimilées par des organisations politiques comme l'UDF et l'UMP : ce sont eux qui réclament en premier la suppression de la carte scolaire, le service minimum et le chèque éducation, la fin du monopole de l'Etat...

Les agents du privé à la tête de l'Education nationale...

Une autre association a joué un rôle important : Les Créateurs d'école. Elle est fondée plus tard avec Xavier Darcos comme membre fondateur. On y retrouve un certain nombre d'établissements catholiques privés, un directeur diocésain, le directeur de l'Institut de formation catholique. Son président est Guy Bourgeois, administrateur de l'Education nationale, conseiller technique de plusieurs ministres comme Christian Beullac, René Monory, qui occupent des places importantes au ministère... Ainsi, ce sont les défenseurs les plus acharnés de l'école privée catholique qui dirigent de fait le ministère de l'Education nationale pendant toutes ces années ! Notons enfin que Guy Bourgeois devient directeur de cabinet de François Bayrou en 1993.

Quant à l'ALEPS déjà citée, elle fait le relais avec la grande industrie et le patronat C'est de ce creuset que sort l'actuelle réforme libérale de l'enseignement.

— Ensuite sont décrites les principales étapes de "la guerre scolaire" ranimée à partir du début des années 1970. De 1970 à 1977, cette période est jalonnée de concessions multiples, dont la loi Guermeur est le meilleur exemple : l'orientation est de financer le privé avec l'argent du public... Le point d'aboutissement de cette stratégie, en passant par les accords Lang-Cloupet, est la mise sur pied du Plan banlieue de Sarkozy : *« C'est pourquoi, dès cette année, un fonds d'intervention spécifique "espoir banlieue" sera créé sur le budget de l'Education nationale pour permettre le financement des dépenses de fonctionnement des établissements privés qui accepteraient d'ouvrir des classes dans les banlieues. Je me fixe un premier objectif pour la rentrée 2008 : la création de 50 nouvelles classes de l'enseignement privé dans les banlieues et je confierai chaque fois que possible ces projets d'ouverture de classe avec les internats d'excellence... »*

Politique illustrée par la proposition d'installation de l'Ecole alsacienne dans le quartier du Val d'Argenteuil et pour laquelle le conseil municipal à majorité socialiste a accepté de céder un terrain dans des conditions qui s'apparentent à une substantielle subvention au privé !

Lang et Jospin en première ligne

Un aspect est mis en lumière dans l'ouvrage : ce sont les hésitations et les concessions de la gauche lorsqu'elle est au pouvoir.

Celles de François Mitterrand et sa proposition de "grand service public de l'Education nationale", qui sombre après la manifestation organisée le 4 mars 1984 à Versailles par les partis de droite, les associations de parents d'élèves de l'enseignement privé et de l'Eglise catholique.

Mais surtout celles de Jack Lang avec les accords Lang-Cloupet, qui non seule-

ment versent 1,8 milliard de francs au titre d'un rattrapage promis par le précédent ministre Jospin, mais acceptent que les documentalistes de l'enseignement privé soient désormais payés par l'Etat, que celui-ci prenne aussi le surcoût des retraites gérées jusque-là par des caisses privées...

Cette "trahison" de Lang après le recul de Mitterrand ouvrait un boulevard à l'Eglise catholique et à la droite revenue au gouvernement en 1992.

"*Réconciliation historique*", dira Monseigneur Lustiger, qui apprécie la concession au principe de la laïcité faite par le ministre socialiste qui a scellé un pacte avec le représentant direct de la hiérarchie catholique, qui peut désormais se poser en mandataire de tous les établissements privés français, chrétiens ou non.

Un autre aspect est intéressant : c'est le lien avec la politique de décentralisation-régionalisation. En rappelant la politique de Jean-Pierre Raffarin dans son projet "*de République des proximités*", les auteurs montrent comment le transfert des missions de l'Etat aux collectivités locales permet de confier des missions de service public d'enseignement à des organismes privés.

"*Une telle externalisation de la mission d'enseignement est dévolue à l'enseignement catholique, qui est ici ouvertement instrumentalisé dans le but de privatiser le service public*", disent les auteurs (page 14).

Ils rappellent aussi que l'article premier de la Constitution s'est vu adjoindre sous Raffarin cet ajout : "*Son organisation (de la République une et indivisible) est décentralisée.*"

La dernière étape de cette politique de financement du privé par l'argent public est la loi Libertés et responsabilités locales (loi Carle), qui, dans son article 89, crée une attaque supplémentaire. Désormais, les communes doivent contribuer aux frais de scolarité des élèves résidant sur leur territoire et inscrits dans une école privée située hors de leur commune. Cette disposition a suscité de vives oppositions de la part du CNAL et surtout de l'Association des maires de France.

Pourquoi cette discrétion sur l'Union européenne ?

Il est impossible de résumer ce travail très documenté, mais on peut regretter que la réflexion des auteurs soit restée dans un cadre trop strictement national. La seule référence à l'Europe et à la politique de l'Union européenne est la référence à l'Organisation internationale pour le développement de la liberté d'enseignement (OIDEI), qui a son siège en Suisse.

Cette ONG dispose d'un statut consultatif auprès de l'Unesco, des Nations unies et du Conseil de l'Europe. Cette ONG, que certains situent dans la mouvance de l'Opus Dei, travaille en étroite collaboration avec l'Union européenne. Elle est au centre de nombreuses initiatives et réflexions. Ses thèmes privilégiés sont identiques à ceux développés par le Club de l'Horloge, Les Créateurs d'école et consorts. Elle reprend le flambeau de la liberté d'enseignement dans les termes suivants : "*Le droit des parents de choisir l'école de leurs enfants ; l'existence d'un véritable pluralisme d'offres pédagogiques ; la possibilité pour des représentants de la société civile de créer et diriger des écoles indépendantes.*" L'OIDEI a un combat prioritaire sur deux credos français : la suppression de la carte scolaire et la mise en pace du chèque éducation.

Ils réclament "*la liberté de créer et de gérer des écoles non gouvernementales (ENG) au sens de l'article 13 du pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) ; l'autonomie des ENG, c'est-à-dire la véritable substance du concept d'établissements autres que ceux des pouvoirs publics ; cette autonomie implique que l'ENG puisse proposer un projet d'établissement qui le distingue de l'enseignement public et des autres ENG, la liberté de choisir ses élèves, c'est-à-dire d'exiger des parents qu'ils adhèrent au projet d'établissement dans la théorie et dans la pratique, ainsi que la liberté de pouvoir choisir ses enseignants*".

Notons que l'OIDEL est très intéressée par l'expérience des écoles Diwan : « *L'esprit de la décentralisation a néanmoins permis quelques réalisations intéressantes. On retiendra ici l'accord passé entre l'Education nationale et le groupe des écoles Diwan, dont le caractère propre porte sur l'enseignement de la langue bretonne par la méthode de l'immersion. 32 écoles étaient concernées en 2001, ainsi que 4 collèges et un lycée. Même si la situation de ces écoles demeure précaire et souvent critiquée par les défenseurs d'une "école unique" enseignant en français, les écoles Diwan représentent une brèche intéressante dans le monopole éducatif* » (rapport de l'OIDEL du 22 avril 2007).

C'est ainsi que naissent des initiatives européennes telles que le programme Léonardo Da Vinci et le fameux protocole de Bologne, matrice de réformes destructrices de l'enseignement supérieur.

Un chapitre ouvre une discussion : « *Le retour à l'école d'antan* ». Ils citent abondamment les prises de position nombreuses contre « *le pédagogisme* », censé « *fabriquer du crétin* », les errances du système éducatif comme la méthode dite « *globale* » d'apprentissage de la lecture...

Ainsi, cet article de Jean-Paul Brigheli, dans *Le Parisien* (19 octobre 2007) : « *Nous payons actuellement les ultimes conséquences de la loi Jospin sur l'école en 1989, qui place l'enfant*

au centre du système et qui l'incite à "construire ses propres savoirs", comme le serine la rengaine pédagogue. A force de ne plus rien apprendre de solide, beaucoup se sont emmurés, vivant derrière un écran d'ignorance terrifiante qui amène aux pires excès. »

Malgré son intérêt, ce livre souffre de deux manques :

— Il ne dit pas un mot du processus de Bologne, par lequel l'Union européenne a entrepris la dislocation et la privatisation de l'enseignement supérieur. Ce silence est d'autant plus surprenant que la mise en œuvre de ce processus a déjà suscité de vives réactions chez les étudiants de plusieurs pays, en particulier en Espagne.

— Il est ensuite dommage qu'il ne soit pas rappelé que la majorité des réformes successives qui ont bouleversé et désorganisé l'Education nationale l'ont été sous la responsabilité de ministres qui travaillaient dans la mouvance des membres du Club de l'Horloge ou des Créateurs d'école... Il oublie enfin que la question de la destruction-privatisation de l'école ne peut être dissociée de la destruction ouverte de tous les savoirs afin d'adapter l'école aux besoins étroits de notre économie capitaliste en crise.

Un livre utile, à compléter avec les autres aspects de la destruction de l'école publique.

Liliane Fraysse

Alexander Werth : *Scandale musical à Moscou, 1948*

Traduit et présenté par Nicolas Werth.

Tallandier (180 pages, 15,90 euros)

L *A Pravda* (10 février 1948) publie au nom du comité central (qui n'a pas été réuni pour l'occasion et que d'ailleurs Staline ne réunissait quasiment plus) un décret prononçant une condamnation brutale des musiciens soviétiques Chostakovitch, Prokofiev, Khatchatourian et Miaskovski, accusés de "formalisme". Ces musiciens, affirme le décret dans une langue de bois policière, "font fi des goûts artistiques et des demandes des peuples de l'URSS (...), rejetant la fonction sociale de la musique, se contentent de pourvoir aux goûts dégénérés d'une poignée d'individualistes esthétisants".

Le "nœud de l'affaire" ?

Alexander Werth, qui publie de longs extraits de ce décret, le commente de façon assez étrange : tout en soulignant que Jdanov a "forcé le trait et déformé grossièrement la réalité", il affirme néanmoins : "Tel était bien le nœud de l'affaire : une musique pour les happy few ou une musique pour les masses ?" Vraiment, le souci de Staline et de Jdanov était-il donc de pourvoir aux besoins artistiques des masses, du peuple ? Si cela était vrai de la musique, cela le serait autant de la littérature ou de la peinture.

La piété filiale produit parfois des effets surprenants. Ainsi Nicolas Werth, l'un des auteurs du médiocre libelle intitulé *Le Livre noir du communisme*, fait publier et préface ce livre plutôt ambigu de son père, Alexandre Werth, publié à Londres en 1949. Il conclut sa préface par une phrase lapidaire : "Scandale mu-

sical à Moscou nous offre le bien triste spectacle d'une Comédie humaine au pays d'Ubu roi." Certes, mais comment concilier cette conclusion avec le portrait que fait Alexander Werth d'Andreï Jdanov, responsable public de la campagne engagée contre les quatre musiciens, comme de la campagne engagée auparavant contre les écrivains Zochtchenko et Akhmatova ?

Dans la lignée de Pierre le Grand ou d'Ubu roi ?

Andreï Jdanov a eu le privilège de donner son nom à la subordination de l'art et de la littérature aux diktats de la bureaucratie et de son parti. Avec sa participation à la conférence de fondation du Kominform en septembre 1947, c'est la seule trace que ce médiocre, mais brutal bureaucrate laissera dans l'histoire.

On ne peut donc lire sans quelque étonnement les lignes qu'Alexander Werth lui consacre : "En un sens, écrit-il, Jdanov était un grand homme. Il était de la trempe de ces bâtisseurs d'Etat dont toute la vie était tournée vers un seul et unique but : servir et renforcer le prestige du Parti communiste et de l'Union soviétique." Alexander Werth précisant ailleurs : "L'URSS est une force révolutionnaire." Jdanov serait donc un chef révolutionnaire. Il ajoute : "Son caractère résolu et impitoyable le plaçait dans la lignée des Ivan le Terrible, Pierre le Grand, Lénine et Staline." Diable ! Jdanov dans la lignée de Pierre le Grand et Lénine ! On est très loin

d'Ubu roi... et de la réalité. Il faudrait choisir.

Un guépéoutiste brutal...

Quel est l'apport de Jdanov à la vie de l'URSS ?

Dans un article publié dans le recueil *La seule issue*, l'essayiste soviétique Iouri Kariakine rappelait quelques éléments de sa carrière.

On connaît, depuis le rapport Khrouchtchev au XX^e Congrès du PCUS, le 25 février 1956, le texte du télégramme envoyé par Staline de Sochi au bureau politique exigeant la nomination de Iejov à la tête du NKVD et affirmant : *"Iagoda n'a manifestement pas été à la hauteur de sa tâche pour démasquer le bloc trotskiste-zinoviéviste. Le Guépéou retarde de quatre ans dans cette affaire."*

Kariakine commente : *"Ce télégramme express de Sochi est une des plus sanglantes dépêches de notre histoire et de celle du monde : il donnait le signal de 1937."*

Or ce télégramme comporte une seconde signature après celle de Staline : celle d'Andreï Jdanov.

Et Kariakine poursuit : *"Si les coauteurs du télégramme avaient dû rédiger eux-mêmes les innombrables mandats d'arrêt et sentences qui en découlaient"* et prendre toutes les mesures d'exécution contre les victimes, *"combien de millions de jours leur aurait-il fallu pour réussir" ?*

Auparavant, d'ailleurs, après l'assassinat de Kirov à Leningrad le 1^{er} décembre 1934, c'est Jdanov qui fut envoyé par Staline succéder au dignitaire abattu et organisa l'épuration sauvage de la ville (ce qu'Alexander Werth traduit pudiquement par : *"A ce poste, Jdanov surveilla [sic !] attentivement cette ville réputée à juste titre pour son caractère frondeur et indépendant comme pour son manque de révérence vis-à-vis de Moscou."* Ah ! les délices de l'euphémisme !).

Il surveilla ensuite plus attentivement encore ensuite Oufa, Kazan, Orenbourg, où il laissa une trace sanglante.

Un exécutant zélé

Terreur policière et terreur idéologique, ce sont les deux seuls domaines où ce très médiocre apparatchik exerça ses talents. Aussi l'hommage d'Alexander Werth ne peut-il manquer d'étonner. Nicolas Werth modère certes ces éloges sans y faire référence.

Il précise d'abord : *"La période de Jdanov, c'est-à-dire la campagne idéologique de mise au pas de l'intelligentsia, a été décidée par Staline lui-même. Andreï Jdanov, membre du politburo et responsable de l'idéologie, n'étant que l'exécutant zélé de cette politique."* On est donc loin de Pierre le Grand et Léline.

Mais pourquoi, comparant Iejov et Jdanov, Nicolas Werth établit-il entre les deux hommes deux différences ? La première, Iejov a été liquidé et Jdanov est mort de sa belle mort. Certes.

Puis, il souligne une *"autre différence, autrement plus fondamentale, très peu de personnes (quelques centaines, peut-être) furent arrêtées durant la Jdanovschina, qui fut d'abord et avant tout une campagne idéologique et non pas une vaste entreprise d'ingénierie sociale et d'extermination de masse comme l'avait été dix ans auparavant la Iejovschina"*... à laquelle, rappelons-le, Jdanov avait pris une part très active et qui avait été l'un des moteurs de son ascension.

Pourquoi insister sur cette différence suggérant un Jdanov relativement modéré, mais liée uniquement aux besoins de Staline et de la nomenklatura, qui ne sont pas les mêmes en 1937 et en 1948 ?

Promouvoir un art anti-élitiste et populaire ?

Mais qu'est-ce donc que cette Jdanovschina ? Alexander Werth prétend : *« La ligne dictée par Jdanov fait partie d'une politique plus générale visant à promouvoir un art anti-élitiste et "populaire". »* Il ajoute : *"Pour les Soviétiques, l'art doit être "populaire", c'est-*

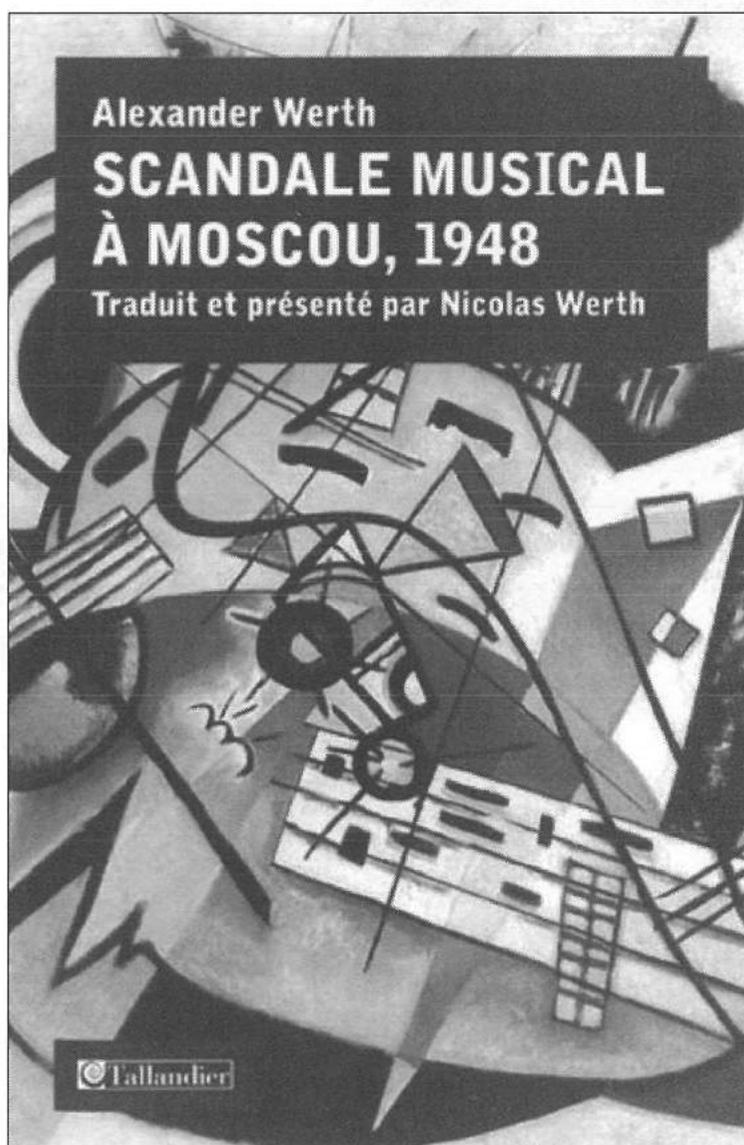
à-dire pour le peuple”, et, comparant l'article de la *Pravda* de janvier 1936 condamnant l'opéra de Chostakovitch *Lady Macbeth de Mzensk*, qui avait beaucoup déplu à Staline, et le décret du comité central du 10 février, il affirme : “Le décret de février 1948 est infiniment plus radical et révolutionnaire (ou peut-être réactionnaire ?) que l'article de 1936 de la *Pravda*.”

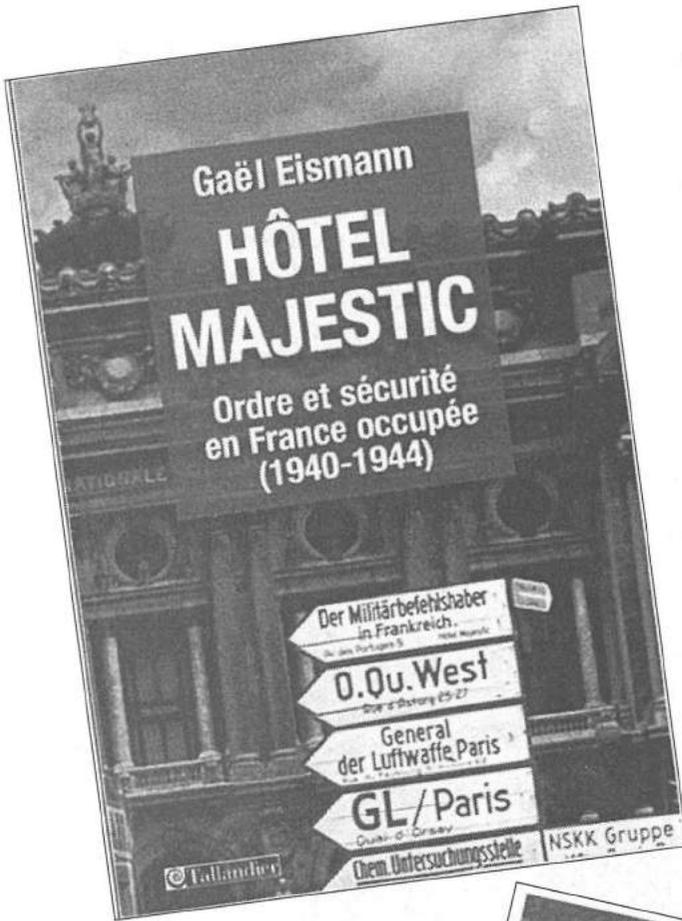
Alors, “révolutionnaire” ou “réactionnaire” ? En fait, le réalisme socialiste réduit l'art à de pures et simples fonctions de propagande répondant aux intérêts sociaux et politiques de la nomenklatura dirigeante. Les besoins artistiques

réels ou supposés du peuple n'ont rien à voir.

Le livre d'Alexander Werth ne manque certes pas d'intérêt. Le récit qu'il donne de ce que l'on pouvait alors savoir de ces événements est bien mené ; le portrait qu'il fait des musiciens condamnés est précis et vivant ; les extraits fort juteux de la conférence des compositeurs et des musiciens donnent une bonne image du milieu et rendent bien l'atmosphère de l'époque. Il mérite donc indiscutablement d'être lu pour ces motifs et pour ce que nous appellerons aimablement ses ambiguïtés.

Jean-Jacques Marie





ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360